

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :
"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 01 76 20 00.
Ceux-ci sont payables d'avance, par mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications officielles" à Libreville
Compte courant CDC N° 11500000915, Centre de Libreville.

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

SPECIAL

COUR CONSTITUTIONNELLE DE LA TRANSITION

Décision n°001/CCT du 16 janvier 2025 relative à la requête présentée par le Premier Ministre, tendant au contrôle de conformité à la Charte de la Transition et à la Constitution de la loi n°033/2024 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2025.....1

PARLEMENT DE LA TRANSITION

Loi n°033/2024 du 30 décembre 2024 déterminant les ressources et les charges de l'Etat de l'année 2025.....2

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°0509/PR du 30 décembre 2024 portant promulgation de la loi n°033/2024 déterminant les ressources et les charges de l'Etat de l'année 2025.....61

*ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE***COUR CONSTITUTIONNELLE DE LA TRANSITION**

Décision n°001/CCT du 16 janvier 2025 relative à la requête présentée par le Premier Ministre, tendant au contrôle de conformité à la Charte de la Transition et à la Constitution de la loi n°033/2024 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2025

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS ;
LA COUR CONSTITUTIONNELLE ;

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 14 janvier 2025, sous le n°030/GCCT, par laquelle le Premier Ministre a déféré à la Cour Constitutionnelle, aux fins de contrôle de conformité à la Charte de la Transition et à la Constitution, la loi n°033/2024 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2025 ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la loi organique n°027/2021 du 31 janvier 2022 ;

Vu la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget ;

Vu le règlement de procédure de la Cour Constitutionnelle n°027/CC/2023 du 26 juillet 2023 ;

Les Rapporteurs ayant été entendus ;

1-Considérant que par requête susvisée, le Premier Ministre a déféré à la Cour Constitutionnelle, aux fins de contrôle de conformité à la Charte de la Transition et à la Constitution, la loi n°033/2024 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2025 ;

2-Considérant que toutes les dispositions de la loi n°033/2024 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'exercice 2025 ne sont entachées d'aucune irrégularité ; qu'il échet donc de les déclarer conformes à la Charte de la Transition et à la Constitution.

D E C I D E :

Article 1^{er} : Les dispositions de la loi n°033/2024 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2025 sont conformes à la Charte de la Transition et à la Constitution.

Article 2 : La présente décision sera notifiée au requérant, au Président de la Transition, Président de la République, au Président du Sénat de la Transition, au Président de l'Assemblée Nationale de la Transition, communiquée au Ministre de l'Economie et des Participations, au Ministre des Comptes Publics et de la Dette et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du seize janvier deux mille vingt-cinq où siégeaient :

- Monsieur Dieudonné ABA'A OWONO, Président ;
- Monsieur Christian BIGNOUMBA FERNANDES,
- Monsieur Jean Bruno LEPENDA,
- Monsieur Roger Patrice NKOGHE,
- Monsieur Euloge MOUSSAVOU-BOUASSA DE KERI NZAMBI,
- Monsieur Hervé VENDAKAMBANO TAKO,
- Madame Marie Blanche BOUMBENDJE NGONDE ép. MBABIRI,
- Madame Afriquita Dolorès AGONDJO,
- Monsieur Sosthène MOMBOUA, membres ; assistés de Maître Jean Laurent TSINGA, Greffier en Chef.

PARLEMENT DE LA TRANSITION

Loi n°033/2024 du 30 décembre 2024 déterminant les ressources et les charges de l'Etat de l'année 2025

Le Sénat de la Transition et l'Assemblée Nationale de la Transition ont délibéré et adopté ;
Le Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'Etat, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : La présente loi, prise en application des dispositions combinées des articles 47 et 48 de la Constitution et 8, 10, 11, 12 et 13 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2025.

PREMIERE PARTIE : DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER**TITRE I : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES****CHAPITRE PREMIER : DES IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES****A- De l'autorisation de perception des ressources**

Article 2 : Le Gouvernement de la Transition est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi, en vue de couvrir les charges de l'Etat présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent de l'application des dispositions du Code Général des Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en abrégé C.E.M.A.C, des emprunts, des dons prévus en 2025 et des autres produits autorisés par les textes en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 : Les impôts et taxes en vigueur affectés aux établissements publics, collectivités locales et aux organisations communautaires restent applicables.

B- Des dispositions fiscales

Article 4 : Les dispositions du Code Général des Impôts actuellement en vigueur sont modifiées ainsi qu'il suit :

LIVRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS**TITRE 1 : IMPOTS SUR LES SOCIETES****Chapitre 1 : Champ d'application de l'impôt***Section 1 : Sociétés et collectivités imposables**Section 2 : Exonérations*

Article 6-I nouveau : « Sont exonérés de l'impôt sur les sociétés :

Les paragraphes 1 à 5 sont supprimés.

6) Les collectivités locales ainsi que leurs régies de services publics.

Les paragraphes 7 à 10 sont supprimés.

11) La BEAC.

12) Les bénéficiaires éventuels réalisés par les groupements d'intérêt économique et, d'une manière générale, par les sociétés de personnes et assimilées. Toutefois, l'imposition de ces bénéficiaires est établie pour chacun des associés, sur la part correspondant à ses droits dans le groupement ou dans la société. »

Article 6-II nouveau : « Sont exonérés d'impôt sur les sociétés :

1) Pendant les trois premières années de leur activité, les entreprises ayant une activité hôtelière de tourisme et présentant un nouvel investissement minimum de 300.000.000 FCFA hors taxes.

2) Pendant les trois premières années de réalisation du projet d'investissement, les entreprises agréées pour l'aménagement de terrains urbains destinés à l'habitat social et pour la construction de logements socio-économiques et d'utilités industrielles de fabrication de matériaux et autres intrants servant à la réalisation du volet construction de logements sociaux.

Pour bénéficier de l'exonération visée ci-dessus, les entreprises agréées pour l'aménagement des terrains urbains destinés à l'habitat social et pour la construction de logements à caractère socio-économique doivent, préalablement à l'exécution de leur programme d'investissement, être titulaire d'un agrément délivré par arrêté conjoint des Ministres de l'Économie et de l'Habitat après avis motivé de la commission d'exonération.

La non-réalisation ou la réalisation partielle des investissements projetés, de même que la violation des dispositions légales et réglementaires entraînent le retrait de l'agrément et la taxation immédiate, sans préjudice des sanctions prévues aux articles P-996 et suivants du présent Code.

Les entreprises agréées restent soumises aux obligations déclaratives et comptables conformément aux dispositions légales en vigueur.

Au sens du présent article, on entend par :

-terrains destinés à l'habitat social, les terrains sur lesquels doivent être bâtis des logements dont le prix de cession ne doit pas excéder la somme de 25.000.000 FCFA ;

-logements à caractère socio-économique, les logements dont le prix de cession, est inférieur ou égal à la somme de 25.000.000 FCFA.

Un décret pris en Conseil des Ministres sur proposition conjointe des Ministres chargés de l'Habitat et de l'Économie précise les modalités de mise en œuvre des dispositions du présent article, notamment l'organisation de la Commission d'exonération chargée de statuer sur le caractère socio-économique du programme d'investissement et d'émettre un avis motivé en vue de la délivrance de l'agrément. Ce décret est transmis pour information au Parlement par le Gouvernement.

3) Les sociétés de capital investissement pour les revenus provenant des dividendes, des produits de placement, des produits et plus-values de cession des actions et parts sociales.

Le bénéfice de l'exonération visée ci-dessus est consenti, pour une durée de trois ans, aux sociétés de capital investissement :

-qui conservent leurs titres de participation pendant au moins cinq ans ;

-dont les fonds propres ou les fonds gérés pour compte de tiers investis en capital investissement représentent au moins 60 % des ressources de la structure de capital investissement ;

-qui détiennent des titres de participation de sociétés soumises à l'Impôt sur les Sociétés.

4) Pendant les trois premières années de leur activité, les sociétés de capital investissement qui investissent dans les entreprises exerçant leurs activités dans les domaines suivants :

-la recherche développement dans le domaine de la protection de la biodiversité ;

-l'innovation technologique dans le domaine des produits pharmaceutiques issus de la pharmacopée traditionnelle ;

-le développement de l'écotourisme ;

-la transformation locale des matières premières ;

-le développement et l'innovation dans les technologies de l'information et des télécommunications ;

-le développement des agro-industries ;

-l'agriculture.

5) Pour les entreprises exerçant leurs activités dans les secteurs éligibles aux Codes spécifiques prévus par la Charte des Investissements, l'exonération de l'impôt porte sur les trois premiers exercices.

Cette exonération ne s'applique pas aux entreprises exploitant les substances minérales ».

Chapitre 1 : Champ d'application de l'impôt

Section 3 : Territorialité

Article 7-I nouveau

1) « Sous réserve des dispositions des conventions internationales, les bénéfices imposables sont les bénéfices réalisés par les entreprises exploitées ou sur les opérations réalisées au Gabon.

Il en est de même de la plus-value réalisée lors du transfert de droits sociaux de personnes dont l'actif est constitué de tels droits ou de droits détenus directement ou indirectement dans une société située au Gabon.

2) Sont réputées exploitées au Gabon :

a) les sociétés et autres entreprises résidentes du Gabon, c'est-à-dire celles qui y sont immatriculées ou qui y ont leur lieu de direction effective ;

b) les sociétés et autres entreprises non-résidentes au Gabon mais qui y disposent d'un établissement stable.

3) Dans le cas visé au point 2) b), les bénéfices de la société non-résidente sont imposables au Gabon uniquement dans la mesure où ils sont imputables :

a) à l'établissement stable gabonais ;

b) aux ventes, au Gabon, de marchandises de même nature ou de nature analogue que celles qui sont vendues par cet établissement stable ;

c) à d'autres activités industrielles ou commerciales exercées au Gabon et de même nature ou de nature analogue à celles qui sont exercées par cet établissement stable. »

Article 7-II nouveau

1) « L'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2) Constituent notamment des établissements stables :

a) un siège de direction ou d'exploitation ;

b) une succursale ;

c) un entrepôt, y compris lorsqu'il est mis à la disposition d'une personne pour stocker les marchandises d'autrui ;

d) un bureau ;

e) une usine ;

f) un atelier ;

g) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou autre lieu d'extraction de ressources naturelles ;

h) une installation ou structure servant à la prospection ou à l'exploitation de ressources naturelles.

3) Sont réputés posséder la qualité d'établissement stable :

a) un chantier de construction, un projet de montage ou d'installation ou des activités de surveillance s'y exerçant, lorsque ce chantier, ce projet ou ces activités ont une durée supérieure à trois (3) mois ;

b) la fourniture de services, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé par l'entreprise à cette fin, mais seulement si les activités de cette nature se poursuivent pour le même projet ou un projet connexe sur le territoire gabonais pendant une ou des périodes représentant un total de plus de cent quatre-vingt-trois (183) jours, dans les limites d'une période quelconque de douze (12) mois.

4) Il n'y a pas établissement stable si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage ou d'exposition de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage ou d'exposition ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux points a) à d) du présent paragraphe, à condition que cette activité, ou que, dans le cas visé au point e), l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires, revête un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5) Le paragraphe 4 du présent article ne s'applique pas à une installation fixe d'affaires utilisée ou détenue par une entreprise si la même entreprise ou une entreprise étroitement liée exerce des activités d'entreprise dans la même installation ou dans une autre installation au Gabon :

a) cette installation ou cette autre installation constitue un établissement stable pour l'entreprise ou pour l'entreprise étroitement liée en vertu des dispositions du présent article ;

b) l'activité d'ensemble résultant du cumul des activités exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, ne revêt pas un caractère préparatoire ou auxiliaire, si les activités d'entreprise exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, constituent des fonctions complémentaires qui s'inscrivent dans un ensemble cohérent d'activités d'entreprise.

6) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sous réserve des dispositions du paragraphe 8 du même article, lorsqu'une personne agit au Gabon pour le compte d'une entreprise, cette entreprise est réputée avoir un établissement stable au Gabon pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, si cette personne :

a) Conclut habituellement des contrats ou joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats qui, de façon routinière, sont conclus sans modification importante par l'entreprise, et que ces contrats sont :

i. au nom de l'entreprise ;

ii. pour le transfert de la propriété de biens, ou pour la concession du droit d'utiliser des biens, appartenant à cette entreprise ou que l'entreprise a le droit d'utiliser ;

iii. pour la prestation de services par cette entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires (autre qu'une installation fixe d'affaires à laquelle le paragraphe 5 s'applique), ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe ;

b) Ne conclut pas habituellement des contrats ni ne joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats, mais maintient de manière habituelle au Gabon des stocks de marchandises à partir desquels cette personne livre de manière régulière des marchandises pour le compte de l'entreprise.

7) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 à 6 du présent article, une entreprise d'assurances non-résidente est, sauf en matière de réassurance, considérée comme ayant un établissement stable au Gabon si elle y perçoit des primes ou assure des risques qui y sont courus par l'intermédiaire d'un employé ou d'un représentant qui n'entre pas dans la catégorie de personnes visées au paragraphe 6 du présent article.

8) Les paragraphes 6 et 7 du présent article ne s'appliquent pas lorsque la personne qui agit au Gabon pour le compte d'une entreprise non-résidente exerce au Gabon une activité d'entreprise comme agent indépendant et agit pour l'entreprise dans le cadre ordinaire de cette activité. Toutefois, lorsqu'une personne agit exclusivement ou presque exclusivement pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises auxquelles elle est étroitement liée, cette personne n'est pas considérée comme un agent indépendant au sens du présent paragraphe en ce qui concerne chacune de ces entreprises.

9) Le fait qu'une société résidente contrôle ou soit contrôlée par une société non-résidente ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

10) Aux fins du présent article, une personne ou une entreprise est étroitement liée à une entreprise si, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, l'une contrôle l'autre ou toutes deux sont sous le contrôle des mêmes personnes ou entreprises.

Dans tous les cas :

-une personne ou une entreprise sera considérée comme étroitement liée à une entreprise si l'une détient directement ou indirectement plus de 50% des droits ou participations effectifs dans l'autre ;

-dans le cas d'une société, plus de 50% du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société ;

-si une autre personne ou entreprise détient directement ou indirectement plus de 50% des droits ou participations effectifs (ou, dans le cas d'une société, plus de 50% du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société) dans la personne et l'entreprise ou dans les deux entreprises. »

Chapitre 2 : Bénéfices imposables*Section 3 : Charges déductibles**Sous-section 1 : Frais généraux**Paragraphe 3 : Impôts, taxes, amendes***Article 11-I-3 nouveau :**

1) « Sont déductibles l'ensemble des impôts et taxes acquittés par l'entreprise au cours de l'exercice, à l'exception de l'impôt sur les bénéfices lui-même, de l'impôt minimum forfaitaire et du minimum de perception.

2) Lorsque la TVA acquittée est exclue du droit à déduction, elle constitue une charge déductible au titre de l'impôt sur les sociétés.

3) Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur les impôts déductibles, leur montant entre dans les recettes de l'exercice au cours duquel la société est avisée de ces dégrèvements.

Les montants des transactions, amendes, confiscations, pénalités et majorations de toute nature mises à la charge des contrevenants à la législation fiscale, douanière et sociale, à la réglementation des prix, de circulation ou de consommation et, d'une manière générale, aux lois et règlements de l'État ne sont pas admis en déduction des bénéfices soumis à l'impôt. »

Chapitre 2 : Bénéfices imposables*Section 3 : Charges déductibles**Sous-section 2 : Charges financières**Paragraphe 1 : Intérêts des avances consenties par les associés*

Article 11-II-1 paragraphe 4 nouveau : « Pour les sommes versées par les associés ou actionnaires possédant en droit ou en fait la direction de l'entreprise, la déduction n'est admise que pour la fraction de ces sommes n'excédant pas, pour l'ensemble desdits associés ou actionnaires, une fois et demie le montant des capitaux propres de l'entreprise. »

Titre 1 : Impôt sur les sociétés (IS)**Chapitre 6 : Paiement de l'impôt***Section 1 : Modalités de recouvrement*

Article 22 alinéa 1 nouveau : « Sur les règlements effectués à des sociétés ou pour leur compte lorsqu'elles sont des fournisseurs de grumes, les négociants acheteurs assujettis à l'impôt sur les sociétés ou à l'IRPP dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux selon le régime réel d'imposition, sont tenus de précompter un prélèvement correspondant à une quote-part de l'impôt sur les sociétés. »

Article 22 alinéa 3 nouveau : « Ce prélèvement est versé spontanément accompagné d'une déclaration dont l'imprimé est fourni par l'Administration avant le 15 du mois suivant les règlements effectués à la Recette du Centre des Impôts dont dépendent les négociants acheteurs dans les mêmes conditions et aux mêmes effets que le précompte prévu à l'article 181 ci-dessous. »

Chapitre 6 : Paiement de l'impôt*Section 2 : Minimum de perception*

Article 24 nouveau : « Le montant de l'impôt dû par chaque société ou entreprise ne peut être inférieur à l'impôt minimum forfaitaire qui résulterait de l'application du taux de 1% à la base de référence telle que définie à l'article 25 ci-dessous ou à la somme de 500.000 FCFA correspondant au minimum de perception. »

Chapitre 6 : Paiement de l'impôt

Section 2 : Minimum de perception

Article 26 nouveau : « Sont exonérées de l'impôt minimum forfaitaire et du minimum de perception, les sociétés ou personnes morales exonérées d'impôt sur les sociétés telles que visées à l'article 6 ci-dessus, ainsi que les entreprises nouvellement immatriculées, n'ayant jamais exercé une activité de quelque nature que ce soit au Gabon et dont la création ne résulte pas du seul changement de raison sociale ou de dirigeants sociaux avec poursuite des activités antérieures.

Sont également exonérées, au titre des deux premiers exercices en cas de déficit, les sociétés ou personnes morales nouvellement immatriculées, quel que soit le secteur d'activité.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la durée d'exonération est de trois ans pour les PME/PMI visées à l'article 17 de la loi n°008/2018 du 8 février 2019 portant orientation de la politique nationale de la promotion des petites et moyennes entreprises. Cet avantage ne bénéficie pas aux entreprises qui auront débuté leurs activités au moins deux ans avant leur immatriculation. »

TITRE II : IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES (IRPP)

Chapitre 1 : Dispositions générales

Section 2 : Exemption

Article 81 nouveau : « Sont exonérés de l'IRPP, les agents diplomatiques, les consuls et agents consulaires de nationalité étrangère, mais seulement dans la mesure où les pays qu'ils représentent concèdent des avantages analogues aux agents diplomatiques et consulaires gabonais dans leur pays respectif. »

Chapitre 2 : Revenus imposables

Section 1 : Détermination des bénéficiaires ou des revenus nets des diverses catégories de revenus

Sous-section 2 : Traitements, salaires, pensions et rentes viagères

Article 95 al 6 nouveau : « Pour l'application des dispositions ci-dessus, le contribuable qui sollicite le remboursement du crédit d'impôt doit en faire la demande dans les deux ans suivant la date de perte du statut de salarié sous peine de prescription prévue à l'article P-994 du présent Code. »

Chapitre 2 : Revenus imposables

Section 1 : Détermination des bénéficiaires ou des revenus nets des diverses catégories de revenus

Paragraphe 8 : Dispositions particulières

Sous-section 4 : Plus-values des personnes physiques

Article 121 nouveau : « Sont visées par l'article 120 ci-dessus :

- les personnes physiques, dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé ;
- les sociétés de personnes n'ayant pas opté pour l'impôt sur les sociétés, lorsqu'elles exercent une activité autre qu'industrielle, commerciale, agricole ou non commerciale. »

Chapitre 2 : Revenus imposables

Section 1 : Détermination des bénéficiaires ou des revenus nets des diverses catégories de revenus

Sous-section 5 : Bénéficiaires professionnels

Article 131 bis al.1 nouveau : « Les PME-PMI sont exonérées de l'IRPP pendant les trois premières années de leur activité, conformément aux dispositions de la loi n°008/2018 du 08 février 2019 portant orientation de la politique nationale de la promotion des Petites et Moyennes Entreprises. »

(Le reste sans changement)

Chapitre 4 : Calcul de l'impôt

Section 2 : Impôt minimum forfaitaire et minimum de perception

Article 175 nouveau : « Le montant global de l'IRPP dû par les contribuables ne peut être inférieur à l'impôt minimum forfaitaire qui résulterait de l'application du taux de 1% à la base de référence telle que définie ci-après ou à la somme de 500.000 FCFA correspondant au minimum de perception, dès lors que le revenu global déclaré comprend des revenus relevant des catégories suivantes :

- bénéfices des activités industrielles, commerciales et artisanales ;
- bénéfices de l'exploitation agricole ;
- bénéfices des professions non commerciales et revenus assimilés.

Les contribuables soumis à l'impôt synthétique libératoire sont exonérés de l'impôt minimum forfaitaire et du minimum de perception.

La base de référence pour le calcul de l'impôt minimum forfaitaire est constituée par le chiffre d'affaires global réalisé au cours de l'exercice fiscal d'imposition. »

(Le reste sans changement)

Titre 2 : Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP)

Chapitre 5 : Modalités de recouvrement de l'impôt

Section 2 : Précomptes de l'IRPP

Article 181 alinéa 1 nouveau : « Sur les règlements effectués à des personnes physiques ou pour leur compte lorsqu'elles sont des fournisseurs de grumes, les négociants acheteurs de bois assujettis à l'impôt sur les sociétés ou à l'IRPP dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux selon le régime réel d'imposition, sont tenus de précompter pour le compte du Trésor, un prélèvement correspondant à une quote-part de l'IRPP au titre des revenus imposables de ces fournisseurs. »

Article 181 alinéa 3 nouveau : « Ce prélèvement est versé spontanément accompagné d'une déclaration dont l'imprimé est fourni par l'Administration avant le 15 du mois suivant les règlements effectués à la Recette du Centre des Impôts dont dépendent les négociants acheteurs. »

(Le reste sans changement)

TITRE III : DISPOSITIONS COMMUNES A L'IS ET A L'IRPP

Chapitre 1 : Cession ou cessation d'entreprise

L'article 187 est supprimé.

Chapitre 3 : Activité Nouvelle

Article 194 nouveau : « On entend par activité nouvelle une activité qui n'a jamais été exercée sur le territoire national ».

Article 196 nouveau : « Durant les trois premiers exercices de leur activité, les entreprises existantes et nouvellement immatriculées qui développent une activité nouvelle au Gabon peuvent bénéficier :

- d'une exonération du minimum de perception au titre de deux exercices déficitaires pendant la période susvisée ;
- d'une exonération d'impôt sur les bénéfices pour le premier exercice bénéficiaire ;
- d'un abattement d'impôt sur les bénéfices de 25% pour le second exercice bénéficiaire ;
- d'un amortissement accéléré correspondant à deux annuités d'amortissement linéaire sur les biens d'équipements acquis conformément aux dispositions de l'article 11 de la sous-section 5 « Amortissements » alinéa b du présent Code.

Pour le calcul de la période de trois ans, le premier exercice est compté comme une année entière quelle que soit la date du début de l'activité au cours de cet exercice. »

LIVRE II : TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES**Titre 1 : Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)****Chapitre 1 : Champ d'application***Section 3 : Exonérations*

Article 210 nouveau : Sont exonérés de la TVA :

21) Les ventes de pétrole destinées aux activités de la pêche artisanale.

Le bénéfice de l'exonération visé à l'article précédent est subordonné à la satisfaction, par le pêcheur artisanal, des conditions cumulatives ci-après :

- être titulaire d'une autorisation administrative délivrée par le Ministère en charge de la Pêche ;
- être titulaire d'une autorisation de pêche artisanale en cours de validité ;
- être à jour de ses obligations techniques, administratives, fiscales, sociales et environnementales.

Chapitre 2 : Modalités de calcul*Section 3 : Taux*

Article 221 nouveau : « Taux réduit de 5% applicable aux opérations de production et de vente portant sur les produits suivants :

- eau minérale produite au Gabon ;
- lessive ;
- fer à béton ;
- ordinateurs fixes et portables bureautiques ;
- conserves de légumes secs et de légumes verts ;
- conserves de fruits ;
- fourniture d'eau et d'électricité sur la consommation des compteurs sociaux et classiques ;
- ciment. »

LIVRE 3 : IMPOTS ET TAXES DIVERS**TITRE 1 : IMPOTS PROFESSIONNELS****Chapitre 1 : Contribution des patentes***Section 6 : Déclaration et paiement de la patente*

Article 266 nouveau : « Les contribuables passibles de l'IRPP, dans les catégories de bénéficiaires industriels et commerciaux, des bénéficiaires non commerciaux, des bénéficiaires agricoles et soumis à l'impôt synthétique libérateur (ISL), doivent se présenter avant le 1^{er} mars de chaque année, au centre des Impôts dont ils dépendent pour la liquidation et le paiement de leur contribution des patentes.

Pour les contribuables qui commencent leurs activités pour compter du 1^{er} mars, la patente sera exigible dans les 30 jours qui suivent le démarrage desdites activités. »

TITRE II : CONTRIBUTION FONCIERE UNIQUE**Chapitre 1 : Dispositions générales***Section 1 : Propriétés et personnes imposables**Sous-section 1 : Biens et ouvrages imposables*

Article 278 nouveau : « Il est institué au profit des collectivités locales une Contribution Foncière Unique annuelle, en abrégé CFU sur les propriétés immatriculées, bâties et non bâties situées sur l'ensemble du territoire national. »

Article 279 nouveau : « On entend par :

1) Propriétés bâties, tous les biens immeubles achevés ou non ayant une emprise au sol ou dans le sous-sol, que cette emprise soit perpétuelle ou provisoire. Il en est ainsi des propriétés reposant sur des fondations en maçonnerie, bois, fer ou tous autres matériaux telles que les maisons, fabriques, manufactures, usines, hangars et boutiques.

Constituent également des propriétés bâties, l'outillage et l'installation des établissements industriels ou commerciaux attachés au fond à perpétuelle demeure ou reposant sur des fondations spéciales faisant corps avec l'immeuble ainsi que toutes les installations commerciales ou industrielles assimilées à des constructions, et plus généralement tous les biens considérés comme des immeubles par destination.

2) Propriétés non bâties, les terrains nus.

3) Propriétés urbaines, les terrains situés à l'intérieur du périmètre urbain.

4) Propriétés rurales, les terrains situés en dehors des limites des zones urbaines. »

Les articles 281, 282 et 283 sont supprimés.

Sous-section 2 : Personnes imposables

Article 284 nouveau :

« 1) Toute propriété immatriculée, bâtie ou non bâtie, est imposée sous le nom de son propriétaire au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Au sens du présent article, est considérée comme propriétaire, toute personne physique ou morale titulaire d'un titre foncier.

2) Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1, les propriétés bâties grevées d'usufruit, concédées sous la forme d'un bail emphytéotique, d'un bail à construction, d'un crédit-bail, d'une convention d'amodiation ou inscrites à l'actif du bilan des sociétés sont imposées au nom de l'usufruitier, de l'emphytéote, du preneur, de l'amodiatore ou de la société dont le bien figure à l'actif du bilan.

3) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1, les propriétés appartenant à l'Etat ou aux collectivités locales utilisées ou affectées à des fins commerciales par toute personne, sont imposées aux noms de ces dernières.»

Sous-section 3 : Lieu d'imposition

Article 285 nouveau : « Toute propriété foncière visée à l'article 284 ci-dessus doit être imposée dans la commune ou dans le département où elle est située. »

*Section 2 : Exemptions**Sous-section 1 : Exemptions permanentes***I. Au titre des propriétés bâties**

Article 286 nouveau : « Sont exemptés de la CFU :

- 1) Les propriétés bâties ou non bâties appartenant à l'État, aux collectivités locales, aux chambres de commerce, aux organismes internationaux et, sous réserve de réciprocité, aux missions diplomatiques et postes consulaires.
- 2) Les installations qui, dans les ports maritimes et sur les voies de navigation intérieure, font l'objet de concessions d'outillage public accordées par l'Administration aux chambres de commerce ou aux collectivités locales et sont exploitées dans les conditions fixées par les cahiers de charges.
- 3) Les ouvrages établis pour la distribution de l'eau potable ou de l'énergie électrique, appartenant aux collectivités locales ainsi que les pylônes et stations radioélectriques.
- 4) Les locaux servant exclusivement à la célébration des cultes religieux reconnus par l'État.
- 5) Les propriétés bâties ou non bâties affectées à des buts scolaire, sportif, humanitaire ou social, appartenant aux missions ou à des groupements régulièrement autorisés.
- 6) Les voies publiques, les places publiques, les cours d'eau.
- 7) Les sols des bâtiments de toute nature et une fraction des terrains entourant les constructions. Cette fraction exemptée est déterminée comme suit :
 - a) Dans les communes : à l'intérieur du périmètre du quartier commercial ou industriel tel qu'il est fixé par le plan d'urbanisme, la fraction exemptée est égale à trois fois la surface développée des constructions ;
à l'extérieur du périmètre visé à l'alinéa précédent, la fraction exemptée est égale à cinq fois la surface développée des constructions ;
 - b) Hors des communes : la fraction exemptée est égale à cinq fois la surface développée des constructions.
- 8) La superficie des carrières et des mines.
- 9) Dans les zones rurales : les terrains d'une étendue inférieure à cinq hectares, exploités dans un rayon de 25 kilomètres des agglomérations urbaines et destinés exclusivement à des cultures maraîchères. »

*Sous-section 2 : Exemptions temporaires***I. Au titre des propriétés bâties**

Article 288 nouveau :

- 1) « Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de constructions sont exemptées de la CFU :
 - a) pendant cinq ans à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur achèvement concernant les usines et les immeubles à usage d'habitation, à l'exception des bâtiments destinés à la location en meublé, à la villégiature ou à l'agrément ;
 - b) pendant trois ans à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur achèvement dans les autres cas.Au sens du présent article, une construction est considérée comme achevée, dès que l'état d'avancement des travaux en permet une utilisation effective, même s'il reste encore des travaux d'aménagement intérieur à effectuer.
- 2) Les exemptions de trois et de cinq ans s'appliquent séparément aux diverses fractions du bâtiment lorsqu'une construction nouvelle, reconstruction ou addition de construction est destinée pour partie à un usage autre.
- 3) Lorsque tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation reçoit une autre destination au cours de la période d'exemption, l'exemption de trois ans se substitue, en ce qui concerne la fraction de bâtiment en cause, à l'exemption de cinq ans. Elle est déterminée pour compter du 1^{er} janvier de l'année qui a suivi celle de l'achèvement de la construction, de la reconstruction ou de l'addition de construction. »

Article 288 bis nouveau :

I- 1) « Les bâtiments affectés à un usage agricole ou servant aux exploitations rurales tels que granges, hangars, écuries, caves, celliers, pressoirs et autres destinés soit à loger des bestiaux, soit à serrer des récoltes sont exemptés de CFU pendant une période de cinq ans.

Cette exemption est accordée d'office.

2) Les Maires et les Présidents des Conseils départementaux fournissent périodiquement au Centre des Impôts du lieu de situation de l'immeuble concerné, à la demande du Chef de Centre, tous les renseignements de nature à identifier les immeubles qui ont fait l'objet de la délivrance d'un permis de construire.

3) Les immeubles n'ayant pas donné lieu à la délivrance d'un permis de construire devront faire l'objet d'une déclaration spéciale adressée au Centre des Impôts du lieu de situation de l'immeuble concerné dans les quatre mois suivant la date du début des travaux de construction ou d'installation.

À défaut de déclaration dans les délais fixés à l'alinéa précédent, les immeubles en cause seront soumis à la CFU dès le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur achèvement.

II- 1) Les terrains situés en dehors du périmètre urbain et nouvellement utilisés pour l'élevage du gros bétail ou défrichés et ensemencés, bénéficient d'une exemption temporaire de la CFU.

2) La période d'exemption, qui court à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle le terrain aura été nouvellement affecté à l'élevage du gros bétail ou ensemencé, est fixée comme suit :

- a) trois ans pour les terrains utilisés pour l'élevage du gros bétail ;
- b) quatre ans pour les terrains plantés en arbres fruitiers en caféiers ou cacaoyers ;
- c) cinq ans pour les terrains plantés en hévéas ou en palmiers à huile ;
- d) trois ans pour les autres cultures ou plantations.

3) Pour bénéficier de l'exemption temporaire, le propriétaire doit porter, sur la déclaration visée à l'article 297 du présent Code, toutes les propriétés rurales non bâties lui appartenant et indiquer la désignation de la parcelle ou du lot dont il envisage l'utilisation pour l'élevage du gros bétail, le défrichement ou l'ensemencement.

La même déclaration doit préciser, le cas échéant, la nature des cultures qui y seront entreprises.

4) L'exemption de trois ans ne s'applique qu'aux terrains utilisés pour l'élevage du gros bétail dans les conditions fixées par le Service en charge de l'Élevage. Elle n'est accordée qu'après avis du chef de ce Service.

5) Les exemptions de quatre et cinq ans ne s'appliquent qu'aux terrains plantés en cultures sélectionnées et elles ne seront accordées qu'après avis technique des Services en charge de l'Agriculture.

C- 1) Les terrains ruraux nouvellement utilisés pour l'élevage du gros bétail, plantés ou ensemencés, non déclarés ou déclarés après expiration du délai visé à l'article 296 du présent Code, sont soumis à l'impôt à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur utilisation pour l'élevage, de leur plantation ou de leur ensemencement.

2) L'exemption accordée peut être retirée sur proposition du Service en charge de l'Élevage ou du Service en charge de l'Agriculture, chacun en ce qui le concerne, lorsque l'élevage, la culture ou la plantation n'est pas conforme aux indications de la déclaration ou n'a pas été entreprise d'une façon rationnelle. »

Section 3 : Modalités de calcul

Sous-section 1 : Détermination de la valeur locative globale brute

Article 289 nouveau :

1) « La CFU est assise sur la valeur locative réelle des biens imposables au 1er janvier de l'année d'imposition. La valeur locative réelle est le prix que le propriétaire retire de ses immeubles lorsqu'il les donne à bail dans les conditions normales.

2) À défaut d'informations sur les valeurs locatives réelles, la CFU est déterminée en évaluant le prix que le propriétaire pourrait retirer en cas de location de ses biens au cours d'une année.

Cette valeur locative est déterminée, soit au moyen de baux authentiques ou de déclaration de location verbale, soit par comparaison avec d'autres locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera notoirement connu, soit, à défaut de ces bases, par voie d'appréciation directe.

3) Pour un local inscrit à l'actif de l'entreprise, la valeur locative est égale à 10% de la valeur bilancielle. Si la valeur d'inscription au bilan est inférieure de plus de 20% à la valeur réelle de l'immeuble au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, la valeur réelle doit être retenue comme base d'imposition. »

Sous-section 2 : Détermination de la valeur locative globale nette imposable

Article 292 nouveau : « La base d'imposition est égale à la valeur locative globale brute sous déduction d'un abattement pour déperissement et frais d'entretien et de réparation égal à 5% pour les personnes physiques et morales.

L'abattement prévu ci-dessus ne s'applique pas aux terrains nus. »

Sous-section 3 : Liquidation et détermination de la CFU

Article 294 nouveau : « Le taux de la CFU est fixé à :

- 3% pour les propriétés bâties qui constituent la résidence principale du propriétaire ;
- 15% dans tous les autres cas.

La base imposable est arrondie au millier de francs inférieur. »

Article 294 bis nouveau : « Pour les propriétés rurales non bâties et par dérogation aux dispositions qui précèdent, la base d'imposition est constituée par la valeur vénale.

La valeur vénale est fixée forfaitairement par hectare, suivant la nature de la culture, conformément au tarif suivant :

- a) terrains cultivés en café, cacao, palmiers à huile, caoutchouc : 6000 FCFA ;
- b) autres cultures : 500 FCFA ;
- c) terrains de la 2^{ème} catégorie auxquels sont adjointes des usines de transformation du produit cultivé : 150 FCFA ;
- d) terrains non mis en valeur : 150 FCFA ;
- e) terrains utilisés pour l'élevage du gros bétail : 150 FCFA.

L'évaluation de la valeur vénale est faite chaque année par le Centre des Impôts du lieu de situation du terrain, au vu des éléments portés sur la déclaration visée à l'article 296 du présent Code. »

Section 5 : Obligations des contribuables

Sous-section 1 : Obligations déclaratives

Article 296 nouveau :

1) « Les propriétaires de biens imposables sont tenus de les déclarer au plus tard le 30 mars de chaque année et produire tous les moyens de justifications, notamment les actes de propriété, les baux authentiques et les contrats de location.

2) La déclaration visée à l'alinéa ci-dessus est accompagnée des moyens de paiement et établie en double exemplaire sur un imprimé fourni par l'Administration. Cet imprimé doit être accompagné de la fiche immobilière du contribuable.

3) Après le paiement, l'un des deux exemplaires de la déclaration, accompagné d'une quittance, est rendu au contribuable dûment daté et visé par l'Administration fiscale afin de servir d'accusé de réception. »

Article 298 nouveau :

1) « Les notaires, les agences immobilières et plus généralement toutes les personnes qui rédigent ou font établir des actes juridiques aux fins de location ou de transfert de propriété, sont tenus :

- a) d'identifier nommément dans ces documents le propriétaire et le bénéficiaire effectif de la transaction.
- b) de précompter et de reverser à la caisse du Receveur des Impôts territorialement compétent la CFU due au titre des propriétés imposables dont ils assurent la gestion. »

LIVRE 3 : IMPOTS ET TAXES DIVERS**Titre 4 : Taxes diverses****Chapitre 2 : Taxes municipales sur les carburants***Section 1 : Champ d'application*

Article 352 bis : Sont exonérés de la taxe municipale sur les carburants, les ventes de pétrole destinées aux activités de la pêche artisanale.

Le bénéfice de l'exonération visé à l'article précédent est subordonné à la satisfaction, par le pêcheur artisanal, des conditions cumulatives ci-après :

- être titulaire d'une autorisation administrative délivrée par le Ministère en charge de la Pêche ;
- être titulaire d'une autorisation de pêche artisanale en cours de validité ;
- être à jour de ses obligations techniques, administratives, fiscales, sociales et environnementales.

Chapitre 3 : Redevance d'Usure de la Route (RUR)*Section 1 : Champ d'application*

Article 363 nouveau : La RUR est un prélèvement inscrit dans la structure des prix des carburants vendus sur le territoire national.

Elle est collectée par les sociétés distributrices de produits pétroliers raffinés et par tout importateur agréé de carburant en République Gabonaise.

Article 364 nouveau : Sont exonérées de la RUR les ventes des carburants destinées aux activités de la pêche artisanale et opérées par les armements gabonais.

Le bénéfice de l'exonération visé à l'article précédent est subordonné à la satisfaction, par le pêcheur artisanal, des conditions cumulatives ci-après :

- être titulaire d'une autorisation administrative délivrée par le Ministère en charge de la Pêche ;
- être titulaire d'une autorisation de pêche artisanale en cours de validité ;
- être à jour de ses obligations techniques, administratives, fiscales, sociales et environnementales.

LIVRE 4 : DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE**Titre 1 : Droits d'enregistrement des actes et mutations****Chapitre 2 : Des valeurs sur lesquelles sont assis le droit proportionnel et le droit progressif***Section 9 : Transmission à titre onéreux et à titre gratuit*

Article 446 al 1 nouveau : « Pour les ventes, adjudications, cessions, licitations et tous les autres actes civils et judiciaires portant transmission de propriété ou d'usufruit d'immeubles à titre onéreux, la valeur servant d'assiette à l'impôt est :

- le prix exprimé par les parties dans le cadre des ventes, adjudications, cessions, licitations ;
- la valeur vénale ou encore par estimation d'expert dans le cadre des donations et successions. »

(Le reste sans changement)

Chapitre 8 : De la fixation des droits

Section 1 : Actes soumis aux droits fixes

Sous-section 1 : Actes soumis au droit fixe de 20.000 FCFA

Article 560 nouveau : « Sont enregistrés au droit fixe de 20.000 FCFA tous les actes qui ne se trouvent ni tarifés, ni exemptés par une disposition du présent Code ou pour lesquels le montant du droit proportionnel serait inférieur à la somme de 20.000 FCFA, comme prescrit à l'article 426, premier alinéa du présent Code.

En matière de sûretés, tels que le nantissement de fonds de commerce, l'hypothèque, la garantie à première demande, le cautionnement, le gage du matériel professionnel ou le nantissement de créances, le droit d'inscription de la créance due au créancier gagiste, nanti, hypothécaire, garanti ou cautionné est enregistré au droit fixe de 20.000 FCFA pour chaque garantie.

Le droit d'inscription dû pour les inscriptions prises en renouvellement est perçu par le Service de l'enregistrement, sur la présentation des bordereaux avant leur dépôt au greffe du Tribunal du Commerce. »

Section 2 : Actes soumis aux droits proportionnels

Sous-section 1 : Actes soumis au droit proportionnel de 1 %

Droits d'inscription de nantissement

L'article 568 est supprimé.

Article 578 al 2 et 3 nouveau :

1) « Les marchés publics sont assujettis au droit proportionnel de 1%.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, les contrats de partenariat public-privé sont soumis à un droit fixe de cinq millions (5.000.000) FCFA.

Les droits prévus au présent article doivent être acquittés préalablement à toute exécution du marché dans un délai de 3 mois à compter de la date de signature du contrat. »

TITRE II : CONTRIBUTION DU TIMBRE

Chapitre 1 : Droits de timbre proprement dits

Section 1 : Dispositions générales

Sous-section 1 : Généralités

Article 699 nouveau : « La contribution du timbre est acquittée soit par l'apposition de timbres mobiles, soit au moyen du visa pour timbre, ou par l'utilisation de timbres électroniques. »

Section 2 : Timbres de dimension

Sous-section 1 : Champ d'application

Règles spéciales aux copies d'exploits

Article 720 nouveau : « Les copies d'exploits, celles des significations de tous jugements, actes ou pièces doivent être correctes, lisibles et sans abréviations ».

Sous-section 2 : Mode de perception et tarifs

Article 722 nouveau : « Le tarif du timbre de dimension est fixé à 500 FCFA par page. »

TITRE II : CONTRIBUTION DU TIMBRE**Chapitre 1 : Droits de timbre proprement dits***Section 2 : Timbres de dimension**Sous-section 2 : Mode de perception et tarif*

Les articles 726 et 727 sont supprimés.

LIVRE 5 : PROCEDURES FISCALES**TITRE I : ASSIETTE DE L'IMPOT****Chapitre unique : Obligations des contribuables***Section 1 : Obligations déclaratives**Sous-section 1 : Principe général*

Article P-818 al 3 nouveau : « La recevabilité de cette déclaration rectificative par l'Administration est limitée dans un délai de trois mois, assorti des pénalités d'assiette et de recouvrement, suivant la date de dépôt de la déclaration initiale.

Celle-ci est considérée comme couvrant l'inexactitude des indications initialement fournies, si elle est déposée ou remise avant l'expiration des délais impartis pour la production de la déclaration, à condition qu'elle n'ait pas pour conséquence de minorer l'impôt préalablement déclaré.

Article P-818 al 4 nouveau : Passé le délai de trois mois, seules les déclarations rectificatives en matière d'Impôt sur les Sociétés et d'IRPP sont recevables jusqu'au 31 décembre de l'année de dépôt de la déclaration initiale, à condition qu'elles aient pour effet de majorer le montant de l'impôt initialement dû, assorti des pénalités de recouvrement et qu'aucune procédure de contrôle n'ait été engagée au titre de l'exercice déclaré. »

A défaut, seules les informations contenues dans la déclaration initiale demeurent opposables à l'Administration ».

(Le reste sans changement)

TITRE II : CONTROLE DE L'IMPOT**Chapitre 1 : Droit de contrôle***Section 4 : Limites du droit de contrôle**Sous-section 1 : Droit de reprise de l'Administration***Article P-865 bis nouveau** :

- 1) « L'Administration Fiscale peut délivrer un rescrit fiscal exposant la position de l'Administration concernant l'interprétation d'un texte fiscal ou l'application de la législation fiscale à une situation proposée par un contribuable.
- 2) La demande doit être formulée, selon le cas :
 - a) avant la date d'expiration du délai dont dispose le contribuable pour faire sa déclaration ;
 - b) en l'absence d'obligation déclarative, avant la date de paiement de l'impôt concerné.
- 3) La demande de rescrit doit être adressée par écrit au directeur général des impôts et contenir les informations suivantes :
 - a) le nom et l'adresse du demandeur ;
 - b) une présentation précise, complète et sincère de la situation présentée à l'Administration fiscale ;
 - c) la question précise à laquelle le contribuable souhaite obtenir une position de l'Administration fiscale ;
 - d) le texte fiscal sur la base duquel le demandeur saisit l'Administration fiscale pour qu'elle prenne position et, dans la mesure du possible, l'analyse que le demandeur en fait.

4) la demande doit être accompagnée d'un droit fixe de 50.000 FCFA acquitté à la Recette du Centre des Impôts territorialement compétent contre remise d'une quittance délivrée au requérant, à l'exception des organisations internationales, des missions et postes consulaires, des établissements publics à caractère administratif, des administrations publiques et les collectivités locales. Ces frais sont systématiquement rétrocédés par le receveur au service comptabilité de l'administration fiscale.

5) En cas de demande incomplète, l'Administration fiscale peut inviter le demandeur à lui fournir des informations complémentaires.

6) L'Administration fiscale répond dans un délai de trois (3) mois suivant réception de la demande ou, en cas de demande incomplète, suivant réception des compléments d'informations demandées.

7) Le rescrit fiscal obtenu sur la situation du contribuable est opposable à l'Administration fiscale lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

- a) le contribuable suit la position ou les indications communiquées par l'Administration fiscale ;
- b) le contribuable est de bonne foi ;
- c) la situation du contribuable est identique à celle sur laquelle l'Administration fiscale a pris position.

8) La garantie prévue à l'alinéa précédent cesse si :

- a) la situation du contribuable n'est plus identique à celle qu'il a présentée dans sa demande ;
- b) la législation applicable à la situation du contribuable a évolué ;
- c) l'Administration fiscale modifie son appréciation sur la situation qui lui a été présentée par le contribuable.

L'appréciation antérieure n'est plus valable à partir du jour où le contribuable a été informé de ce changement.

9) Le rescrit peut prendre la forme d'un accord avec le contribuable sur la détermination du prix de pleine concurrence concernant une ou plusieurs transactions conformément aux dispositions des articles P-831 et P-866 du présent code.

L'accord validé par l'Administration fiscale lui est opposable au titre de l'exercice au cours duquel l'accord a été donné.

L'Administration fiscale se réserve le droit de dénoncer cet accord lorsqu'il a été conclu sur la base d'informations erronées ou incomplètes.

10) Le défaut de réponse à la demande d'éclaircissements adressée par un opérateur préalablement à son investissement, dans le délai susvisé vaut acceptation des interprétations du contribuable. »

TITRE II : CONTROLE DE L'IMPOT

Chapitre 1 : Droit de contrôle

Section 4 : Limites du droit de contrôle

Sous-section 1 : Droit de reprise de l'Administration

Article P-871 nouveau : « Les délais visés dans le présent code sont des délais francs qui courent à compter du lendemain du jour de la réception de la pièce de procédure concernée, la date portée sur le bordereau de décharge ou la date de dépôt de la lettre recommandée faisant foi. »

Chapitre 2 : Droit de communication

Section 5 - Obligations et délais de conservation des documents

Article P-890 : « Les livres, registres, documents ou pièces sur lesquels peuvent s'exercer le droit de communication, d'enquête et de contrôle de l'Administration doivent être conservés pendant un délai de 10 ans, à compter de la date de la dernière opération mentionnée sur les livres ou registres ou de la date à laquelle les documents ou pièces ont été établis. Sans préjudice des dispositions du premier alinéa ci-dessus, lorsque ces livres, registres, documents ou pièces sont établis ou reçus sur support informatique, ils doivent être conservés sous cette forme pendant une durée au moins égale aux délais de reprise prévus aux articles P-862 et suivants ci-dessus.

Les pièces justificatives d'origine relatives à des opérations ouvrant droites à une déduction en matière de Taxes sur le Chiffre d' Affaires sont conservées pendant le délai prévu au premier alinéa ci-dessus.

Lorsqu'ils ne sont pas déjà visés à l'alinéa 1, les informations, données ou traitements soumis à la vérification de comptabilité prévue aux articles P-834 et suivants du présent Code doivent être conservés sur support informatique jusqu'à l'expiration du délai de 10 ans. La documentation relative aux analyses, à la programmation et à l'exécution des traitements doit être conservée jusqu'à l'expiration de la sixième année suivant celle à laquelle elle se rapporte.

Les obligations et délais de conservation documentaires prévus à l'alinéa 1^{er} ci-dessus s'appliquent également aux entreprises qui cessent toute activité. »

TITRE IV : SANCTIONS

Chapitre 1 : Sanctions fiscales

Section 3 : Pénalités particulières

Sous-section 3 : Refus de se soumettre au droit de communication et au droit de renseignement

Article P-1003 : « Sans préjudice de l'application d'autres sanctions, une amende forfaitaire de 5.000.000 FCFA est appliquée à toute personne tentant ou ayant tenté de se soustraire ou de s'opposer au droit de communication ou au droit de renseignement.

Une astreinte de 500.000 FCFA par jour de retard, au-delà des délais indiqués sur la demande, est applicable à toute tentative de différer l'exécution du droit de communication ou au droit de renseignement.

L'amende forfaitaire prévue à l'alinéa 1 ci-dessus s'applique aux dirigeants et/ou fondateurs d'entreprises ayant cessé leurs activités qui ne satisfont pas à l'obligation décennale de conservation documentaire visée à l'article P-890 du présent Code. »

TITRE V : CONTENTIEUX DE L'IMPOT

Chapitre 1 : Contentieux de l'imposition

Section 1 : Procédure préalable auprès de l'Administration

Sous-section 1 : Introduction de la réclamation

Article P-1034 al 4 nouveau : « De même, le traitement de toute réclamation contentieuse ou de toute demande de remise gracieuse de pénalités régulièrement introduite donne lieu au paiement, au moment du dépôt de la réclamation ou de la demande par le requérant, d'un droit égal à 5 pour mille (5‰) des sommes contestées ou sollicitées en remise, sans être inférieur à 10.000 FCFA.

Les frais de traitement visés à l'alinéa ci-dessus sont versés à la Recette du Centre des Impôts territorialement compétent contre remise d'une quittance délivrée au requérant. Ces frais sont systématiquement rétrocédés par le receveur au service comptabilité de l'administration fiscale. »

Textes Fiscaux Non Codifiés

L'article 8 est supprimé.

Article 9 nouveau : « Les distributeurs de services de médias audiovisuels de droit privé sont soumis au paiement mensuel d'une contribution fixe de 500 FCFA par abonné, au titre de la Redevance Audiovisuelle et Cinématographique. »

(Le reste sans changement)

Les articles 16 à 24 de la loi n°019/2020 du 17 juillet 2020 portant modification de certaines dispositions de la loi n°014/2019 du 22 janvier 2020 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020 sont supprimés.

Section 1 : De la redevance pour la « Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée »

Article 5 : Il est créé une redevance pour la « Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée » en abrégé RPDPVP.

Elle est due par toutes personnes physiques dont les données personnelles sont collectées, traitées, transmises ou stockées par une personne morale de droit privé ou de droit public installée au Gabon, dont le contrôle et la protection sont garantis par l'Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée.

Article 6 : Le fait générateur et l'exigibilité de la redevance pour la protection des données personnelles et de la Vie Privée (RPDPVP) sont constitués de la réalisation de la collecte, du traitement, de la transmission ou du stockage des données personnelles.

Article 7 : Les responsables de traitements concernés par la RPDPVP sont notamment :

- les banques ;
- les microfinances ;
- les téléphones mobiles et fixes.

Article 8 : La contribution due au titre de la RPDPVP est fixée à mille (1000) FCFA par an et par personne concernée et/ou un taux inférieur ou égal à 500 FCFA par activité de personne.

Elle est payable au plus tard le 10 février l'année suivante.

Le paiement est accompagné d'une fiche de déclaration établie en double exemplaire sur imprimé fourni par l'Administration fiscale, indiquant le nombre de personne concernée selon le secteur.

Article 9 : Les produits de la redevance protection des données personnelles et de la vie privée sont affectés au financement de la protection des données personnelles et de la vie.

CHAPITRE 2 : DE L'ÉVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 10 : Les recettes budgétaires sont évaluées et arrêtées à la somme de **deux mille neuf cent quatre-vingt-seize milliards cinq cent huit millions neuf cent cinquante-deux mille sept cent soixante-douze (2.996.508.952.772) FCFA** dont **trente milliards trois cent quarante-sept millions cinq cent soixante-quatorze mille sept cent soixante-quatre (30.347.574.764) FCFA** au titre des dons, legs et fonds de concours.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit (en FCFA) :

Tableau synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires

<i>Titres et catégories</i>	LFI 2024	LF 2025	Ecart LF 2025/LFI 2024	
			Valeur	%
RECETTES BUDGETAIRES				
Titre 1 : Recettes fiscales	1 797 573 885 105	1 854 349 442 778	56 775 557 673	3%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	45 413 740 025	30 347 574 764	-15 066 165 261	-33%
Titre 3 : Cotisations sociales	38 296 427 044	38 337 286 960	40 859 915	0%
Titre 4 : Autres recettes	953 642 318 299	1 073 474 648 271	119 832 329 972	13%
TOTAL RECETTES	2 834 926 370 473	2 996 508 952 772	161 582 582 299	6%

Le détail de ces recettes, sans affectation préalable, se présente en FCFA, comme suit :

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires

Compte PCE	Nature de la recette	LFI 2024	LF 2025	Écart LF 2025/LFI 2024	
				Valeur	%
71	TITRE 1 : RECETTES FISCALES	1 797 573 885 105	1 854 349 442 778	56 775 557 673	3%
711	Impôts sur les sociétés	673 554 732 101	642 205 974 664	-31 348 757 437	-5%
711 101	Sociétés pétrolières	377 869 421 785	308 100 000 000	-69 769 421 785	-18%
711 201	Sociétés minières	76 249 664 166	81 591 540 345	5 341 876 180	7%
711 303	Retenues à la source	42 311 378 378	54 977 207 518	12 665 829 140	30%
711 801	Autres sociétés	177 124 267 772	197 537 226 801	20 412 959 029	12%
712	Impôts sur les personnes	152 364 008 100	169 907 216 865	17 543 208 765	12%
712 101	Impôts sur le revenu des personnes physiques	28 625 866 549	31 854 972 505	3 229 105 956	11%
712 802	Acomptes versés par les salariés	94 502 498 541	102 232 254 255	7 729 755 713	8%
712 801	Taxe complémentaire sur les salaires	29 141 442 074	35 714 669 207	6 573 227 133	23%
7 121	Impôts forfaitaires sur le revenu	94 200 935	105 320 898	11 119 963	12%
711 801	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	17 293 620 931	30 809 505 443	13 515 884 512	78%
714 304	Taxe de formation professionnelle	2 682 775 484	2 763 711 630	80 936 146	3%
7 131	Droits et taxes sur la propriété	14 661 984 828	23 397 629 403	8 735 644 575	60%
7 131	Droits de mutations	11 145 416 373	19 516 650 724	8 371 234 350	75%
713 103	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	3 516 568 454	3 880 978 679	364 410 225	10%
	Taxes sur les biens et services	473 486 494 899	476 483 782 862	2 997 287 963	1%
714 308	Redevance d'Usure de la Route	52 987 670 302	37 390 195 544	-15 597 474 758	-29%
714 305	Taxe sur les carburants	2 363 233 928	2 572 506 524	209 272 596	9%
714 101	Taxe sur la valeur ajoutée	289 524 799 309	309 595 473 865	20 070 674 556	7%
714 311	Droits d'accises	27 066 581 078	27 338 220 487	271 639 409	1%
714 310	Taxe sur les jeux de hasard	924 559 388	1 107 827 355	183 267 967	20%
714 309	Taxe sur les Transferts	3 260 814 362	2 552 852 364	-707 961 998	-22%
714	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	9 031 037 347	9 966 700 646	935 663 298	10%
715 305	Contribution Spéciale de solidarité	24 751 551 828	26 684 890 152	1 933 338 323	8%
	Redevance audiovisuelle	1 722 671 149	1 827 282 979	104 611 829	6%
714 318	Taxe sur les véhicules de luxe	0	86 900 236	86 900 236	-
7 143	Taxe sur les véhicules neufs	56 939 870	0	-56 939 870	-100%
714 320	Taxe sur les retraits	7 592 576 020	0	-7 592 576 020	-100%
7 143	Taxe des lotisseurs	1 300 000	0	-1 300 000	-100%
721 107	Taxe de fermage-forêts	236 021 919	236 021 919	0	0%
721 108	Taxe de transferts forestiers-forêts	803 203 340	803 203 340	0	0%
7 143	Redevance Universelle	2 453 004 000	2 453 004 000	0	0%
714 314	Contribution Spéciale de l'Eau	1 058 415 750	1 058 415 750	0	0%
714 315	Contribution Spéciale de l'Électricité	6 955 303 500	6 955 303 500	0	0%
722 016	Ristournes Licence de transports	207 264 600	207 264 600	0	0%
722 014	Ristournes Cartes grises	155 448 450	155 448 450	0	0%
722 013	Ristournes Permis de conduire	103 632 300	103 632 300	0	0%
723 105	Amendes transactionnelles Forêts	805 600 000	805 600 000	0	0%
722 018	Ristournes DG Marine Marchande	2 533 011 129	2 533 011 129	0	0%
723 107	Ristournes DGCC	1 081 038 632	1 081 038 632	0	0%
723	Ristournes CNLCEI	732 552 800	732 552 800	0	0%
722 023	Frais de passation et des Marchés publics	3 460 248 000	3 460 248 000	0	0%
722 024	Frais d'attestation de non exclusion Marché pub	6 815 640	6 815 640	0	0%
722 015	Taxes sur Fret ferroviaire	4 123 365 306	4 123 365 306	0	0%
716 108	frais de procédures judiciaires	2 304 706 275	2 304 706 275	0	0%
714 306	Redevance passager	16 427 124 745	19 556 575 861	3 129 451 117	19%
7 143	Redevance de gestion du spectre des fréquences radioélectriques	8 528 438 415	8 528 438 415	0	0%
7 143	Taxe Solidarité Billet	18 047 222	46 768 500	28 721 278	159%
714	Redevance de Navigation Intérieure (RNI)	1 716 159 800	1 716 159 800	0	0%
721 114	Agrément professionnel d'exploitation forestière (DG Forêt)	2 025 000	2 025 000	0	0%
721 115	Agrément professionnel de fermage (DG Forêt)	8 550 000	8 550 000	0	0%
721 116	Agréments professionnels en matière d'industrie du bois (DG Industrie)	112 745 002	112 745 002	0	0%
721 102	Taxe de sciage	20 888 492	20 888 492	0	0%

Compte PCE	Nature de la recette	LFI 2024	LF 2025	Écart LF 2025/LFI 2024	
				Valeur	%
721 116	Amendes (DG Industries)	301 150 000	301 150 000	0	0%
721 117	Agrément pour l'exercice d'une activité ayant une incidence sur l'environnement (DG Environnement)	15 000 000	15 000 000	0	0%
721 117	Amendes (DG environnement)	30 000 000	30 000 000	0	0%
721 118	Frais de licence ozone (DG environnement)	3 000 000	3 000 000	0	0%
	Droits et taxes de douanes	438 000 000 000	488 495 654 067	50 495 654 067	12%
	Droits et taxes à l'importation	348 055 708 265	434 498 821 395	86 443 113 130	25%
715 301	Taxe communautaire d'Intégration	8 032 888 735	9 912 540 327	1 879 651 592	23%
715 302	Contribution Communautaire d'Intégration	1 991 028 002	2 456 917 556	465 889 554	23%
715 303	Prélèvement OHADA	2 959 730 736	3 652 291 379	692 560 643	23%
715 304	Contribution au financement de l'U.A.	725 069 916	894 732 272	169 662 355	23%
715 103	Redevance informatique	16 077 434 543	19 839 465 417	3 762 030 874	23%
715 834	Contentieux (Amendes)	669 115 968	825 685 408	156 569 440	23%
715 835	Travail Extra Légal	96 753 703	119 393 535	22 639 832	23%
715 109	Droit de douane import	156 106 853 556	199 534 994 979	43 428 141 423	28%
714 101	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	135 449 355 185	167 143 756 098	31 694 400 913	23%
715 108	Droit d'accises	12 934 687 767	14 061 333 256	1 126 645 488	9%
715 101	Surtaxe temporaire	90 925 166	112 201 153	21 275 987	23%
715 107	Précompte IRPP	160 867 602	198 509 732	37 642 130	23%
779 101	Intérêt de crédit	1 073 616 387	1 324 836 691	251 220 304	23%
715 305	Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	11 550 993 249	14 253 861 863	2 702 868 614	23%
715 836	Magasinage	54 788 241	67 608 387	12 820 146	23%
715 831	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	58 285 363	71 923 816	13 638 453	23%
715 832	Ventes aux enchères	23 314 145	28 769 526	5 455 381	23%
	Droits et taxes à l'exportation	89 944 291 735	53 996 832 672	-35 947 459 063	-40%
715 201	Droit de sortie Mines	59 032 035 964	35 374 987 605	-23 657 048 359	-40%
715 205	Taxe d'abatage et droit de sortie/ Bois débités et ouvrages	30 586 314 741	18 404 735 755	-12 181 578 986	-40%
715 819	Timbre Douanier	7 992 501	10 219 116	2 226 615	28%
715 113	Taxe sur les produits minéraux	317 948 528	206 890 195	-111 058 333	-35%
	Autres recettes fiscales	25 530 268 763	20 285 967 843	-5 244 300 919	-21%
7 231	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	14 327 852 084	8 177 262 922	-6 150 589 162	-43%
7 231	Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	3 000 000	3 000 000	0	0%
721 112	Taxe de superficie-forêts	10 067 719 207	10 308 163 254	240 444 046	2%
	Autres taxes	1 131 697 472	1 797 541 668	665 844 196	59%
	TITRE 2 : DONNS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	45 413 740 025	30 347 574 764	-15 066 165 261	-33%
74	DONNS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	45 413 740 025	30 347 574 764	-15 066 165 261	-33%
	Fonds de concours y compris PID/PIH	36 183 120 200	29 526 022 064	-6 657 098 136	-18%
741	Dons des institutions internationales	9 230 619 825	821 552 700	-8 409 067 125	-91%
	TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	38 296 427 044	38 337 286 960	40 859 915	0%
7 251	Cotisations retraites (y compris agents publics en détachement)	27 516 456 894	27 557 316 810	40 859 915	0%
7 251	Cotisations CNAMGS	10 779 970 150	10 779 970 150	0	0%
	TITRE 4 : AUTRES RECETTES	953 642 318 299	1 073 474 648 271	119 832 329 972	13%
773	Revenus des participations	172 849 900 270	160 763 775 420	-12 086 124 851	-7%
773 101	Participations dans les sociétés pétrolières	93 002 500 000	85 000 000 000	-8 002 500 000	-9%
773 102	Participations dans les sociétés minières	31 417 274 528	31 417 274 528	0	0%
773 103	Participations dans les autres sociétés	48 430 125 742	44 346 500 891	-4 083 624 851	-8%
7 214	Revenus du domaine foncier	394 204 902	91 144 404	-303 060 498	-77%
7 212	Revenus du domaine pétrolier	633 879 490 823	780 006 310 447	146 126 819 624	23%
7 212	Ventes Etat Gaz	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0%
721 202	Redevance pétrolière	330 701 070 524	390 816 526 854	60 115 456 330	18%
721 206	Redevance gazière	1 247 958 980	1 189 783 593	-58 175 387	-5%
721 203	Contrat de partage	273 930 461 319	360 000 000 000	86 069 538 681	31%
	<i>dont transferts à SOGARA</i>	0	0	0	-
721 303	Redevance superficiaire	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0%
	Boni sur attribution de permis	15 000 000 000	15 000 000 000	0	0%
7 213	Revenus du domaine minier	16 816 268 518	29 293 390 844	12 477 122 326	74%

Compte PCE	Nature de la recette	LFI 2024	LF 2025	Écart LF 2025/LFI 2024	
				Valeur	%
7 213	Redevance minière proportionnelle	27 197 977 509	15 197 977 509	-12 000 000 000	-44%
	Revenus du domaine forestier	1 120 653 530	44 099 939	-1 076 553 591	-96%
	Recettes diverses non fiscales	101 383 822 747	88 077 949 708	-13 305 873 038	-13%
	Recettes de régies (Recettes affectées)	53 959 450 580	47 335 078 495	-6 624 372 085	-12%
714 301	. Patentes	2 892 900 228	2 953 334 732	60 434 504	2%
714 302	. Licences	116 678 396	127 167 031	10 488 634	9%
7 214	. Contribution Foncière Unique	30 082 970 989	24 884 113 568	-5 198 857 421	-17%
713 103	. Impôt Synthétique Libératoire	2 984 460 605	3 171 530 495	187 069 890	6%
714 316	. Fonds National de l'habitat	8 893 004 660	10 457 119 751	1 564 115 091	18%
714 313	. Contribution pour les ordures ménagères	8 989 435 702	5 741 812 919	-3 247 622 783	-36%
722	Redevance Examen et concours	1 047 532 000	1 047 532 000	0	0%
722 006	Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	1 091 349 000	1 091 349 000	0	0%
722 008	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	314 477 068	314 477 068	0	0%
722 009	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	67 911 500	67 911 500	0	0%
722 007	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	475 160 515	475 160 515	0	0%
7 131	Revenus du patrimoine immobilier	1 038 000 000	1 038 000 000	0	0%
7 131	ROPPRON	103 846 504	103 846 504	0	0%
722 021	Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	313 951 200	313 951 200	0	0%
722 022	Redevance pour Agrément Technique des Rebutis y compris pénalités	376 741 440	376 741 440	0	0%
722 022	Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	104 650 400	104 650 400	0	0%
721 113	Ventes de bois illégal ou abandonné	3 222 400 000	3 222 400 000	0	0%
7 143	Redevance tests Covid VIP	36 799 200	0	-36 799 200	-100%
722 015	Recettes ferroviaires	2 352 000 000	2 352 000 000	0	0%
722	Recettes issues prélèvement des ressources halieutiques CE	2 731 800 000	2 731 800 000	0	0%
722	Agrément PME	36 000 000	36 000 000	0	0%
722	Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations à l'IUSO	500 000 000	500 000 000	0	0%
721 119	Autorisation administratives (DG Environnement)	35 000 000	35 000 000	0	0%
721 120	Autorisation spéciale ozone (DG environnement)	5 000 000	5 000 000	0	0%
721 121	Permis CITES (DG faune et aires protégées)	1 600 000	1 600 000	0	0%
721 122	Permis ordinaire de chasse (DG faune et aires protégées)	3 150 000	3 150 000	0	0%
721 122	Permis de port d'armes (DG faune et aires protégées)	1 575 000	1 575 000	0	0%
721 104	Prestations pour les entreprises forestières (AEAFFB)	12 000 000	12 000 000	0	0%
721 104	Appui technique aux entreprises (AEAFFB)	138 000 000	138 000 000	0	0%
721 104	Frais de formations (ENEF)	150 000 000	150 000 000	0	0%
721 104	Amendes (ANPN)	82 500 000	82 500 000	0	0%
721 104	Entrées touristiques (ANPN)	133 455 438	133 455 438	0	0%
721 104	Redevance Airtel (ANPN)	62 000 000	62 000 000	0	0%
721 104	Beurre de Moabi (ANPN)	5 000 000	5 000 000	0	0%
721 104	Frais de gestion des projets (ANPN)	119 000 000	119 000 000	0	0%
721 104	Concession exploitation EPC (ANPN)	18 000 000	18 000 000	0	0%
7 211	Livres ANPN	1 000 000	1 000 000	0	0%
722	Recettes diverses ARCEP (licences, pénalités, etc.)	5 018 182 724	5 018 182 724	0	0%
7 231	Mise en débit Cour des Comptes	6 250 000 000	0	-6 250 000 000	-100%
721	Enchères de biens saisis	20 000 000 000	0	-20 000 000 000	-100%
	Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée	0	4 874 915 000	4 874 915 000	-
	Amendes sur Infractions routières	0	167 952 773	167 952 773	-
	Engagement décennal	0	178 290 000	178 290 000	-
724	Autres recettes	1 576 290 178	15 960 430 652	14 384 140 474	912%
721	Ventes de biens et services	0	0	0	-
	TOTAL RECETTES PROPRES	2 834 926 370 473	2 996 508 952 772	161 582 582 299	6%

CHAPITRE 3 : DE L’AFFECTATION DES RECETTES

Article 11 : Les dépenses des recettes affectées sont adossées au rendement de recettes recouvrées.

Les recettes et les contributions ci-après sont entièrement recouvrées au profit des bénéficiaires visés ci-dessous ainsi qu’il suit :

Le reversement, au profit des bénéficiaires, des montants recouverts est exécuté proportionnellement au rendement des recettes susvisées. Ce reversement a un caractère évaluatif.

A- Des dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux

Article 13 : Les recettes collectées au profit des comptes spéciaux sont imputées aux sous-comptes du Compte Unique du Trésor ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 14 : Les comptes spéciaux intitulés Pensions, Prestations familiales et sociales, Promotion du sport, Promotion audiovisuelle et cinématographique, Formation pour l'emploi, Salubrité publique, Financement de l'habitat, Développement durable de la pêche et l'aquaculture, Gestion du service public de l'eau et de l'électricité, Entretien du patrimoine routier de l'Etat, Service universel des communications électroniques et numériques et Valorisation du patrimoine de l'Etat sont reconduits.

Article 15 : Pour tous les comptes spéciaux, à l'exception de ceux relatifs aux Pensions et aux Prestations familiales et sociales, les frais de gestion ne peuvent excéder 10% des ressources générées par ces comptes.

Les frais de gestion du compte d'affectation spéciale Pensions sont fixés à 6,5% de la part patronale des dépenses de pension.

Les frais de gestion ne s'appliquent pas au compte d'affectation spéciale Prestations familiales et sociales.

Article 16 : L'exécution des dépenses au titre des comptes spéciaux et des attributions des produits obéit à la procédure d'engagement-liquidation-ordonnancement-paiement applicable au budget général de l'Etat.

B- Des dispositions relatives aux comptes de garanties

Article 17 : Au sens de la présente loi et conformément aux dispositions de l'article 62 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 sus cité, l'engagement par lequel l'Etat accorde sa caution à une collectivité ou à une personne morale publique dont il veut faciliter les opérations d'emprunt, en garantissant aux prêteurs le service des intérêts et le remboursement du capital en cas de défaillance de leur débiteur.

La loi de finances fixe, pour chaque bénéficiaire de garantie, le plafond des engagements de l'Etat.

En cas de risque de mise en jeu de la garantie, des crédits budgétaires sont ouverts dans la "Dotation pour risques de mise en jeu des garanties et avals donnés par l'Etat" à concurrence du risque encouru.

C- Des dispositions relatives aux attributions de produits et fonds de concours

Article 18 : Au titre de l'exercice 2025, les prélèvements opérés au profit des attributions de produits visées aux articles 11 et 12 ci-dessus, sont évalués à la somme de **vingt-quatre milliards neuf cent-neuf millions deux cent cinquante-quatre mille sept cent soixante-neuf (24 909 254 769) FCFA** et se répartissent comme suit :

Titres et catégories	LFI 2024	LF 2025	Ecart LF 2025/LFI 2024	
			Valeur	%
Attributions de Produits et autres recettes affectées	26 823 607 854	24 909 254 769	-1 914 353 085	-7%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	226 665 811	228 940 622	2 274 811	1%
Licence de transports (DGTT)	82 905 840	82 905 840	-	0%
Cartes grises (DGTT)	62 179 380	62 179 380	-	0%
Permis de conduire (DGTT)	41 452 920	41 452 920	-	0%
DG Marine Marchande	1 013 204 452	1 013 204 452	-	0%
Fonds de soutien minier	2 100 000	2 100 000	-	0%
Redevance Examen et concours	1 047 532 000	1 047 532 000	-	0%
Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	219 765 840	219 765 840	-	0%
Redevance pour Agrément Technique des Rebutis y compris pénalités	263 719 008	263 719 008	-	0%
Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	73 255 280	73 255 280	-	0%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	314 477 068	314 477 068	-	0%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	67 911 500	67 911 500	-	0%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	475 160 515	475 160 515	-	0%
Ristournes DGCC	432 415 453	432 415 453	-	0%
Produits des procédures judiciaires	921 882 510	921 882 510	-	0%
Fonds Souverain de la République Gabonaise	4 983 018 861	4 562 851 056	-420 167 806	-8%
Riposte Covid-19	36 799 200	-	-36 799 200	-100%
Agrément PME	36 000 000	36 000 000	-	0%
Mise en débit Cour des Comptes	1 562 500 000	-	-1 562 500 000	-100%

Titres et catégories	LFI 2024	LF 2025	Ecart LF 2025/LFI 2024	
			Valeur	%
ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	4 014 546 179	-	0%
ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	6 822 750 732	-	0%
ADP engagement décennal (Min intérieur)	-	35 658 000	35 658 000	
ADP Prévention et sécurité routière	-	67 181 109	67 181 109	
Contrepartie Zone instables ferroviaires	4 123 365 306	4 123 365 306	-	0%

Article 19 : Les fonds de concours pour l'année 2025 relatifs à la Provision pour Investissement Diversifié (PID)/Provision pour Investissement des Hydrocarbures (PIH) et à l'appui de l'Union Européenne sont respectivement évalués à la somme de **vingt-huit milliards huit cent soixante-neuf millions cent vingt-deux mille soixante-quatre (28.869.122.064) FCFA** et à celle de **six cent cinquante-six millions neuf cent mille (656.900.000) FCFA** pour un montant total de **vingt-neuf milliards cinq cent vingt-six millions vingt-deux mille soixante-quatre (29.526.022.064) FCFA**.

CHAPITRE 4 : DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES

A- Des dispositions relatives aux collectivités locales

Article 20 : L'ensemble des ressources des collectivités locales est affecté au financement de l'ensemble de leurs charges.

Article 21 : Pour l'année budgétaire 2025, les prélèvements opérés au profit des collectivités locales sont évalués à la somme de **vingt-neuf milliards cinquante-huit millions quarante-huit mille trois cent quatre-vingt-treize (29.058.048.393) FCFA** et se répartissent comme suit :

Nature PCE	Nature de la recette	LFI 2024	LF 2025	Ecart LF 2025/LFI 2024	
				Valeurs	%
712	Impôts sur le revenu des personnes physiques y compris précompte IRPP forestier	2 032 436 525	2 261 703 048	229 266 523	11%
712	Péréquation Collectivités	369 385 095	402 261 680	32 876 585	9%
712 802	Acomptes versés par les salariés	6 709 677 396	7 258 490 052	548 812 656	8%
714 305	Taxe sur les carburants	2 363 233 928	2 572 506 524	209 272 596	9%
714 301	Patentes	2 025 030 160	2 067 334 312	42 304 153	2%
714 302	Licences	81 674 878	89 016 921	7 342 044	9%
7 214	Contribution Foncière Unique	12 658 079 692	10 470 544 705	-2 187 534 987	-17%
713 103	ISL	2 089 122 423	2 220 071 347	130 948 923	6%
7 131	ROPPRON	51 923 252	51 923 252	0	0%
7 131	Prélèvement libératoire/succession	111 454 164	195 166 507	83 712 344	75%
7 213	Taxe sur les carrières	840 813 426	1 464 669 542	623 856 116	74%
724	Vente de terrains communaux	3 904 394	4 360 501	456 107	12%
TOTAL RECETTES		29 336 735 333	29 058 048 393	-278 686 940	-1%

B- Des dispositions relatives aux organismes internationaux

Article 22 : Les recettes ci-après, prélevées au cordon douanier, sont rétrocédées directement au profit des organismes communautaires auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir leurs charges.

En dehors de celles relatives à la Taxe Communautaire d'Intégration (TCI) qui sont régies par les textes communautaires en la matière, les autres recettes sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du Trésor.

Il s'agit :

- de la contribution communautaire d'intégration, en abrégé CCI, pour le compte de la CEEAC ;
- du prélèvement au profit de l'OHADA ;
- de la contribution à l'Union Africaine.

Article 23 : Le montant des prélèvements au profit des organismes internationaux est évalué à la somme de seize milliards neuf cent seize millions quatre cent quatre-vingt-et-un mille cinq cent trente-trois (16.916.481.533) FCFA au titre de l'année 2025. Il se répartit comme suit :

Nature PCE	Titres et catégories	LFI 2024	LF 2025	Ecart LF 2025/LFI 2024	
				Valeurs	%
	Contributions Communautaires	13 708 717 389	16 916 481 533	3 207 764 144	23%
715301	Taxe communautaire d'Intégration	8 032 888 735	9 912 540 327	1 879 651 592	23%
715302	Contribution Communautaire d'Intégration	1 991 028 002	2 456 917 556	465 889 554	23%
715303	Prélèvement OHADA	2 959 730 736	3 652 291 379	692 560 643	23%
715304	Contribution à l'Union Africaine	725 069 916	894 732 272	169 662 355	23%

C- Des dispositions relatives aux établissements publics

Article 24 : Les recettes concédées par l'Etat aux établissements publics estimées à la somme de soixante-onze milliards trois cent soixante-quinze millions six cent seize mille cinq cent quatre-vingt-sept (71.375.616.587) FCFA, conformément aux dispositions en vigueur, sont détaillées ainsi qu'il suit :

Nature PCE	Nature de la recette	LFI 2024	LF 2025	Ecart LF 2025/LFI 2024	
				Valeurs	%
714 310	Taxe sur les jeux de hasard (ANPN)	184 911 878	221 565 471	36 653 593	20%
721 104	Amendes, entrées touristiques, redevance Airtel, Beurre de Moabi, Frais de gestion des projets, Concession exploitation EPC (ANPN)	420 955 438	420 955 438	-	0%
721 104	Frais de formations (ENEF)	150 000 000	150 000 000	-	0%
715 305	Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS)	36 302 545 077	40 938 752 015	4 636 206 938	13%
7 251	Cotisations CNAMGS (Agents Publics)	10 779 970 150	10 779 970 150	-	0%
773 102	Participations minières (SEM)	2 979 620 011	5 030 357 674	2 050 737 663	69%
724	Produits du Contrôle forestier (Agence d'exécution de la filière forêt bois)	5 187 849 981	4 599 471 862	-588 378 119	-11%
723	Produit des procédures de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI)	512 786 960	512 786 960	-	0%
722 015	Recettes ferroviaires (ARTF)	2 352 000 000	2 352 000 000	-	0%
722 006	Ristourne sur Amendes et divers (ANUTTC)	1 091 349 000	1 091 349 000	-	0%
722 023	Produits de la procédure de passation des marchés publics (Agence de régulation des marchés publics)	1 728 656 016	1 728 656 016	-	0%
	Produits engagements décennal (ANBG)	-	124 803 000	124 803 000	
	Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée (APDPVP)	-	2 924 949 000	2 924 949 000	
722	Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations (IUSO)	500 000 000	500 000 000	-	0%
TOTAL RECETTES		62 190 644 511	71 375 616 587	9 184 972 076	15%

TITRE II : DES PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

Article 25 : Les dépenses budgétaires de l'Etat pour l'année 2025 sont arrêtées à la somme de deux mille sept cent quatre-vingt-quatorze milliards cinq cent quarante-trois millions soixante-six mille deux cent vingt-six (2.794.543.066.226) FCFA.

Elles comprennent :

- les dépenses du budget général, arrêtées à la somme de **deux mille cinq cent soixante-deux milliards sept cent quatre-vingt-douze millions deux cent trente mille six cent quatre-vingt-dix-sept (2.562.792.230.697) FCFA** dont **vingt-quatre milliards neuf cent neuf millions deux cent cinquante-quatre mille sept cent soixante-neuf (24 909 254 769) FCFA** en attributions de produits (ADP) aux administrations centrales, hors contributions aux organismes communautaires, subventions aux collectivités locales et prélèvements aux établissements publics ;
- les dépenses des comptes spéciaux, évaluées à la somme de **deux cent trente-et-un milliards sept cent cinquante millions huit cent trente-cinq mille cinq cent vingt-huit (231.750.835.528) FCFA**.

Tableau des plafonds de dépenses du budget général

Titres et catégories	LFI 2024	LF 2025	Écart LF 2025/LFI 2024	
			Valeur	%
Titre 1. Charges financières de la dette	378 407 151 018	349 463 194 202	-28 943 956 815	-8%
Extérieure	212 436 544 000	164 061 445 000	-48 375 099 000	-29%
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	212 436 544 000	164 061 445 000	-48 375 099 000	-29%

Titres et catégories	LFI 2024	LF 2025	Écart LF 2025/LFI 2024	
			Valeur	%
<i>Bilatéraux</i>	23 092 610 000	20 952 135 000	-2 140 475 000	-10%
<i>Multilatéraux</i>	40 577 243 000	36 420 047 000	-4 157 196 000	-11%
<i>Banques</i>	10 321 779 000	10 415 508 000	93 729 000	1%
<i>Marchés Financiers</i>	138 444 912 000	96 273 755 000	-42 171 157 000	-44%
Intérieur	165 970 607 018	185 401 749 202	19 431 142 185	10%
Intérieurs-DGD	148 343 849 150	163 194 604 755	14 850 755 605	9%
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-courants</i>	148 343 849 150	163 194 604 755	14 850 755 605	9%
<i>Banques intérieures</i>	26 084 350 000	21 493 386 000	-4 590 964 000	-21%
<i>Marchés Financiers</i>	122 259 499 150	141 701 218 755	19 441 719 605	14%
Trésor-dette	17 626 757 868	22 207 144 447	4 580 386 580	21%
<i>Facilités de caisse</i>	1 394 745 677	3 070 589 494	1 675 843 818	55%
<i>Bons du Trésor Assimilables</i>	14 901 767 056	17 980 401 205	3 078 634 148	17%
<i>Autres frais bancaires</i>	1 330 245 135	1 156 153 748	-174 091 386	-15%
Titre 2. Dépenses de personnel	771 749 096 325	825 301 000 000	53 551 903 675	6%
Rémunérations du personnel	771 749 096 325	825 301 000 000	53 551 903 675	6%
<i>dont Solde permanente</i>	717 923 680 000	772 378 733 014	54 455 053 014	7%
<i>Recrutements en cours et annoncés</i>	46 099 432 000	0	-46 099 432 000	
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	38 599 289 450	37 620 009 476	-979 279 974	-3%
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	15 226 126 875	15 302 257 509	76 130 634	0%
Titre 3. Dépenses de biens et services	284 116 558 643	378 598 859 955	94 482 301 312	25%
<i>Remboursement TVA</i>	50 276 268 632	65 858 415 853	15 582 147 221	24%
<i>Remboursement TVA hors pétrole</i>	50 276 268 632	30 200 000 000	-20 076 268 632	-66%
<i>Remboursement TVA pétrole</i>	-	35 658 415 853	35 658 415 853	100%
<i>Utilités publiques (eau et électricité)</i>	11 100 000 000	11 100 000 000	0	0%
<i>Utilités publiques (Téléphone et internet)</i>	6 000 000 000	6 000 000 000	0	0%
<i>Missions diplomatiques et postes consulaires (y compris frais de scolarité)</i>	14 765 918 833	15 790 918 833	1 025 000 000	6%
<i>Baux (DGPE)</i>	15 600 008 810	17 600 008 810	2 000 000 000	11%
<i>Structures sanitaires (DRS, CHU, CHR, etc.) y compris. Médicaments</i>	17 483 511 626	17 918 036 015	434 524 389	2%
<i>Universités et grandes écoles</i>	2 361 571 543	2 361 571 543	0	0%
<i>Restauration des apprenants</i>	-	1 638 376 275	1 638 376 275	100%
<i>Examen et concours</i>	3 531 065 312	4 473 436 716	942 371 404	21%
<i>Établissements primaires et secondaires</i>	7 000 000 000	4 347 189 359	-2 652 810 641	-61%
<i>Frais d'écolage</i>	-	0	0	
<i>Œuvres universitaires</i>	4 750 918 775	3 828 410 275	-922 508 500	-24%
<i>Institutions</i>	22 207 138 243	29 323 388 243	7 116 250 000	24%
<i>Défense et sécurité (y compris. habillement, alimentation, carburant, etc.)</i>	18 581 244 476	14 103 377 739	-4 477 866 738	-32%
<i>Autorités administratives</i>	2 044 819 989	2 044 819 989	0	0%
<i>Dépenses sociales (halte-garderie, centres sociaux, etc.)</i>	394 822 228	394 822 228	0	0%
<i>CNI</i>	2 500 000 000	0	-2 500 000 000	
<i>RGPL</i>	5 945 502 094	5 945 502 094	0	0%
<i>Élections (Référendum, élections locales, sénatoriales, législatives et présidentielle)</i>	5 000 000 000	31 742 358 406	26 742 358 406	84%
<i>Dépenses transversales (Inhumations, frais de déplacement, assurance, etc)</i>	6 043 814 208	0	-6 043 814 208	
<i>frais de transport et de déplacement</i>	-	5 952 042 808	5 952 042 808	100%
<i>primes d'assurance</i>	-	3 964 989 067	3 964 989 067	100%
<i>dépenses d'inhumation</i>	-	1 897 093 591	1 897 093 591	100%
<i>Comptabilité des matières : Bilan d'ouverture</i>	1 246 992 993	0	-1 246 992 993	
<i>Autres opérateurs</i>	23 895 153 600	33 895 153 600	10 000 000 000	30%
<i>Aides aux familles</i>	1 897 093 592	1 150 000 000	-747 093 592	-65%
<i>Autres biens et services</i>	38 790 471 142	76 483 059 050	37 692 587 908	49%
Attributions de Produits	22 700 242 548	20 785 889 463	-1 914 353 085	-9%
<i>DG Santé (Lutte contre le tabagisme)</i>	226 665 811	228 940 622	2 274 811	1%
<i>Licence de transports (DGTT)</i>	82 905 840	82 905 840	0	0%
<i>Cartes grises (DGTT)</i>	62 179 380	62 179 380	0	0%
<i>Permis de conduire (DGTT)</i>	41 452 920	41 452 920	0	0%
<i>DG Marine Marchande</i>	1 013 204 452	1 013 204 452	0	0%
<i>Fonds de soutien minier</i>	2 100 000	2 100 000	0	0%
<i>Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités</i>	73 255 280	73 255 280	0	0%
<i>Redevance pour carte de commerçant/ Agrément</i>	483 484 848	483 484 848	0	0%

Titres et catégories	LFI 2024	LF 2025	Écart LF 2025/LFI 2024	
			Valeur	%
Technique des Rebutis y compris pénalités				
Redevance Examen et concours	1 047 532 000	1 047 532 000	0	0%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	314 477 068	314 477 068	0	0%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	67 911 500	67 911 500	0	0%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	475 160 515	475 160 515	0	0%
Fonds Souverain de la République Gabonaise	4 983 018 861	4 562 851 056	-420 167 806	-9%
Procédures judiciaires	921 882 510	921 882 510	0	0%
Ristournes DGCC	432 415 453	432 415 453	0	0%
Ristournes CNLCEI	0	0	0	
Développement infrastructures aéroportuaires (GSEZ GABON)	0	0	0	
Agrément PME	36 000 000	36 000 000	0	0%
Mise en débit Cour des Comptes	1 562 500 000	0	-1 562 500 000	
ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	4 014 546 179	0	0%
ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	6 822 750 732	0	0%
Riposte Covid-19 (produit des tests PCR)	36 799 200	-	-36 799 200	
ADP émission monnaie électronique	0	0	0	
ADP Prévention et sécurité routière	0	67 181 109	67 181 109	100%
ADP engagement décennal (Min Intérieur)	0	35 658 000	35 658 000	100%
Contrepartie Zone instables ferroviaires	0	0		
Titre 4. Dépenses de transfert	352 218 537 596	350 957 255 192	-1 261 282 405	0%
<i>Soutien des prix des produits pétroliers</i>	<i>75 000 000 000</i>	<i>88 000 000 000</i>	<i>13 000 000 000</i>	<i>15%</i>
<i>Soutien à la farine</i>	<i>2 000 000 000</i>	<i>2 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
<i>Bourses(ANBG)</i>	<i>92 284 040 100</i>	<i>82 336 063 460</i>	<i>-9 947 976 640</i>	<i>-12%</i>
Secondaire	12 089 088 000	7 089 098 000	-4 999 990 000	-71%
Supérieur	80 194 952 100	75 246 965 460	-4 947 986 640	-7%
<i>Restauration des apprenants</i>	<i>8 440 881 038</i>	<i>8 500 000 000</i>	<i>59 118 962</i>	<i>1%</i>
<i>Cotisations internationales</i>	<i>10 930 846 395</i>	<i>8 922 375 951</i>	<i>-2 008 470 444</i>	<i>-22%</i>
<i>Frais d'écologie</i>	<i>7 500 000 000</i>	<i>6 882 673 994</i>	<i>-617 326 006</i>	<i>-9%</i>
<i>Gratuité des inscriptions</i>	<i>3 367 338 700</i>	<i>4 235 294 118</i>	<i>867 955 418</i>	<i>20%</i>
<i>Gratuité des transports</i>	<i>3 571 445 596</i>	<i>3 571 445 596</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
TRANSURB	1 417 937 796	1 417 937 796	0	0%
SOGATRA	1 673 200 000	1 673 200 000	0	0%
TRANSAKANDA	480 307 800	480 307 800	0	0%
<i>Subvention opérateurs de transport</i>	<i>6 959 118 962</i>	<i>6 959 118 962</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
<i>Dépenses sociales</i>	<i>13 464 925 392</i>	<i>8 466 164 665</i>	<i>-4 998 760 727</i>	<i>-59%</i>
Filets sociaux	3 926 606 140	3 337 615 219	-588 990 921	-18%
Personnes âgées	1 350 000 000	1 147 500 000	-202 500 000	-18%
Gratuité des accouchements	1 124 820 021	2 567 341 304	1 442 521 283	56%
Samu social	1 663 186 049	1 413 708 142	-249 477 907	-18%
<i>Subvention aux collectivités locales</i>	<i>16 441 782 998</i>	<i>16 421 782 999</i>	<i>-19 999 999</i>	<i>0%</i>
<i>Dépenses transversales (Inhumations, frais de déplacement, assurance, etc)</i>	<i>4 495 224 438</i>	<i>0</i>	<i>-4 495 224 438</i>	<i>-</i>
<i>Dépenses d'inhumation</i>	<i>-</i>	<i>1 250 000 000</i>	<i>1 250 000 000</i>	<i>100%</i>
<i>primes d'assurance</i>	<i>-</i>	<i>400 000 000</i>	<i>400 000 000</i>	<i>100%</i>
<i>Institutions et autorités</i>	<i>6 114 509 976</i>	<i>0</i>	<i>-6 114 509 976</i>	<i>-</i>
<i>Institutions</i>	<i>-</i>	<i>7 330 426 517</i>	<i>7 330 426 517</i>	<i>100%</i>
<i>Autorités Administratives</i>	<i>-</i>	<i>1 740 068 679</i>	<i>1 740 068 679</i>	<i>100%</i>
<i>Structures sanitaires (DRS, CHU, CHR, etc.) y compris. Médicaments</i>	<i>15 338 282 704</i>	<i>15 449 518 318</i>	<i>111 235 614</i>	<i>1%</i>
<i>Œuvres universitaires</i>	<i>8 829 534 412</i>	<i>8 829 534 412</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
<i>Universités et grandes écoles</i>	<i>1 648 502 557</i>	<i>1 648 502 557</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
<i>Part Patronale CNAMGS</i>	<i>16 100 000 000</i>	<i>16 093 500 000</i>	<i>-6 500 000</i>	<i>0%</i>
<i>Autres opérateurs</i>	<i>23 895 153 600</i>	<i>23 895 153 600</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
<i>Dons fonctionnement</i>	<i>8 230 619 825</i>	<i>821 552 700</i>	<i>-7 409 067 125</i>	<i>-902%</i>
<i>PID-PIH</i>	<i>5 278 886 000</i>	<i>5 341 582 231</i>	<i>62 696 231</i>	<i>1%</i>
<i>Autres dépenses de transferts</i>	<i>22 327 444 903</i>	<i>31 862 496 433</i>	<i>9 535 051 530</i>	<i>30%</i>
Titre 5. Dépenses d'investissement	497 801 938 086	592 621 921 348	94 819 983 262	16%
<i>Financements sur ressources propres</i>	<i>344 780 850 080</i>	<i>374 502 649 538</i>	<i>29 721 799 458</i>	<i>8%</i>
<i>En cours</i>	<i>24 722 695 412</i>	<i>-</i>	<i>-24 722 695 412</i>	
Développement	24 722 695 412	-	-24 722 695 412	

Titres et catégories	LFI 2024	LF 2025	Écart LF 2025/LFI 2024	
			Valeur	%
<i>Projets prioritaires du CTRI</i>	220 751 315 580	-	-220 751 315 580	
<i>dont Réhabilitations bâtiments administratifs</i>	19 761 904 762	-	-19 761 904 762	
<i>Fonds d'études sectorielles</i>	18 912 426 577	-	-18 912 426 577	
<i>Prise de participation BDEAC</i>	5 000 000 000	-	-5 000 000 000	
<i>Prise de participation Banque Mondiale</i>	3 200 000 000	-	-3 200 000 000	
<i>ADP Contrepartie Zone instables ferroviaires</i>	4 123 365 306	4 123 365 306	0	0%
<i>Projets sur fonds de concours PID-PIH</i>	30 247 334 200	23 527 539 832	-6 719 794 368	-29%
<i>Projets prioritaires du CTRI</i>	16 000 000 000	0	-16 000 000 000	
<i>Projets sur dons</i>	1 000 000 000	0	-1 000 000 000	
Dépenses Covid PID-PIH	0	0	0	
<i>Financements extérieurs</i>	117 650 388 500	190 468 366 671	72 817 978 171	38%
Conventions en cours	117 489 446 671	117 489 446 671	0	0%
Nouvelles conventions	72 978 920 000	72 978 920 000	0	0%
Titre 6. Autres dépenses	46 871 727 773	65 850 000 000	18 978 272 227	29%
Intérieurs-AJE	13 000 000 000	12 000 000 000	-1 000 000 000	-8%
Protocoles transactionnels	7 000 000 000	6 000 000 000	-1 000 000 000	-17%
Condamnations pécuniaires	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0%
Séquestres	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0%
Autres	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0%
Restructuration des entreprises	14 750 000 000	18 749 618 178	3 999 618 178	21%
Remboursement des épargnants PostBank	10 000 000 000	11 000 000 000	1 000 000 000	9%
Salaires PostBank	3 795 713 543	3 795 713 543	0	0%
Salaires Africa n°1	386 904 635	386 904 635	0	0%
Autres restructurations	567 381 822	1 567 000 000	999 618 178	64%
Coûts sociaux de restructuration	0	2 000 000 000	2 000 000 000	100%
Divers	19 121 727 773	35 100 000 000	15 978 272 227	46%
Dette aux agents de l'État (Rappels)	18 000 000 000	35 100 000 000	17 100 000 000	49%
Autres contentieux	1 121 727 773	0	-1 121 727 773	
<i>Conflit Homme-Éléphant</i>	1 121 727 773	0	-1 121 727 773	
TOTAL	2 331 165 009 441	2 562 792 230 697	231 627 221 256	9%

TITRE III : DE L'EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES

CHAPITRE PREMIER : DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL

Article 26 : Pour l'année 2025, les opérations budgétaires de l'Etat composées des recettes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux sont respectivement arrêtées à la somme de **deux mille huit cent soixante-dix-neuf milliards cent cinquante-huit millions huit cent six mille deux cent soixante (2.879.158.806.260) FCFA** et à celle de **deux mille sept cent quatre-vingt-quatorze milliards cinq cent quarante-trois millions soixante-six mille deux cent vingt-six (2.794.543.066.226) FCFA**.

Le détail de ce résultat est présenté, en millions FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre budgétaire

RECETTES	LF 2025	DEPENSES	LF 2025	Soldes 2025
BUDGET GENERAL				84 615 740 035
Titre 1. Recettes fiscales	1 768 215 562 825	Titre 1. Charges financières de la dette	349 463 194 202	
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	29 690 674 764	Titre 2. Dépenses de personnel	825 301 000 000	
Titre 3. Cotisations sociales	10 779 970 150	Titre 3. Dépenses de biens et services	378 598 859 955	
Titre 4. Autres recettes	1 052 952 174 077	Titre 4. Dépenses de transfert	350 957 255 192	
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2 861 638 381 816	Titre 5. Dépenses d'investissement	592 621 921 348	
PRELEVEMENTS	- 214 230 411 084	Titre 6. Autres dépenses	65 850 000 000	
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	-29 058 048 393			
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	-16 916 481 533			
Prélèvement au profit de la part patronale des pensions	-78 880 264 572			
Prélèvement au profit des prestations familiales	-18 000 000 000			
Prélèvement de la CSS (GEF)	-40 938 752 015			
Prélèvement des Cotisations d'assurance maladie obligatoire des agents publics	-10 779 970 150			
Prélèvement sur les participations au profit de la SEM	-5 030 357 674			
Prélèvement Taxe sur les jeux (10%)	- 221 565 471			
Prélèvement Agence d'exécution de la filière forêt bois	-4 599 471 862			
Prélèvement Recettes ferroviaires ARTF	-2 352 000 000			
Prélèvement Marchés publics	-1 728 656 016			
Ristourne sur Amendes et divers ANUTTC	-1 091 349 000			
Prélèvement Lutte contre l'enrichissement illicite	- 512 786 960			
Amendes, entrées touristiques, redevance Airtel, Beurre de Moabi, Frais de gestion des projets, Concession exploitation EPC (ANPN)	- 420 955 438			
Frais de formations (ENEF)	- 150 000 000			
Produit engagement décennal	- 124 803 000			
Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée (APDPVP)	-2 924 949 000			
Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations (IUSO)	- 500 000 000			
Dont Evaluation des ADP	24 909 254 769	Dont Crédits relatifs aux Fonds de concours et ADP	24 909 254 769	
Lutte contre le tabagisme	228 940 622	Lutte contre le tabagisme	228 940 622	
Redevances Examens et Concours	1 047 532 000	Redevances Examens et Concours	1 047 532 000	
Ristournes DG Marine Marchande	1 013 204 452	Ristournes DG Marine Marchande	1 013 204 452	
Permis de conduire, Licences et cartes grises des Transport terrestre	186 538 140	Permis de conduire, Licences et cartes grises des Transport terrestre	186 538 140	
Licences, médailles et diplômes sur Travail	857 549 082	Licences, médailles et diplômes sur Travail	857 549 082	
Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	2 100 000	Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	2 100 000	
Produits des redevances d'agrément technique industriel	73 255 280	Produits des redevances d'agrément technique industriel	73 255 280	
Produits des redevances d'agrément technique des rebuts et carte de commerçants	483 484 848	Produits des redevances d'agrément technique des rebuts et carte de commerçants	483 484 848	
Participations dans les autres sociétés	4 562 851 056	Participations dans les autres sociétés	4 562 851 056	
Produits des procédures judiciaires	921 882 510	Produits des procédures judiciaires	921 882 510	
Ristournes DGCC	432 415 453	Ristournes DGCC	432 415 453	
Zone instables ferroviaires	4 123 365 306	Zone instables ferroviaires	4 123 365 306	
Agrément PME	36 000 000	Agrément PME	36 000 000	
ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	
ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	
ADP engagement décennal (Min Intérieur)	35 658 000	ADP engagement décennal (Min Intérieur)	35 658 000	
ADP Prévention et sécurité routière	67 181 109	ADP Prévention et sécurité routière	67 181 109	
TOTAL DES RECETTES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	2 647 407 970 732	TOTAL DEPENSES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	2 562 792 230 697	
COMPTES SPECIAUX				

RECETTES	LF 2025	DEPENSES	LF 2025	Soldes 2025
COMPTES DE COMMERCE				
DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE	3 388 700 000	DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE	3 388 700 000	
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	656 900 000	Titre 3. Dépenses de biens et services	338 870 000	
Appui aux politiques sectorielles de la pêche-FDC UE	656 900 000	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 049 830 000	
Titre 4 : Autres recettes	2 731 800 000		-	
Recettes issues prélèvement des ressources halieutiques CE	2 731 800 000		-	
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)				
PENSIONS	106 437 581 382	PENSIONS	106 437 581 382	
Titre 3. Cotisations sociales	106 437 581 382	Titre 4. Dépenses de transfert	106 437 581 382	
Part salariale (y compris agents en détachement)	27 084 350 406	Dont Rappels pensions	28 000 000 000	
Part Salariale CNSS	472 966 404		-	
Part patronale de l'Etat	74 972 497 512			
Part patronale de l'Etat CNSS	3 907 767 061		-	
PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	18 000 000 000	PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	18 000 000 000	
Titre 3. Cotisations sociales	18 000 000 000	Titre 4. Dépenses de transfert	18 000 000 000	
Allocations familiales	18 000 000 000	Prestations familiales	18 000 000 000	
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 827 282 979	PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 827 282 979	
Titre 1. Recettes fiscales	1 827 282 979	Titre 3. Dépenses de biens et services	609 094 326	
Redevance audiovisuelle	1 827 282 979	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 218 188 652	
PROMOTION DU SPORT	8 761 434 983	PROMOTION DU SPORT	8 761 434 983	
Titre 1. Recettes fiscales	8 761 434 983	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 380 717 491	
Taxe sur les jeux de hasard	553 913 678	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 380 717 491	
Droits d'accises	8 207 521 305		-	
FORMATION POUR L'EMPLOI	2 763 711 630	FORMATION POUR L'EMPLOI	2 763 711 630	
Titre 1. Recettes fiscales	2 763 711 630	Titre 3. Dépenses de biens et services	921 237 210	
Taxe de formation professionnelle	2 763 711 630	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 842 474 420	
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	3 807 666 114	SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	3 807 666 114	
Titre 1. Recettes fiscales	3 305 847 842	Titre 3. Dépenses de biens et services	380 766 611	
Redevance Universelle	2 453 004 000	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 426 899 503	
redevance de gestion du spectre des fréquences radioélectriques	852 843 842			
Titre 4. Autres recettes	501 818 272			
Recettes diverses ARCEP (licences, pénalités, etc.)	501 818 272			
VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT	27 190 454 350	VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT	27 190 454 350	
Titre 1. Recettes fiscales	26 152 454 350	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 196 509 150	
Redevance d'Usure de la Route (10%)	2 080 766 625	Titre 5. Dépenses d'investissement	23 993 945 200	
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	815 005 523			
Redevance de Navigation Intérieure (RNI)	1 716 159 800			
Redevance informatique	1 983 946 542			
Redevance passager	19 556 575 861			
	0			
Titre 4. Autres recettes	1 038 000 000			
ROPPRON	0			
Revenus du patrimoine immobilier	1 038 000 000			
FINANCEMENT DE L'HABITAT	10 457 119 751	FINANCEMENT DE L'HABITAT	10 457 119 751	
Titre 4. Autres recettes	10 457 119 751	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 091 423 950	
Fonds National de l'habitat	10 457 119 751	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 365 695 801	
GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE ELECTRIQUE DANS LES COLLECTIVITES LOCALES	8 013 719 250	GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE ELECTRIQUE DANS LES COLLECTIVITES LOCALES	8 013 719 250	

RECETTES	LF 2025	DEPENSES	LF 2025	Soldes 2025
Titre 1. Recettes fiscales	8 013 719 250	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 404 115 775	
Redevance de l'eau	1 058 415 750	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 609 603 475	
Redevance de l'électricité	6 955 303 500		-	
SALUBRITE PUBLIQUE	5 741 812 919	SALUBRITE PUBLIQUE	5 741 812 919	
Titre 4. Autres recettes	5 741 812 919	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 170 718 745	
Redevance des ordures ménagères	5 741 812 919	Titre 4. Dépenses de transfert	3 745 868 061	
	0	Titre 5. Dépenses d'investissement	825 226 112	
ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER DE L'ETAT	35 361 352 172	ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER DE L'ETAT	35 361 352 172	
Titre 1. Recettes fiscales	35 309 428 920	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 966 967 790	
Redevance d'Usure de la Route (90%)	35 309 428 920	Titre 5. Dépenses d'investissement	32 394 384 382	
Titre 4. Autres recettes	51 923 252			
ROPPRON	51 923 252			
TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX	231 750 835 528	TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX	231 750 835 528	
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2 879 158 806 260	TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	2 794 543 066 226	
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL				84 615 740 035
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE				54 925 065 271

Article 27 : Le solde budgétaire global fait ressortir une capacité de financement du budget général d'un montant de **quatre-vingt-quatre milliards six cent quinze millions sept cent quarante mille trente-cinq (84.615.740.035) FCFA**.

CHAPITRE 2 : DES CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT

Article 28 : Les emprunts et conventions sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2025-2027.

Le Gouvernement est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le Gouvernement est, par ailleurs, autorisé à entreprendre dans le cadre de la gestion active de la dette, toutes opérations permettant de rendre liquides les moratoires et autres passifs inscrits dans son portefeuille de dette intérieure.

Le Ministre chargé de l'Economie est seul habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de financement.

Article 29 : Les opérations de trésorerie et de financement font apparaître un niveau de charges de **mille deux cent quatre-vingt-douze milliards neuf cent quatre-vingt-seize millions quatre cent quarante-six mille cinq cent cinquante-et-un (1.292.996.446.551) FCFA** contre un niveau de ressources de **mille deux cent huit milliards trois cent quatre-vingt millions sept cent six mille cinq cent seize (1.208.380.706.516) FCFA**.

Il en résulte un besoin de financement de **quatre-vingt-quatre milliards six cent quinze millions sept cent quarante mille trente-cinq (84.615.740.035) FCFA**. Ce besoin sera équilibré par la capacité de financement constatée à l'article 39 de la présente loi.

Le détail de ces opérations est retracé, en millions FCFA, dans le tableau ci-dessous :

Tableau des flux de trésorerie

Charges de trésorerie et de financement	LFI 2024	LF 2025	Ecart LF 2025/LFI 2024	
			Valeur	%
Amortissement dette extérieure	836 548 888 080	471 189 914 000	-365 358 974 080	-44%
Emprunts extérieurs-courants	836 548 888 080	471 189 914 000	-365 358 974 080	-44%
Bilatéraux	104 234 678 000	103 213 126 000	- 1 021 552 000	-1%
Multilatéraux	299 710 708 000	228 360 847 000	- 71 349 861 000	-24%
Banques	47 965 008 000	39 615 941 000	- 8 349 067 000	-17%
Marché international	384 638 494 080	100 000 000 000	- 284 638 494 080	-74%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	517 353 265 000	699 191 060 000	181 837 795 000	35%
Intérieur-DGD	517 353 265 000	699 191 060 000	181 837 795 000	35%
Emprunts intérieurs-courants	517 353 265 000	699 191 060 000	181 837 795 000	35%
Banques	69 767 429 000	94 853 372 000	25 085 943 000	36%
Moratoires	25 000 000 000	50 000 000 000	25 000 000 000	100%
Marchés Financiers	422 585 836 000	554 337 688 000	131 751 852 000	31%
Autres amortissements	110 236 957 949	119 650 383 023	9 413 425 074	9%
Instances Trésor de la période précédente	90 070 498 912	119 650 383 023	29 579 884 111	33%
Arriérés de TVA Hors Pétrole	9 074 906 566	-	- 9 074 906 566	-100%
Arriérés de TVA Pétrole	11 091 552 470	-	- 11 091 552 470	-100%
Total Amortissement	1 464 139 111 029	1 290 031 357 023	-174 107 754 006	-12%
Prêts et avances	23 799 254 353	2 965 089 528	-20 834 164 825	-88%
Fonds Souverain de la RG	3 235 384 822	2 965 089 528	-270 295 294	-8%
Dépôts BEAC	20 563 869 531	-	- 20 563 869 531	-100%
Total	1 487 938 365 381	1 292 996 446 551	-194 941 918 831	-13%
Ressources de financement et de trésorerie				
Tirages	132 500 388 500	190 468 366 671	57 967 978 171	44%
Tirages sur conventions en cours	117 650 388 500	117 489 446 671	-160 941 829	0%
Tirages sur nouvelles conventions	-	72 978 920 000	72 978 920 000	-
Tirages sur prêts programmes	14 850 000 000	14 850 000 000	-	0%
BADEA	14 850 000 000	14 850 000 000	-	0%
Emissions de titres publics	1 048 054 586 366	802 227 169 360	-245 827 417 006	-23%
Emissions de titres publics sur le Marché international	469 885 620 000	370 000 000 000	-99 885 620 000	-21%
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	578 168 966 366	432 227 169 360	-145 941 797 006	-25%
Financement non bancaire	146 544 399 195	200 835 170 484	54 290 771 289	37%

Charges de trésorerie et de financement	LFI 2024	LF 2025	Ecart LF 2025/LFI 2024	
			Valeur	%
Règlement arriérés fiscaux	10 000 000 000	40 000 000 000	30 000 000 000	3
Accumulation des instances	136 544 399 195	160 835 170 484	24 290 771 289	18%
Total	1 327 099 374 061	1 208 380 706 516	-118 718 667 545	-9%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	-160 838 991 321	- 84 615 740 035		
Solde budgétaire global	160 838 991 321	84 615 740 035		
Solde net	0	0		

Article 30 : Les opérations budgétaires, de trésorerie et de financement s'équilibrent, en ressources et en charges, à la somme de **quatre mille deux cent quatre milliards huit cent quatre-vingt-neuf millions six cent cinquante-neuf mille deux cent quatre-vingt-huit (4.204.889.659.288) FCFA**.

Le détail de ce résultat est présenté, en millions FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre du budget de l'Etat

RECETTES DE L'ETAT	LFI 2024	LF 2025	Valeur	%	DEPENSES DE L'ETAT	LFI 2024	LF 2025	Valeur	%
BUDGET GENERAL									
Titre 1 : Recettes fiscales	1 699 783 444 693	1 768 215 562 825	68 432 118 132	4%	Titre 1. Charges financières de la dette	378 407 151 018	349 463 194 202	-28 943 956 815	-8%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	44 756 840 025	29 690 674 764	-15 066 165 261	-34%	Titre 2. Dépenses de personnel	771 749 096 325	825 301 000 000	53 551 903 675	7%
Titre 3 : Cotisations sociales	10 779 970 150	10 779 970 150	0	0%	Titre 3. Dépenses de biens et services	284 116 558 643	378 598 859 955	94 482 301 312	33%
Titre 4 : Autres recettes	931 436 336 413	1 052 952 174 077	121 515 837 664	13%	Titre 4. Dépenses de transfert	352 218 537 596	350 957 255 192	-1 261 282 405	0%
					Titre 5. Dépenses d'investissement	497 801 938 086	592 621 921 348	94 819 983 262	19%
					Titre 6. Autres dépenses	46 871 727 773	65 850 000 000	18 978 272 227	40%
TOTAL DES RECETTES BRUTES POUR LE BUDGET GENERAL	2 686 756 591 281	2 861 638 381 816	174 881 790 535	7%	TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	2 331 165 009 441	2 562 792 230 697	231 627 221 256	10%
PRELEVEMENTS	-194 752 590 519	-214 230 411 084	-19 477 820 565	10%					
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	-29 336 735 333	-29 058 048 393	278 686 940	-1%					
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	-13 708 717 389	-16 916 481 533	-3 207 764 144	23%					
Prélèvement au profit des établissements publics et assimilés	-62 190 644 511	-71 375 616 587	-9 184 972 076	15%					
Prélèvement au profit des prestations sociales et des pensions	-89 516 493 286	-96 880 264 572	-7 363 771 286	8%					
COMPTES SPECIAUX									
Titre 1. Recettes fiscales	97 790 440 412	86 133 879 953	-11 656 560 459	-12%	Titre 3. Dépenses de biens et services	17 606 361 811	18 460 421 049	854 059 239	5%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	656 900 000	656 900 000	0	0%	Titre 4. Dépenses de transfert	122 897 516 052	128 183 449 443	5 285 933 391	4%
Titre 3. Cotisations sociales	117 032 950 180	124 437 581 382	7 404 631 201	6%	Titre 5. Dépenses d'investissement	97 182 394 616	85 106 965 036	-12 075 429 580	-12%
Titre 4. Autres recettes	22 205 981 886	20 522 474 194	-1 683 507 692	-8%	Titre 6. Autres dépenses				
TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	237 686 272 478	231 750 835 528	-5 935 436 950	-2%	TOTAL DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX	237 686 272 478	231 750 835 528	-5 935 436 950	-2%
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2 729 690 273 240	2 879 158 806 260	149 468 533 020	5%	TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	2 568 851 281 920	2 794 543 066 226	225 691 784 306	9%
OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT									
Tirages	132 500 388 500	190 468 366 671	57 967 978 171	44%	Amortissement dette extérieure	836 548 888 080	471 189 914 000	-365 358 974 080	-44%
Tirages sur prêts programmes	14 850 000 000	14 850 000 000	0	0%	Amortissement des prêts du secteur bancaire	517 353 265 000	699 191 060 000	181 837 795 000	35%
Emissions de titres publics	1 048 054 586 366	802 227 169 360	-245 827 417 006	-23%	Autres amortissements	110 236 957 949	119 650 383 023	9 413 425 074	9%
Financement non bancaire	146 544 399 195	200 835 170 484	54 290 771 289	37%	Prêts et avances	23 799 254 353	2 965 089 528	-20 834 164 825	-88%
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	1 327 099 374 061	1 208 380 706 516	-118 718 667 545	-9%	TOTAL CHARGES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	1 487 938 365 381	1 292 996 446 551	-194 941 918 831	-13%
TOTAL RECETTES DE L'ETAT	4 056 789 647 301	4 087 539 512 776	30 749 865 475	1%	TOTAL DEPENSES DE L'ETAT	4 056 789 647 301	4 087 539 512 776	30 749 865 475	1%
TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)	105 236 097 233	117 350 146 512	12 114 049 279	12%	TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)	105 236 097 233	117 350 146 512	12 114 049 279	12%
TOTAL RECETTES DE L'ETAT y compris ristournes	4 162 025 744 534	4 204 889 659 288	42 863 914 755	1%	TOTAL DEPENSES DE L'ETAT y compris ristournes	4 162 025 744 534	4 204 889 659 288	42 863 914 755	1%

CHAPITRE 3 : DU PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT

Article 31 : Le montant des dettes financières qui comprend les charges financières évaluées à la somme de **trois cent quarante-neuf milliards quatre cent soixante-trois millions cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent deux (349.463.194.202) FCFA** et les amortissements de prêts d'un montant de **mille deux cent quatre-vingt-dix milliards trente-et-un millions trois cent cinquante-sept mille vingt-trois (1.290.031.357.023) FCFA** pour le budget 2025, est arrêté à la somme de **mille six cent trente-neuf milliards quatre cent quatre-vingt-quatorze millions cinq cent cinquante-et-un mille deux cent vingt-cinq (1.639.494.551.225) FCFA**.

CHAPITRE 4 : DES MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS

Article 32 : En application des dispositions de l'article 64 de la loi organique n°020/2014 suscitée, la réserve obligatoire destinée à pallier les effets d'une dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes, est arrêtée pour l'exercice 2025 par programme et titre de dépenses, à la somme de **cent quatre-vingt-quatorze milliards trois cent trente-quarante-sept millions trois cent soixante-sept mille deux cent trente-quatre (194.347.367.234) FCFA**, ainsi qu'il suit :

Tableau présentant la réserve obligatoire par titre

Libellé titre	Taux	Montant
Titre 1. Charges financières de la dette	0%	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0%	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	20%	57 594 309 956
Titre 4. Dépenses de transfert	15%	40 113 575 576
Titre 5. Dépenses d'investissement	16%	90 395 362 594
Titre 6. Autres dépenses	10%	6 244 119 109
Total		194 347 367 234

La réserve par titre et programme ainsi constituée sur le budget de l'Etat n'est levée, en totalité ou en partie, qu'en cas de conjoncture favorable constatée par le Gouvernement, sur rapport des Ministres chargés de l'Economie et du Budget.

Sont exemptés de la mise en réserve obligatoire, les remboursements de TVA, la subvention aux prix des produits pétroliers, les projets avec financement extérieurs et leurs contreparties, les fonds de concours et dons, les comptes spéciaux, les attributions de produits, les cotisations internationales, les frais de scolarité des enfants des diplomates, les loyers des diplomates, les bourses, les médicaments et produits pharmaceutiques, ainsi que toutes les autres dépenses sociales décrites ci-dessous :

- les aides en espèces fournies aux gabonais économiquement faibles ;
- les biens et services fournis directement aux gabonais économiquement faibles ;
- les prestations ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes ;
- l'assurance et l'assistance sociales ;
- les dépenses publiques pour la santé, l'éducation et la formation professionnelle.

Article 33 : L'exécution du budget est assise sur un plan de trésorerie. A la fin de chaque trimestre, il est élaboré un rapport d'exécution budgétaire. A cet effet, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est inférieur de 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits ouverts à l'exécution sont automatiquement ajustés à la baisse dans les mêmes proportions.

Le cas échéant, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est supérieur de 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits sont exécutés conformément au plan de trésorerie.

Article 34 : Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 suscitée et suivant le rapport des Ministres chargés de l'Economie et du Budget, le tableau d'affectation du surplus budgétaire se présente ainsi qu'il suit :

Tableau présentant l'affectation du surplus budgétaire

Affectation du surplus	Proportion
Accélération du désendettement de l'Etat	2/4
Renforcement des moyens des programmes au titre des dépenses d'investissement	1/4
Fonds de stabilisation	1/4

SECONDE PARTIE : DES MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES**TITRE I : DE LA REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS****CHAPITRE PREMIER – DES CREDITS DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION**

Article 35 : Au titre de l'exercice budgétaire 2025, quarante-quatre (44) missions sont arrêtées. Le détail des plafonds de ces missions et programmes se présente dans les tableaux ainsi qu'il suit :

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission

Codes	Libellés	LFI 2024	LF hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LF 2025/LFI 2024
1	Action extérieure de l'Etat	23 636 717 132	26 808 681 821	-	26 808 681 821	3 171 964 689
2	Administration du territoire	26 658 655 379	29 000 855 961	35 658 000	29 036 513 961	2 377 858 582
3	Agriculture, élevage et pêche	18 575 787 049	21 745 271 210	275 000 000	22 020 271 210	3 444 484 161
4	Aménagement du territoire et tourisme	6 543 925 418	6 733 382 633	2 000 000 000	8 733 382 633	2 189 457 214
5	Conseil et Contrôle	6 073 951 672	7 278 951 672	-	7 278 951 672	1 205 000 000
6	Culture et éducation populaire	9 930 020 214	9 351 867 325	-	9 351 867 325	- 578 152 889
7	Défense	193 501 863 758	207 071 867 800	-	207 071 867 800	13 570 004 042
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	18 583 491 546	17 372 289 892	-	17 372 289 892	- 1 211 201 654
9	Economie forestière et protection de l'environnement	23 950 184 850	17 800 617 431	600 000 000	18 400 617 431	- 5 549 567 419
10	Communication	33 434 545 175	34 845 247 361	10 837 296 911	45 682 544 272	12 247 999 097
11	Education nationale	234 341 443 454	253 491 676 148	2 159 684 700	255 651 360 848	21 309 917 394
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	159 248 022 127	150 685 129 120	3 083 186 000	153 768 315 120	- 5 479 707 007
13	Entreprenariat et commerce	11 709 639 596	13 433 823 443	519 484 848	13 953 308 291	2 243 668 694
14	Gestion des finances publiques	75 169 581 693	77 147 750 316	-	77 147 750 316	1 978 168 624
15	Constructions, logements et équipements collectifs	251 563 328 461	213 381 204 140	8 280 205 632	221 661 409 772	- 29 901 918 689
16	Industrie et mines	5 817 703 030	9 047 152 577	75 355 280	9 122 507 857	3 304 804 827
17	Transports	31 714 394 784	27 584 763 947	3 266 923 701	30 851 687 648	- 862 707 136
18	Jeunesse, sports et loisirs	7 065 407 102	7 208 774 434	-	7 208 774 434	143 367 332
19	Justice	49 724 022 004	51 796 194 091	921 882 510	52 718 076 601	2 994 054 596
20	Planification et prospective	-	16 190 215 343	-	16 190 215 343	16 190 215 343
21	Pouvoirs publics	55 785 456 453	75 535 456 451	-	75 535 456 451	19 749 999 997
22	Prévoyance sociale	44 168 357 932	42 476 061 749	562 696 231	43 038 757 980	- 1 129 599 952
23	Provisions	9 639 111 540	30 731 703 274	-	30 731 703 274	21 092 591 735
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	56 658 346 151	32 079 215 892	11 247 334 200	43 326 550 092	- 13 331 796 058
25	Santé	131 475 853 867	140 911 230 183	228 940 622	141 140 170 805	9 664 316 938
26	Sécurité	92 996 425 204	107 322 256 049	-	107 322 256 049	14 325 830 845
27	Stratégie économique	40 549 791 354	41 084 701 627	4 995 266 509	46 079 968 135	5 530 176 782
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	7 969 666 208	13 035 967 149	-	13 035 967 149	5 066 300 941
29	Travail, emploi et formation professionnelle	24 918 548 784	33 541 813 102	1 387 649 082	34 929 462 185	10 010 913 401
30	Dépenses transversales	127 658 880 888	225 198 849 132	-	225 198 849 132	97 539 968 244
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	17 851 085 144	14 877 719 837	4 123 365 306	19 001 085 143	1 149 999 999
35	Engagements de l'Etat	534 250 801 472	553 421 610 055	-	553 421 610 055	19 170 808 584
Total budget général		2 331 165 009 442	2 508 192 301 165	54 599 929 533	2 562 792 230 697	231 627 221 256
60	Pensions	99 032 950 180	106 437 581 382	0	106 437 581 382	7 404 631 201
61	Service universel des communications électroniques et numériques	3 807 666 114	3 807 666 114	0	3 807 666 114	0
62	Prestations familiales et sociales	18 000 000 000	18 000 000 000	0	18 000 000 000	0
63	Promotion du sport	8 588 249 011	8 761 434 983	0	8 761 434 983	173 185 972
64	Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 722 671 149	1 827 282 979	0	1 827 282 979	104 611 829

Codes	Libellés	LFI 2024	LF hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LF 2025/LFI 2024
65	Formation pour l'emploi	2 682 775 484	2 763 711 630	0	2 763 711 630	80 936 146
66	Gestion du service public de l'eau et de l'énergie électrique dans les collectivités locales	8 013 719 250	8 013 719 250	0	8 013 719 250	0
67	Salubrité publique	8 989 435 702	5 741 812 919	0	5 741 812 919	-3 247 622 783
68	Valorisation du patrimoine de l'Etat	24 476 274 404	27 190 454 350	0	27 190 454 350	2 714 179 946
69	Financement de l'Habitat	8 893 004 660	10 457 119 751	0	10 457 119 751	1 564 115 091
70	Développement durable de la pêche et de l'aquaculture	3 388 700 000	2 731 800 000	656 900 000	3 388 700 000	0
71	Entretien du patrimoine routier de l'Etat	50 090 826 524	35 361 352 172	0	35 361 352 172	-14 729 474 352
Total comptes spéciaux		237 686 272 478	231 093 935 528	656 900 000	231 750 835 528	- 5 935 436 950
Total budget de l'Etat		2 568 851 281 920	2 739 286 236 693	55 256 829 533	2 794 543 066 226	225 691 784 306

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, programme et titre

Codes	Libellés	LF1 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LF1 2024
1	Action extérieure de l'État	23 636 717 132	26 808 681 821	-	26 808 681 821	3 171 964 689
1.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 876 482 558	6 633 302 087	-	6 633 302 087	756 819 529
1.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	15 341 513 833	16 341 513 833	-	16 341 513 833	1 000 000 000
1.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 418 720 741	1 418 720 741	-	1 418 720 741	-
1.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	2 415 145 161	-	2 415 145 161	1 415 145 161
1.101	Affaires étrangères	17 979 501 040	18 479 501 040	0	18 479 501 040	500 000 000
1.101.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 973 225 593	3 973 225 593	-	3 973 225 593	0
1.101.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	13 203 235 333	13 703 235 333	-	13 703 235 333	500 000 000
1.101.4	Titre 4. Dépenses de transfert	803 040 114	803 040 114	-	803 040 114	-
1.108	Intégration africaine et coopération internationale	1 108 617 027	1 090 617 027	0	1 090 617 027	-18 000 000
1.108.2	Titre 2. Dépenses de personnel	204 580 650	186 580 650	-	186 580 650	-18 000 000
1.108.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	288 355 750	288 355 750	-	288 355 750	-
1.108.4	Titre 4. Dépenses de transfert	615 680 627	615 680 627	-	615 680 627	-
1.115	Affaires consulaires	1 607 431 945	2 124 771 941	0	2 124 771 941	517 339 996
1.115.2	Titre 2. Dépenses de personnel	308 104 195	325 444 191	-	325 444 191	17 339 996
1.115.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 299 327 750	1 799 327 750	-	1 799 327 750	500 000 000
1.122	Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'État	2 941 167 120	5 113 791 813	0	5 113 791 813	2 172 624 693
1.122.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 390 572 120	2 148 051 653	-	2 148 051 653	757 479 532
1.122.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	550 595 000	550 595 000	-	550 595 000	-
1.122.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	2 415 145 161	-	2 415 145 161	1 415 145 161
2	Administration du territoire	26 658 655 379	29 000 855 961	35 658 000	29 036 513 961	2 377 858 582
2.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 511 371 055	7 711 985 533	-	7 711 985 533	200 614 478
2.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 748 579 400	3 669 361 685	35 658 000	3 705 019 685	1 956 440 285
2.4	Titre 4. Dépenses de transfert	16 596 261 299	16 596 261 299	-	16 596 261 299	-
2.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	802 443 625	1 023 247 444	-	1 023 247 444	220 803 819
2.136	Administration territoriale	6 208 953 808	6 473 295 808	35 658 000	6 508 953 808	300 000 000
2.136.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 982 271 864	4 982 271 864	-	4 982 271 864	-
2.136.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 087 203 644	1 351 545 644	35 658 000	1 387 203 644	300 000 000
2.136.4	Titre 4. Dépenses de transfert	139 478 300	139 478 300	-	139 478 300	-
2.143	Gestion des collectivités locales	16 777 338 827	18 404 582 931	0	18 404 582 931	1 627 244 104
2.143.2	Titre 2. Dépenses de personnel	135 555 828	135 555 828	-	135 555 828	0
2.143.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	1 756 440 285	-	1 756 440 285	1 556 440 285
2.143.4	Titre 4. Dépenses de transfert	16 441 782 999	16 441 782 999	-	16 441 782 999	-
2.143.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	70 803 819	-	70 803 819	70 803 819
2.150	Prévention et gestion des catastrophes	1 338 478 213	1 388 478 213	0	1 388 478 213	50 000 000
2.150.2	Titre 2. Dépenses de personnel	446 034 588	446 034 588	-	446 034 588	-
2.150.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	-	75 000 000	-
2.150.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 000 000	15 000 000	-	15 000 000	-
2.150.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	802 443 625	852 443 625	-	852 443 625	50 000 000
2.157	Pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	2 333 884 531	2 734 499 009	0	2 734 499 009	400 614 478
2.157.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 947 508 775	2 148 123 253	-	2 148 123 253	200 614 478
2.157.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	386 375 756	486 375 756	-	486 375 756	100 000 000
2.157.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
3	Agriculture, élevage et pêche	18 575 787 049	21 745 271 210	275 000 000	22 020 271 210	3 444 484 161
3.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 789 282 260	10 468 362 213	0	10 468 362 213	679 079 953
3.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	657 356 700	657 356 700	0	657 356 700	0
3.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 629 148 089	1 354 148 089	275 000 000	1 629 148 089	0
3.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 500 000 000	9 265 404 208	0	9 265 404 208	2 765 404 208
3.164	Agriculture	11 677 539 234	13 767 943 442	275 000 000	14 042 943 442	2 365 404 208
3.164.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 072 387 175	4 072 387 175	-	4 072 387 175	0
3.164.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	-	200 000 000	-
3.164.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 205 152 059	930 152 059	275 000 000	1 205 152 059	-
3.164.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 200 000 000	8 565 404 208	-	8 565 404 208	2 365 404 208
3.171	Élevage	373 239 026	373 239 026	0	373 239 026	0
3.171.2	Titre 2. Dépenses de personnel	252 878 026	252 878 026	-	252 878 026	0
3.171.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	105 000 000	105 000 000	-	105 000 000	-
3.171.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 361 000	15 361 000	-	15 361 000	-
3.178	Pêche et aquaculture	1 205 410 231	1 205 410 231	0	1 205 410 231	0
3.178.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 061 710 231	1 061 710 231	-	1 061 710 231	0
3.178.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	-
3.178.4	Titre 4. Dépenses de transfert	43 700 000	43 700 000	-	43 700 000	-
3.185	Développement rural	1 829 594 855	2 529 594 855	0	2 529 594 855	700 000 000
3.185.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 414 659 825	1 414 659 825	-	1 414 659 825	-
3.185.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	-	50 000 000	-
3.185.4	Titre 4. Dépenses de transfert	364 935 030	364 935 030	-	364 935 030	-
3.185.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	700 000 000	-	700 000 000	700 000 000
3.192	Pilotage et soutien à la politique agricole	3 490 003 703	3 869 083 656	0	3 869 083 656	379 079 953
3.192.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 987 647 003	3 666 726 956	-	3 666 726 956	679 079 953
3.192.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	202 356 700	202 356 700	-	202 356 700	-
3.192.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	-	-	-	-300 000 000
4	Aménagement du territoire et tourisme	6 543 925 418	6 733 382 633	2 000 000 000	8 733 382 633	2 189 457 214
4.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 436 425 418	3 636 425 418	-	3 636 425 418	199 999 999
4.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	682 500 000	631 414 715	-	631 414 715	-51 085 285

Codes	Libellés	LF1 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LF1 2024
4.4	Titre 4. Dépenses de transfert	425 000 000	425 000 000	-	425 000 000	-
4.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 000 000 000	2 040 542 500	2 000 000 000	4 040 542 500	2 040 542 500
4.199	Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 106 502 455	1 055 417 170	0	1 055 417 170	-51 085 285
4.199.2	Titre 2. Dépenses de personnel	924 002 455	924 002 455	-	924 002 455	-
4.199.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	182 500 000	131 414 715	-	131 414 715	- 51 085 285
4.206	Tourisme	3 398 056 908	3 438 599 408	2 000 000 000	5 438 599 408	2 040 542 500
4.206.2	Titre 2. Dépenses de personnel	873 056 908	873 056 908	-	873 056 908	-0
4.206.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	-
4.206.4	Titre 4. Dépenses de transfert	425 000 000	425 000 000	-	425 000 000	-
4.206.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 000 000 000	2 040 542 500	2 000 000 000	4 040 542 500	2 040 542 500
4.209	Pilotage et soutien à la politique du tourisme et de l'artisanat	2 039 366 056	2 239 366 055	0	2 239 366 055	199 999 999
4.209.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 639 366 056	1 839 366 055	-	1 839 366 055	199 999 999
4.209.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 000 000	400 000 000	-	400 000 000	-
5	Conseil et Contrôle	6 073 951 672	7 278 951 672	-	7 278 951 672	1 205 000 000
5.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 596 701 672	3 596 701 672	-	3 596 701 672	0
5.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 071 250 000	1 971 250 000	-	1 971 250 000	900 000 000
5.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 406 000 000	1 411 000 000	-	1 411 000 000	5 000 000
5.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	300 000 000	-	300 000 000	300 000 000
5.213	Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE)	2 039 507 691	3 039 507 691	0	3 039 507 691	1 000 000 000
5.213.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 212 257 691	1 212 257 691	-	1 212 257 691	-
5.213.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	821 250 000	1 621 250 000	-	1 621 250 000	800 000 000
5.213.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 000 000	6 000 000	-	6 000 000	-
5.213.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	200 000 000	-	200 000 000	200 000 000
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	761 070 694	861 070 694	0	861 070 694	100 000 000
5.220.2	Titre 2. Dépenses de personnel	511 070 694	511 070 694	-	511 070 694	-
5.220.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	-
5.220.4	Titre 4. Dépenses de transfert	150 000 000	150 000 000	-	150 000 000	-
5.220.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
5.269	Médiature	169 568 438	274 568 438	0	274 568 438	105 000 000
5.269.2	Titre 2. Dépenses de personnel	19 568 438	19 568 438	-	19 568 438	-0
5.269.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	250 000 000	-	250 000 000	100 000 000
5.269.4	Titre 4. Dépenses de transfert	-	5 000 000	-	5 000 000	5 000 000
5.276	Secrétariat permanent du conseil supérieur de la magistrature	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
5.276.4	Titre 4. Dépenses de transfert	500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-
5.277	Contrôle Général d'Etat	2 603 804 849	2 603 804 849	0	2 603 804 849	0
5.277.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 853 804 849	1 853 804 849	-	1 853 804 849	0
5.277.4	Titre 4. Dépenses de transfert	750 000 000	750 000 000	-	750 000 000	-
6	Culture et éducation populaire	9 930 020 214	9 351 867 325	-	9 351 867 325	-578 152 889
6.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 140 731 767	8 480 649 678	-	8 480 649 678	339 917 911
6.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	454 500 000	454 500 000	-	454 500 000	-
6.4	Titre 4. Dépenses de transfert	316 717 647	316 717 647	-	316 717 647	-
6.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 018 070 800	100 000 000	-	100 000 000	-918 070 800
6.290	Culture	6 316 300 592	5 477 950 592	0	5 477 950 592	-838 350 000
6.290.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 921 732 945	4 921 732 945	-	4 921 732 945	0
6.290.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	242 000 000	242 000 000	-	242 000 000	-
6.290.4	Titre 4. Dépenses de transfert	314 217 647	314 217 647	-	314 217 647	-
6.290.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	838 350 000	-	-	-	-838 350 000
6.297	Éducation populaire	103 325 921	103 325 921	0	103 325 921	0
6.297.2	Titre 2. Dépenses de personnel	50 825 921	50 825 921	-	50 825 921	0
6.297.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	-	50 000 000	-
6.297.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 500 000	2 500 000	-	2 500 000	-
6.299	Pilotage et soutien à la politique de la culture et des arts	3 510 393 701	3 770 590 812	0	3 770 590 812	260 197 111
6.299.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 168 172 901	3 508 090 812	-	3 508 090 812	339 917 911
6.299.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	162 500 000	162 500 000	-	162 500 000	-
6.299.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	179 720 800	100 000 000	-	100 000 000	- 79 720 800
7	Défense	193 501 863 758	207 071 867 800	-	207 071 867 800	13 570 004 042
7.2	Titre 2. Dépenses de personnel	151 356 081 521	156 287 156 520	-	156 287 156 520	4 931 074 999
7.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 584 377 741	11 734 377 739	-	11 734 377 739	149 999 997
7.4	Titre 4. Dépenses de transfert	804 937 486	804 937 485	-	804 937 485	-1
7.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	29 756 467 010	38 245 396 056	-	38 245 396 056	8 488 929 047
7.311	Préparation et emploi des forces	20 371 784 089	20 371 784 089	0	20 371 784 089	0
7.311.2	Titre 2. Dépenses de personnel	18 906 726 358	18 906 726 358	-	18 906 726 358	0
7.311.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 442 917 731	1 442 917 731	-	1 442 917 731	-
7.311.4	Titre 4. Dépenses de transfert	22 140 000	22 140 000	-	22 140 000	-
7.318	Équipement des forces	63 177 776 408	57 579 539 966	0	57 579 539 966	-5 598 236 442
7.318.2	Titre 2. Dépenses de personnel	34 499 616 088	36 499 616 088	-	36 499 616 088	2 000 000 000
7.318.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	412 903 310	412 903 308	-	412 903 308	-3
7.318.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	28 265 257 010	20 667 020 570	-	20 667 020 570	- 7 598 236 440
7.325	Garde Républicaine	35 951 173 871	52 038 339 357	0	52 038 339 357	16 087 165 486
7.325.2	Titre 2. Dépenses de personnel	33 479 522 321	33 479 522 321	-	33 479 522 321	0
7.325.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	980 441 550	980 441 550	-	980 441 550	-
7.325.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 491 210 000	17 578 375 486	-	17 578 375 486	16 087 165 486
7.332	Vie du soldat	18 863 332 149	19 013 332 148	0	19 013 332 148	149 999 999
7.332.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 549 960 763	10 549 960 763	-	10 549 960 763	0
7.332.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 555 503 900	7 705 503 900	-	7 705 503 900	150 000 000
7.332.4	Titre 4. Dépenses de transfert	757 867 486	757 867 485	-	757 867 485	-1

Codes	Libellés	LFI 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LFI 2024
7.339	Pilotage et soutien à la politique de défense nationale	55 137 797 240	58 068 872 240	0	58 068 872 240	2 931 075 000
7.339.2	Titre 2. Dépenses de personnel	53 920 255 990	56 851 330 990	-	56 851 330 990	2 931 075 000
7.339.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 192 611 250	1 192 611 250	-	1 192 611 250	-
7.339.4	Titre 4. Dépenses de transfert	24 930 000	24 930 000	-	24 930 000	-
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	18 583 491 546	17 372 289 892	-	17 372 289 892	- 1 211 201 654
8.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 654 639 019	11 108 521 029	-	11 108 521 029	1 453 882 010
8.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 572 541 000	4 367 564 999	-	4 367 564 999	- 1 204 976 001
8.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 741 310 605	741 310 605	-	741 310 605	- 2 000 000 000
8.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	615 000 922	1 154 893 259	-	1 154 893 259	539 892 337
8.346	Coordination du travail gouvernemental	3 792 364 516	4 092 364 514	0	4 092 364 514	299 999 998
8.346.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 615 142 911	2 615 142 911	-	2 615 142 911	0
8.346.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	475 866 000	775 865 999	-	775 865 999	299 999 999
8.346.4	Titre 4. Dépenses de transfert	701 355 605	701 355 605	-	701 355 605	0
8.355	Gouvernance des politiques publiques	3 381 315 349	3 381 315 349	0	3 381 315 349	0
8.355.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 942 283 349	2 942 283 349	-	2 942 283 349	-
8.355.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 000 000	400 000 000	-	400 000 000	-
8.355.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	39 032 000	39 032 000	-	39 032 000	-
8.360	Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	3 736 174 338	5 712 428 686	0	5 712 428 686	1 976 254 348
8.360.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 376 392 916	3 512 754 927	-	3 512 754 927	1 136 362 011
8.360.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 250 000 000	1 750 000 000	-	1 750 000 000	500 000 000
8.360.4	Titre 4. Dépenses de transfert	39 955 000	39 955 000	-	39 955 000	-
8.360.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	69 826 422	409 718 759	-	409 718 759	339 892 337
8.367	Relations avec le Parlement et les Institutions constitutionnelles	319 354 976	319 354 976	0	319 354 976	0
8.367.2	Titre 2. Dépenses de personnel	88 679 976	88 679 976	-	88 679 976	0
8.367.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	230 675 000	230 675 000	-	230 675 000	-
8.374	Pilotage et soutien aux politiques de réforme des institutions	7 354 282 367	3 866 826 367	0	3 866 826 367	-3 487 456 000
8.374.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 632 139 867	1 949 659 867	-	1 949 659 867	317 520 000
8.374.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 216 000 000	1 211 024 000	-	1 211 024 000	- 2 004 976 000
8.374.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 000 000 000	-	-	-	- 2 000 000 000
8.374.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	506 142 500	706 142 500	-	706 142 500	200 000 000
9	Économie forestière et protection de l'environnement	23 950 184 850	17 800 617 431	600 000 000	18 400 617 431	- 5 549 567 419
9.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 683 900 397	12 024 728 622	0	12 024 728 622	1 340 828 225
9.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	732 245 000	985 044 999	0	985 044 999	252 799 999
9.4	Titre 4. Dépenses de transfert	10 718 481 228	2 183 596 402	600 000 000	2 783 596 402	-7 934 884 825
9.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	693 830 452	1 039 865 585	0	1 039 865 585	346 035 133
9.6	Titre 6. Autres dépenses	1 121 727 773	1 567 381 823	0	1 567 381 823	445 654 050
9.381	Gestion durable des eaux et des forêts	3 690 325 927	3 990 325 925	0	3 990 325 925	299 999 998
9.381.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 070 580 927	3 370 580 926	-	3 370 580 926	299 999 999
9.381.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	119 745 000	119 744 999	-	119 744 999	-1
9.381.4	Titre 4. Dépenses de transfert	500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-
9.388	Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	630 932 282	148 608 473	0	148 608 473	-482 323 809
9.388.2	Titre 2. Dépenses de personnel	43 132 282	43 132 282	-	43 132 282	-
9.388.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	-
9.388.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	487 800 000	5 476 191	-	5 476 191	-482 323 809
9.395	Conservation de la biodiversité	13 521 172 522	5 614 646 639	600 000 000	6 214 646 639	-7 306 525 883
9.395.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 702 583 944	3 702 583 944	-	3 702 583 944	-
9.395.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	-
9.395.4	Titre 4. Dépenses de transfert	9 718 588 578	1 183 703 753	600 000 000	1 783 703 753	- 7 934 884 825
9.395.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	628 358 942	-	628 358 942	628 358 942
9.402	Amélioration du cadre de vie, préservation de l'environnement et développement durable	1 603 286 125	1 603 286 124	0	1 603 286 124	-1
9.402.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 085 961 475	1 085 961 475	-	1 085 961 475	-
9.402.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	212 500 000	212 500 000	-	212 500 000	-
9.402.4	Titre 4. Dépenses de transfert	304 824 650	304 824 649	-	304 824 649	-1
9.405	Pilotage et soutien à la politique de l'environnement	-	300 000 000	0	300 000 000	300 000 000
9.405.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	200 000 000	-	200 000 000	200 000 000
9.405.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
9.409	Pilotage et soutien à la politique de l'économie forestière	4 504 467 995	4 476 368 448	0	4 476 368 448	-28 099 548
9.409.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 781 641 770	3 822 469 996	-	3 822 469 996	1 040 828 225
9.409.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	152 800 000	-	152 800 000	- 47 200 000
9.409.4	Titre 4. Dépenses de transfert	195 068 000	195 068 000	-	195 068 000	-
9.409.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	206 030 452	306 030 452	-	306 030 452	100 000 000
9.409.6	Titre 6. Autres dépenses	1 121 727 773	0	-	0	- 1 121 727 773
9.413	Protection de la nature et conflit Homme-Faune	-	1 667 381 823	0	1 667 381 823	1 667 381 823
9.413.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
9.413.6	Titre 6. Autres dépenses	-	1 567 381 823	-	1 567 381 823	1 567 381 823
10	Communication	33 434 545 175	34 845 247 361	10 837 296 911	45 682 544 272	12 247 999 097
10.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 961 185 116	8 061 185 114	-	8 061 185 114	1 099 999 998
10.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	12 707 314 190	1 904 017 278	10 837 296 911	12 741 314 189	33 999 999
10.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 558 259 615	2 558 259 615	-	2 558 259 615	0

Codes	Libellés	LF1 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LF1 2024
10.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 025 168 076	18 139 167 178	-	18 139 167 178	11 113 999 102
10.6	Titre 6. Autres dépenses	4 182 618 178	4 182 618 177	-	4 182 618 177	-1
10.416	Économie numérique	20 398 213 660	19 095 822 243	10 837 296 911	29 933 119 154	9 534 905 494
10.416.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 052 114 628	1 052 114 628	-	1 052 114 628	0
10.416.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 584 588 002	747 291 092	10 837 296 911	11 584 588 003	0
10.416.4	Titre 4. Dépenses de transfert	930 301 029	930 301 029	-	930 301 029	-
10.416.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 831 210 000	16 366 115 494	-	16 366 115 494	9 534 905 494
10.423	Communication	4 315 077 389	6 294 170 994	0	6 294 170 994	1 979 093 605
10.423.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 001 816 172	2 601 816 171	-	2 601 816 171	599 999 999
10.423.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	481 726 188	481 726 186	-	481 726 186	-1
10.423.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 250 672 319	1 250 672 319	-	1 250 672 319	-
10.423.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	193 958 076	1 573 051 684	-	1 573 051 684	1 379 093 608
10.423.6	Titre 6. Autres dépenses	386 904 635	386 904 634	-	386 904 634	-1
10.430	Poste	4 489 616 655	4 789 616 654	0	4 789 616 654	299 999 999
10.430.2	Titre 2. Dépenses de personnel	441 616 845	741 616 845	-	741 616 845	300 000 000
10.430.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	175 000 000	175 000 000	-	175 000 000	-
10.430.4	Titre 4. Dépenses de transfert	77 286 267	77 286 267	-	77 286 267	0
10.430.6	Titre 6. Autres dépenses	3 795 713 543	3 795 713 542	-	3 795 713 542	-1
10.435	Pilotage et soutien à la politique de la communication	-	2 282 818 735	0	2 282 818 735	2 282 818 735
10.435.2	Titre 2. Dépenses de personnel	-	1 932 818 735	-	1 932 818 735	1 932 818 735
10.435.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	250 000 000	-	250 000 000	250 000 000
10.435.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
10.437	Pilotage et soutien à la politique des NTIC	4 231 637 470	2 382 818 735	0	2 382 818 735	-1 848 818 735
10.437.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 465 637 470	1 732 818 735	-	1 732 818 735	-1 732 818 735
10.437.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	466 000 000	250 000 000	-	250 000 000	-216 000 000
10.437.4	Titre 4. Dépenses de transfert	300 000 000	300 000 000	-	300 000 000	-
10.437.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
11	Éducation nationale	234 341 443 454	253 491 676 148	2 159 684 700	255 651 360 848	21 309 917 394
11.2	Titre 2. Dépenses de personnel	185 214 934 691	192 064 316 267	-	192 064 316 267	6 849 381 575
11.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	10 822 785 377	10 187 970 704	1 047 532 000	11 235 502 704	412 717 327
11.4	Titre 4. Dépenses de transfert	11 540 519 213	11 149 919 213	1 112 152 700	12 262 071 913	721 552 700
11.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	26 763 204 173	40 089 469 964	-	40 089 469 964	13 326 265 791
11.444	Enseignement pré-primaire et primaire	73 694 538 847	85 443 093 293	721 552 700	86 164 645 993	12 470 107 147
11.444.2	Titre 2. Dépenses de personnel	71 484 489 442	71 835 523 440	-	71 835 523 440	351 033 998
11.444.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 210 049 405	2 322 766 732	-	2 322 766 732	112 717 327
11.444.4	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	721 552 700	721 552 700	721 552 700
11.444.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	11 284 803 122	-	11 284 803 122	11 284 803 122
11.451	Enseignement secondaire	134 785 267 564	140 050 946 561	1 438 132 000	141 489 078 561	6 703 810 997
11.451.2	Titre 2. Dépenses de personnel	93 068 338 123	98 826 146 793	-	98 826 146 793	5 757 808 670
11.451.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 992 686 568	5 245 154 568	1 047 532 000	6 292 686 568	300 000 000
11.451.4	Titre 4. Dépenses de transfert	11 521 038 700	11 130 438 700	390 600 000	11 521 038 700	-
11.451.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	24 203 204 173	24 849 206 500	-	24 849 206 500	646 002 327
11.458	Enseignement technique et professionnel	23 691 697 196	26 040 941 358	0	26 040 941 358	2 349 244 162
11.458.2	Titre 2. Dépenses de personnel	19 981 647 791	20 575 431 611	-	20 575 431 611	593 783 820
11.458.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 710 049 405	1 710 049 405	-	1 710 049 405	-
11.458.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 000 000 000	3 755 460 342	-	3 755 460 342	1 755 460 342
11.465	Pilotage et soutien à la politique de l'éducation nationale	2 169 939 848	1 956 694 936	0	1 956 694 936	-213 244 912
11.465.2	Titre 2. Dépenses de personnel	680 459 335	827 214 423	-	827 214 423	146 755 088
11.465.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	910 000 000	910 000 000	-	910 000 000	0
11.465.4	Titre 4. Dépenses de transfert	19 480 513	19 480 513	-	19 480 513	-
11.465.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	560 000 000	200 000 000	-	200 000 000	-360 000 000
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	159 248 022 127	150 685 129 120	3 083 186 000	153 768 315 120	- 5 479 707 007
12.2	Titre 2. Dépenses de personnel	32 628 766 513	34 889 216 614	-	34 889 216 614	2 260 450 101
12.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 159 981 818	7 989 981 818	-	7 989 981 818	830 000 000
12.4	Titre 4. Dépenses de transfert	107 730 896 963	96 847 710 961	3 083 186 000	99 930 896 961	- 7 800 000 003
12.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	11 728 376 832	10 958 219 727	-	10 958 219 727	-770 157 105
12.472	Enseignement supérieur	17 326 951 369	21 456 951 369	0	21 456 951 369	4 130 000 000
12.472.2	Titre 2. Dépenses de personnel	13 316 877 269	15 316 877 269	-	15 316 877 269	2 000 000 000
12.472.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 361 571 543	2 391 571 543	-	2 391 571 543	30 000 000
12.472.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 648 502 557	3 748 502 557	-	3 748 502 557	2 100 000 000
12.479	Recherche scientifique et innovation	19 000 634 129	16 345 127 126	2 845 800 000	19 190 927 126	190 292 996
12.479.2	Titre 2. Dépenses de personnel	14 407 032 080	14 667 482 182	-	14 667 482 182	260 450 102
12.479.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	1 000 000 000	-	1 000 000 000	800 000 000
12.479.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 523 444 944	677 644 944	2 845 800 000	3 523 444 944	0
12.479.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	870 157 105	-	-	-	-870 157 105
12.486	Vie de l'étudiant	121 451 757 565	111 314 371 563	237 386 000	111 551 757 563	-9 900 000 002
12.486.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 224 397 828	4 224 397 828	-	4 224 397 828	0
12.486.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 828 410 275	3 828 410 275	-	3 828 410 275	-
12.486.4	Titre 4. Dépenses de transfert	102 558 949 462	92 421 563 460	237 386 000	92 658 949 460	- 9 900 000 002
12.486.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 840 000 000	10 840 000 000	-	10 840 000 000	-
12.493	Pilotage et soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 468 679 063	1 568 679 062	0	1 568 679 062	100 000 000
12.493.2	Titre 2. Dépenses de personnel	680 459 335	680 459 335	-	680 459 335	0
12.493.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	770 000 000	770 000 000	-	770 000 000	0
12.493.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	18 219 727	118 219 727	-	118 219 727	100 000 000

Codes	Libellés	LF1 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LF1 2024
13	Entreprenariat et commerce	11 709 639 596	13 433 823 443	519 484 848	13 953 308 291	2 243 668 694
13.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 885 420 221	10 985 420 221	-	10 985 420 221	1 099 999 999
13.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 389 531 000	870 046 152	519 484 848	1 389 531 000	-1
13.4	Titre 4. Dépenses de transfert	341 057 073	341 057 071	-	341 057 071	-2
13.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	93 631 302	1 237 300 000	-	1 237 300 000	1 143 668 698
13.500	Promotion de l'entrepreneuriat et de l'économie sociale	1 919 310 776	2 083 310 774	36 000 000	2 119 310 774	199 999 999
13.500.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 595 140 903	1 795 140 903	-	1 795 140 903	200 000 000
13.500.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	144 993 402	108 993 402	36 000 000	144 993 402	-
13.500.4	Titre 4. Dépenses de transfert	179 176 471	179 176 469	-	179 176 469	-1
13.505	Promotion de l'artisanat	260 016 182	260 016 181	0	260 016 181	-1
13.505.2	Titre 2. Dépenses de personnel	102 009 584	102 009 584	-	102 009 584	-
13.505.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	146 006 598	146 006 598	-	146 006 598	-1
13.505.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 000 000	12 000 000	-	12 000 000	-
13.507	Promotion des échanges	3 291 360 339	3 945 175 490	483 484 848	4 428 660 338	1 137 299 999
13.507.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 442 948 737	2 442 948 737	-	2 442 948 737	-
13.507.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	798 531 000	315 046 152	483 484 848	798 531 000	-
13.507.4	Titre 4. Dépenses de transfert	49 880 602	49 880 601	-	49 880 601	-1
13.507.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 137 300 000	-	1 137 300 000	1 137 300 000
13.514	Pilotage et soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce	6 238 952 300	7 145 320 997	0	7 145 320 997	906 368 697
13.514.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 745 320 998	6 645 320 997	-	6 645 320 997	899 999 999
13.514.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	300 000 000	-	300 000 000	-
13.514.4	Titre 4. Dépenses de transfert	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	-
13.514.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	93 631 302	100 000 000	-	100 000 000	6 368 698
14	Gestion des finances publiques	75 169 581 693	77 147 750 316	-	77 147 750 316	1 978 168 624
14.2	Titre 2. Dépenses de personnel	28 724 650 791	30 386 359 416	-	30 386 359 416	1 661 708 625
14.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	23 102 604 340	27 447 604 339	-	27 447 604 339	4 344 999 999
14.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 245 746 562	1 245 746 561	-	1 245 746 561	-1
14.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	9 096 580 000	6 068 040 000	-	6 068 040 000	-3 028 540 000
14.6	Titre 6. Autres dépenses	13 000 000 000	12 000 000 000	-	12 000 000 000	-1 000 000 000
14.521	Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	15 494 435 691	21 375 767 137	0	21 375 767 137	5 881 331 446
14.521.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 356 183 213	4 987 514 658	-	4 987 514 658	1 631 331 445
14.521.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 488 252 479	14 738 252 479	-	14 738 252 479	3 250 000 000
14.521.4	Titre 4. Dépenses de transfert	650 000 000	650 000 000	-	650 000 000	-
14.521.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	1 000 000 000
14.528	Comptabilité et trésorerie de l'État	13 347 358 685	11 777 358 685	0	11 777 358 685	-1 570 000 000
14.528.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 824 562 435	9 824 562 435	-	9 824 562 435	-
14.528.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 020 796 250	1 350 796 250	-	1 350 796 250	330 000 000
14.528.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 000 000	2 000 000	-	2 000 000	-
14.528.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 500 000 000	600 000 000	-	600 000 000	-1 900 000 000
14.539	Gestion du patrimoine de l'État	2 127 851 266	2 377 851 266	0	2 377 851 266	249 999 999
14.539.2	Titre 2. Dépenses de personnel	380 858 273	380 858 273	-	380 858 273	0
14.539.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 746 992 993	1 996 992 993	-	1 996 992 993	249 999 999
14.535	Gestion du contentieux de l'État	14 428 031 139	13 813 071 139	0	13 813 071 139	-614 960 000
14.535.2	Titre 2. Dépenses de personnel	766 231 139	766 231 139	-	766 231 139	-
14.535.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	661 800 000	911 800 000	-	911 800 000	250 000 000
14.535.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	135 040 000	-	135 040 000	135 040 000
14.535.6	Titre 6. Autres dépenses	13 000 000 000	12 000 000 000	-	12 000 000 000	-1 000 000 000
14.549	Gestion fiscale	17 558 639 799	11 564 749 597	0	11 564 749 597	-5 993 890 202
14.549.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 902 371 799	5 427 061 597	-	5 427 061 597	-475 310 202
14.549.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 084 688 000	5 099 688 000	-	5 099 688 000	15 000 000
14.549.4	Titre 4. Dépenses de transfert	75 000 000	75 000 000	-	75 000 000	-
14.549.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 496 580 000	963 000 000	-	963 000 000	-5 533 580 000
14.563	Gestion de la dette	1 695 737 087	1 695 737 087	0	1 695 737 087	0
14.563.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 048 737 087	1 048 737 087	-	1 048 737 087	0
14.563.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	520 000 000	520 000 000	-	520 000 000	-
14.563.4	Titre 4. Dépenses de transfert	127 000 000	127 000 000	-	127 000 000	-
14.570	Gestion de la commande publique	1 818 076 303	2 238 076 303	0	2 238 076 303	420 000 000
14.570.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 368 076 303	1 368 076 303	-	1 368 076 303	0
14.570.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	450 000 000	700 000 000	-	700 000 000	250 000 000
14.570.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	170 000 000	-	170 000 000	170 000 000
14.542	Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques	8 699 451 721	12 305 139 103	0	12 305 139 103	3 605 687 382
14.542.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 077 630 542	6 583 317 924	-	6 583 317 924	505 687 383
14.542.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 130 074 618	2 130 074 618	-	2 130 074 618	0
14.542.4	Titre 4. Dépenses de transfert	391 746 562	391 746 561	-	391 746 561	-1
14.542.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	100 000 000	3 200 000 000	-	3 200 000 000	3 100 000 000
15	Constructions, logements et équipements collectifs	251 563 328 461	213 381 204 140	8 280 205 632	221 661 409 772	-29 901 918 689
15.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 840 743 938	10 640 743 938	-	10 640 743 938	800 000 000
15.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 295 000 000	1 649 000 000	-	1 649 000 000	354 000 000
15.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 389 365 024	4 895 365 024	-	4 895 365 024	506 000 000
15.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	236 038 219 499	196 196 095 178	8 280 205 632	204 476 300 810	-31 561 918 689
15.584	Urbanisation et amélioration du cadre de vie	7 902 416 862	9 652 416 861	0	9 652 416 861	1 750 000 000
15.584.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 865 559 979	1 865 559 979	-	1 865 559 979	0
15.584.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	345 000 000	345 000 000	-	345 000 000	-
15.584.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 573 985 882	2 173 985 882	-	2 173 985 882	600 000 000
15.584.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 117 871 000	5 267 871 000	-	5 267 871 000	1 150 000 000
15.577	Logement	1 604 114 199	2 564 114 199	0	2 564 114 199	960 000 000

Codes	Libellés	LFI 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LFI 2024
15.577.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 382 446 199	1 382 446 199	-	1 382 446 199	0
15.577.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	169 000 000	-	169 000 000	94 000 000
15.577.4	Titre 4. Dépenses de transfert	146 668 000	52 668 000	-	52 668 000	-94 000 000
15.577.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	960 000 000	-	960 000 000	960 000 000
15.595	Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	376 580 000	906 580 000	0	906 580 000	530 000 000
15.595.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	330 000 000	-	330 000 000	130 000 000
15.595.4	Titre 4. Dépenses de transfert	176 580 000	176 580 000	-	176 580 000	-
15.595.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	400 000 000	-	400 000 000	400 000 000
15.591	Équipement et Infrastructures	237 888 461 958	195 286 337 637	8 280 205 632	203 566 543 269	-34 321 918 689
15.591.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 292 982 317	3 292 982 317	-	3 292 982 317	-
15.591.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	250 000 000	-	250 000 000	50 000 000
15.591.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 475 131 142	2 475 131 142	-	2 475 131 142	-
15.591.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	231 920 348 499	189 268 224 178	8 280 205 632	197 548 429 810	-34 371 918 689
15.598	Pilotage et soutien aux politiques des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	3 024 802 571	4 004 802 571	0	4 004 802 571	980 000 000
15.598.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 649 802 571	3 249 802 571	-	3 249 802 571	600 000 000
15.598.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	375 000 000	455 000 000	-	455 000 000	80 000 000
15.598.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	300 000 000	-	300 000 000	300 000 000
15.353	Coordination des politiques urbaines	766 952 872	966 952 872	0	966 952 872	200 000 000
15.353.2	Titre 2. Dépenses de personnel	649 952 872	849 952 872	-	849 952 872	200 000 000
15.353.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	-
15.353.4	Titre 4. Dépenses de transfert	17 000 000	17 000 000	-	17 000 000	-
16	Industrie et mines	5 817 703 030	9 047 152 577	75 355 280	9 122 507 857	3 304 804 827
16.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 969 085 476	4 169 085 476	0	4 169 085 476	200 000 000
16.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	888 332 702	1 012 977 422	75 355 280	1 088 332 702	200 000 000
16.4	Titre 4. Dépenses de transfert	960 284 852	960 284 852	0	960 284 852	0
16.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	2 904 804 827	0	2 904 804 827	2 904 804 827
16.605	Gestion et contrôle des activités minières	2 201 064 402	4 161 464 402	2 100 000	4 163 564 402	1 962 500 000
16.605.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 501 193 700	1 701 193 700	-	1 701 193 700	200 000 000
16.605.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	377 072 702	374 972 702	2 100 000	377 072 702	0
16.605.4	Titre 4. Dépenses de transfert	322 798 000	322 798 000	-	322 798 000	-
16.605.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 762 500 000	-	1 762 500 000	1 762 500 000
16.612	Régulation et stratégie industrielles	3 356 638 628	4 059 485 774	73 255 280	4 132 741 054	776 102 426
16.612.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 467 891 776	2 467 891 776	-	2 467 891 776	0
16.612.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	251 260 000	178 004 720	73 255 280	251 260 000	-
16.612.4	Titre 4. Dépenses de transfert	637 486 852	637 486 852	-	637 486 852	-
16.612.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	776 102 426	-	776 102 426	776 102 426
16.609	Pilotage et soutien à la politique minière	260 000 000	400 099 975	0	400 099 975	140 099 975
16.609.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	260 000 000	260 000 000	-	260 000 000	-
16.609.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	140 099 975	-	140 099 975	140 099 975
16.615	Pilotage et soutien à la politique industrielle	-	426 102 426	0	426 102 426	426 102 426
16.615.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	200 000 000	-	200 000 000	200 000 000
16.615.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	226 102 426	-	226 102 426	226 102 426
17	Transports	31 714 394 784	27 584 763 947	3 266 923 701	30 851 687 648	-862 707 136
17.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 969 144 296	5 470 171 056	-	5 470 171 056	501 026 760
17.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 169 068 632	969 326 041	1 266 923 701	2 236 249 741	67 181 109
17.4	Titre 4. Dépenses de transfert	17 700 552 942	16 342 143 194	-	16 342 143 194	-1 358 409 748
17.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 875 628 914	4 803 123 656	2 000 000 000	6 803 123 656	-72 505 258
17.626	Transports terrestres	13 923 198 052	13 737 688 330	253 719 249	13 991 407 579	68 209 527
17.626.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 300 326 067	1 300 326 067	-	1 300 326 067	0
17.626.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	333 060 000	146 521 860	253 719 249	400 241 109	67 181 109
17.626.4	Titre 4. Dépenses de transfert	11 093 948 842	11 094 977 260	-	11 094 977 260	1 028 418
17.626.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 195 863 143	1 195 863 143	-	1 195 863 143	-
17.633	Transport aérien et par voie d'eau	15 456 369 986	11 130 384 514	3 013 204 452	14 143 588 966	-1 312 781 020
17.633.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 078 153 887	2 078 153 887	-	2 078 153 887	0
17.633.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 311 008 632	297 804 181	1 013 204 452	1 311 008 632	0
17.633.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 606 604 100	5 247 165 934	-	5 247 165 934	-1 359 438 166
17.633.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 460 603 367	3 507 260 513	2 000 000 000	5 507 260 513	46 657 146
17.640	Pilotage et soutien à la politique des transports	2 334 826 746	2 716 691 103	0	2 716 691 103	381 864 357
17.640.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 590 664 342	2 091 691 103	-	2 091 691 103	501 026 761
17.640.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	525 000 000	525 000 000	-	525 000 000	-
17.640.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	219 162 404	100 000 000	-	100 000 000	-119 162 404
18	Jeunesse, sports et loisirs	7 065 407 102	7 208 774 434	-	7 208 774 434	143 367 332
18.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 746 070 772	4 083 737 445	-	4 083 737 445	337 666 673
18.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	991 122 195	991 122 195	-	991 122 195	-
18.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 828 214 135	1 923 764 134	-	1 923 764 134	95 549 999
18.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	210 150 660	-	210 150 660	-289 849 340
18.647	Sports et loisirs	3 075 352 871	3 090 352 869	0	3 090 352 869	14 999 999
18.647.2	Titre 2. Dépenses de personnel	935 480 340	935 480 340	-	935 480 340	0
18.647.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	766 122 195	766 122 195	-	766 122 195	-
18.647.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 373 750 335	1 373 750 334	-	1 373 750 334	-1
18.647.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	15 000 000	-	15 000 000	15 000 000
18.654	Vie associative	637 855 002	637 855 002	0	637 855 002	0
18.654.2	Titre 2. Dépenses de personnel	587 855 002	587 855 002	-	587 855 002	0
18.654.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	-	50 000 000	-

Codes	Libellés	LF1 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LF1 2024
18.658	Jeunesse	312 808 000	327 808 000	0	327 808 000	15 000 000
18.658.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	-
18.658.4	Titre 4. Dépenses de transfert	212 808 000	212 808 000	-	212 808 000	-
18.658.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	15 000 000	-	15 000 000	15 000 000
18.661	Pilotage et soutien aux politiques de sports et de la culture	3 039 391 230	3 152 758 563	0	3 152 758 563	113 367 333
18.661.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 222 735 430	2 560 402 103	-	2 560 402 103	337 666 673
18.661.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	-	75 000 000	-
18.661.4	Titre 4. Dépenses de transfert	241 655 800	337 205 800	-	337 205 800	95 550 000
18.661.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	180 150 660	-	180 150 660	-319 849 340
19	Justice	49 724 022 004	51 796 194 091	921 882 510	52 718 076 601	2 994 054 596
19.2	Titre 2. Dépenses de personnel	38 247 388 081	40 165 846 223	-	40 165 846 223	1 918 458 142
19.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 019 839 605	7 282 957 095	921 882 510	8 204 839 605	1 185 000 000
19.4	Titre 4. Dépenses de transfert	970 000 000	1 020 000 000	-	1 020 000 000	50 000 000
19.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 486 794 319	3 327 390 773	-	3 327 390 773	-159 403 546
19.668	Justice judiciaire et administrative	10 197 689 374	11 287 906 861	921 882 510	12 209 789 371	2 012 099 997
19.668.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 188 016 502	8 288 016 501	-	8 288 016 501	1 099 999 999
19.668.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 851 772 870	1 979 890 360	921 882 510	2 901 772 870	1 050 000 000
19.668.4	Titre 4. Dépenses de transfert	970 000 000	1 020 000 000	-	1 020 000 000	50 000 000
19.668.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	187 900 003	-	-	-	-187 900 003
19.675	Sécurité pénitentiaire	33 291 511 816	33 042 617 500	0	33 042 617 500	-248 894 316
19.675.2	Titre 2. Dépenses de personnel	25 364 750 765	25 364 750 765	-	25 364 750 765	-
19.675.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 627 866 735	4 627 866 735	-	4 627 866 735	-
19.675.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 298 894 316	3 050 000 000	-	3 050 000 000	-248 894 316
19.682	Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains	5 765 980 566	6 784 438 708	0	6 784 438 708	1 018 458 143
19.682.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 365 780 566	6 184 238 708	-	6 184 238 708	818 458 143
19.682.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 200 000	400 200 000	-	400 200 000	-
19.682.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	200 000 000	-	200 000 000	200 000 000
19.689	Culture des droits de l'homme	380 878 009	681 231 022	0	681 231 022	300 353 013
19.689.2	Titre 2. Dépenses de personnel	290 878 009	328 840 249	-	328 840 249	37 962 240
19.689.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	90 000 000	275 000 000	-	275 000 000	185 000 000
19.689.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	77 390 773	-	77 390 773	77 390 773
19.694	Egalité des Chances	87 962 240	0	0	0	-87 962 240
19.694.2	Titre 2. Dépenses de personnel	37 962 240	-	-	-	-37 962 240
19.694.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	-	-	-	-50 000 000
20	Planification et prospective	-	16 190 215 343	-	16 190 215 343	16 190 215 343
20.2	Titre 2. Dépenses de personnel	-	2 518 480 200	-	2 518 480 200	2 518 480 200
20.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	2 953 884 817	-	2 953 884 817	2 953 884 817
20.4	Titre 4. Dépenses de transfert	-	617 850 326	-	617 850 326	617 850 326
20.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	10 100 000 000	-	10 100 000 000	10 100 000 000
20.894	Pilotage et Soutien à la Politique de Planification du Développement	-	13 618 480 200	0	13 618 480 200	13 618 480 200
20.894.2	Titre 2. Dépenses de personnel	-	2 518 480 200	-	2 518 480 200	2 518 480 200
20.894.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	1 000 000 000
20.894.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	10 100 000 000	-	10 100 000 000	10 100 000 000
20.902	Élaboration et Pilotage de la Politique de Prospective	-	273 845 196	0	273 845 196	273 845 196
20.902.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	243 845 196	-	243 845 196	243 845 196
20.902.4	Titre 4. Dépenses de transfert	-	30 000 000	-	30 000 000	30 000 000
20.915	Programmation du Développement (Commissariat au Plan)	-	2 297 889 947	0	2 297 889 947	2 297 889 947
20.915.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	1 710 039 621	-	1 710 039 621	1 710 039 621
20.915.4	Titre 4. Dépenses de transfert	-	587 850 326	-	587 850 326	587 850 326
21	Pouvoirs publics	55 785 456 453	75 535 456 451	-	75 535 456 451	19 749 999 997
21.2	Titre 2. Dépenses de personnel	29 281 641 693	32 881 641 691	-	32 881 641 691	3 599 999 998
21.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	22 673 388 243	29 323 388 243	-	29 323 388 243	6 650 000 000
21.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 830 426 517	7 330 426 517	-	7 330 426 517	3 500 000 000
21.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	6 000 000 000	-	6 000 000 000	6 000 000 000
21.717	Présidence de la République	13 266 241 139	14 966 241 139	0	14 966 241 139	1 700 000 000
21.717.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 550 132 516	6 250 132 516	-	6 250 132 516	700 000 000
21.717.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 029 112 185	7 029 112 185	-	7 029 112 185	0
21.717.4	Titre 4. Dépenses de transfert	686 996 438	686 996 438	-	686 996 438	-
21.717.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	1 000 000 000
21.724	Assemblée Nationale	13 640 568 470	18 340 568 469	0	18 340 568 469	4 699 999 999
21.724.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 317 275 545	7 517 275 545	-	7 517 275 545	200 000 000
21.724.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 013 254 992	7 013 254 991	-	7 013 254 991	2 000 000 000
21.724.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 310 037 933	2 310 037 933	-	2 310 037 933	1 000 000 000
21.724.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 500 000 000	-	1 500 000 000	1 500 000 000
21.731	Sénat	10 105 346 153	14 505 346 152	0	14 505 346 152	4 399 999 999
21.731.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 935 850 658	6 135 850 658	-	6 135 850 658	200 000 000
21.731.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 686 666 667	4 686 666 666	-	4 686 666 666	2 000 000 000
21.731.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 482 828 828	2 482 828 828	-	2 482 828 828	1 000 000 000
21.731.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 200 000 000	-	1 200 000 000	1 200 000 000
21.738	Cour Constitutionnelle	6 077 656 222	9 577 656 222	0	9 577 656 222	3 500 000 000
21.738.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 561 891 604	3 061 891 604	-	3 061 891 604	500 000 000
21.738.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 285 972 500	4 285 972 500	-	4 285 972 500	1 000 000 000
21.738.4	Titre 4. Dépenses de transfert	229 792 118	1 229 792 118	-	1 229 792 118	1 000 000 000
21.738.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	1 000 000 000
21.234	Cour de Cassation	3 546 446 323	4 496 446 322	0	4 496 446 322	949 999 999
21.234.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 995 543 223	3 595 543 222	-	3 595 543 222	599 999 999
21.234.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	443 631 900	593 631 900	-	593 631 900	150 000 000

Codes	Libellés	LF1 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LF1 2024
21.234.4	Titre 4. Dépenses de transfert	107 271 200	107 271 200	-	107 271 200	-
21.234.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	200 000 000	-	200 000 000	200 000 000
21.241	Cour des Comptes	7 114 823 669	10 514 823 669	0	10 514 823 669	3 400 000 000
21.241.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 988 823 669	4 888 823 669	-	4 888 823 669	900 000 000
21.241.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 113 500 000	4 113 500 000	-	4 113 500 000	1 000 000 000
21.241.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 500 000	512 500 000	-	512 500 000	500 000 000
21.241.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	1 000 000 000
21.248	Conseil d'Etat	2 034 374 477	3 134 374 477	0	3 134 374 477	1 100 000 000
21.248.2	Titre 2. Dépenses de personnel	932 124 477	1 432 124 477	-	1 432 124 477	500 000 000
21.248.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 101 250 000	1 601 250 000	-	1 601 250 000	500 000 000
21.248.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-
21.248.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
22	Prévoyance sociale	44 168 357 932	42 476 061 749	562 696 231	43 038 757 980	-1 129 599 952
22.2	Titre 2. Dépenses de personnel	11 920 774 471	12 810 454 173	-	12 810 454 173	889 679 702
22.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 075 593 748	1 992 876 417	-	1 992 876 417	917 282 670
22.4	Titre 4. Dépenses de transfert	30 394 245 574	27 288 731 159	562 696 231	27 851 427 391	-2 542 818 183
22.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	777 744 140	384 000 000	-	384 000 000	-393 744 140
22.752	Protection et promotion de la famille	6 967 631 303	6 687 513 972	167 400 000	6 854 913 972	-112 717 331
22.752.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 852 137 556	5 852 137 556	-	5 852 137 556	0
22.752.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	448 093 748	335 376 417	-	335 376 417	-112 717 330
22.752.4	Titre 4. Dépenses de transfert	667 400 000	499 999 999	167 400 000	667 399 999	-1
22.759	Solidarité nationale	7 583 664 411	8 212 622 076	0	8 212 622 076	628 957 665
22.759.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 126 842 075	5 826 842 076	-	5 826 842 076	700 000 001
22.759.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	352 500 000	382 500 000	-	382 500 000	30 000 000
22.759.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 719 280 000	1 719 280 000	-	1 719 280 000	-
22.759.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	385 042 336	284 000 000	-	284 000 000	-101 042 336
22.766	Protection sociale	27 878 125 883	26 427 929 651	395 296 231	26 823 225 883	-1 054 900 000
22.766.2	Titre 2. Dépenses de personnel	283 478 491	283 478 491	-	283 478 491	0
22.766.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	1 075 000 000	-	1 075 000 000	1 000 000 000
22.766.4	Titre 4. Dépenses de transfert	27 464 747 392	25 069 451 160	395 296 231	25 464 747 392	-2 000 000 000
22.766.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	54 900 000	-	-	-	-54 900 000
22.773	Pilotage et soutien à la politique de protection sociale	1 738 936 334	1 147 996 050	0	1 147 996 050	-590 940 284
22.773.2	Titre 2. Dépenses de personnel	658 316 348	847 996 050	-	847 996 050	189 679 702
22.773.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	-	200 000 000	-
22.773.4	Titre 4. Dépenses de transfert	542 818 182	-	-	-	-542 818 182
22.773.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	337 801 804	100 000 000	-	100 000 000	-237 801 804
23	Provisions	9 639 111 540	30 731 703 274	-	30 731 703 274	21 092 591 735
23.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 459 779 784	11 591 117 907	-	11 591 117 907	7 131 338 123
23.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 234 350 911	4 234 350 911	-	4 234 350 911	0
23.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	944 980 845	14 906 234 457	-	14 906 234 457	13 961 253 613
23.780	Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	9 639 111 540	30 731 703 274	0	30 731 703 274	21 092 591 735
23.780.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 459 779 784	11 591 117 907	-	11 591 117 907	7 131 338 123
23.780.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 234 350 911	4 234 350 911	-	4 234 350 911	0
23.780.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	944 980 845	14 906 234 457	-	14 906 234 457	13 961 253 613
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	56 658 346 151	32 079 215 892	11 247 334 200	43 326 550 092	-13 331 796 058
24.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 020 356 512	7 343 669 192	-	7 343 669 192	1 323 312 681
24.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 841 375 000	2 841 375 000	-	2 841 375 000	-
24.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 446 326 532	1 446 326 531	-	1 446 326 531	-1
24.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	46 350 288 107	20 447 845 169	11 247 334 200	31 695 179 369	-14 655 108 738
24.787	Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	4 794 523 993	5 985 900 086	0	5 985 900 086	1 191 376 093
24.787.2	Titre 2. Dépenses de personnel	288 990 995	288 990 995	-	288 990 995	-
24.787.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	605 000 000	605 000 000	-	605 000 000	-
24.787.4	Titre 4. Dépenses de transfert	91 909 091	91 909 091	-	91 909 091	-
24.787.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 808 623 907	5 000 000 000	-	5 000 000 000	1 191 376 093
24.794	Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	29 229 528 043	16 283 043 212	0	16 283 043 212	-12 946 484 831
24.794.2	Titre 2. Dépenses de personnel	467 798 043	467 798 043	-	467 798 043	0
24.794.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	300 000 000	-	300 000 000	-
24.794.4	Titre 4. Dépenses de transfert	167 400 000	167 400 000	-	167 400 000	-
24.794.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	28 294 330 000	15 347 845 169	-	15 347 845 169	-12 946 484 831
24.801	Gestion de la radioactivité	247 814 193	247 814 193	0	247 814 193	0
24.801.2	Titre 2. Dépenses de personnel	42 783 193	42 783 193	-	42 783 193	0
24.801.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	142 000 000	142 000 000	-	142 000 000	-
24.801.4	Titre 4. Dépenses de transfert	63 031 000	63 031 000	-	63 031 000	-
24.808	Pilotage et soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	1 655 047 801	2 313 874 245	0	2 313 874 245	658 826 444
24.808.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 230 047 801	1 888 874 245	-	1 888 874 245	658 826 444
24.808.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	425 000 000	425 000 000	-	425 000 000	-
24.815	Gestion et contrôle des activités pétrolières	17 255 913 090	3 008 578 889	11 247 334 200	14 255 913 089	-3 000 000 001
24.815.2	Titre 2. Dépenses de personnel	715 217 449	715 217 449	-	715 217 449	0
24.815.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 169 375 000	1 169 375 000	-	1 169 375 000	-
24.815.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 123 986 441	1 123 986 440	-	1 123 986 440	-1
24.815.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	14 247 334 200	-	11 247 334 200	11 247 334 200	-3 000 000 000
24.822	Pilotage et soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures	3 475 519 031	4 240 005 268	0	4 240 005 268	764 486 237

Codes	Libellés	LF1 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LF1 2024
24.822.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 275 519 031	3 940 005 268	-	3 940 005 268	664 486 237
24.822.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	-	200 000 000	-
24.822.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
25	Santé	131 475 853 867	140 911 230 183	228 940 622	141 140 170 805	9 664 316 938
25.2	Titre 2. Dépenses de personnel	72 548 907 986	75 548 907 986	-	75 548 907 986	3 000 000 000
25.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	18 496 976 637	18 768 036 015	228 940 622	18 996 976 637	500 000 000
25.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 449 518 319	15 449 518 318	-	15 449 518 318	-1
25.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	24 980 450 925	31 144 767 865	-	31 144 767 865	6 164 316 939
25.829	Prévention et sécurité sanitaire	21 125 868 058	21 396 927 436	228 940 622	21 625 868 058	500 000 000
25.829.2	Titre 2. Dépenses de personnel	16 683 118 702	16 683 118 702	-	16 683 118 702	-
25.829.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 231 513 742	3 502 573 120	228 940 622	3 731 513 742	500 000 000
25.829.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 211 235 615	1 211 235 615	-	1 211 235 615	-
25.836	Offre et accès aux soins	99 293 817 509	108 358 134 447	0	108 358 134 447	9 064 316 938
25.836.2	Titre 2. Dépenses de personnel	48 893 980 984	51 893 980 984	-	51 893 980 984	3 000 000 000
25.836.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 190 462 895	11 190 462 895	-	11 190 462 895	0
25.836.4	Titre 4. Dépenses de transfert	14 228 922 704	14 228 922 703	-	14 228 922 703	-1
25.836.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	24 980 450 925	31 044 767 865	-	31 044 767 865	6 064 316 939
25.843	Lutte contre le SIDA	4 105 031 063	4 105 031 063	0	4 105 031 063	0
25.843.2	Titre 2. Dépenses de personnel	370 671 063	370 671 063	-	370 671 063	-
25.843.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 725 000 000	3 725 000 000	-	3 725 000 000	-
25.843.4	Titre 4. Dépenses de transfert	9 360 000	9 360 000	-	9 360 000	-
25.850	Pilotage et soutien à la politique sanitaire	6 951 137 237	7 051 137 237	0	7 051 137 237	100 000 000
25.850.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 601 137 237	6 601 137 237	-	6 601 137 237	0
25.850.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	350 000 000	350 000 000	-	350 000 000	-
25.850.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
26	Sécurité	92 996 425 204	107 322 256 049	-	107 322 256 049	14 325 830 845
26.2	Titre 2. Dépenses de personnel	88 577 425 204	103 077 472 389	-	103 077 472 389	14 500 047 185
26.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 369 000 000	2 369 000 000	-	2 369 000 000	-2 000 000 000
26.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	-	50 000 000	-
26.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 825 783 660	-	1 825 783 660	1 825 783 660
26.857	Gendarmerie nationale	37 447 246 065	44 451 836 901	0	44 451 836 901	7 004 590 836
26.857.2	Titre 2. Dépenses de personnel	36 417 246 065	42 516 053 242	-	42 516 053 242	6 098 807 177
26.857.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 030 000 000	1 030 000 000	-	1 030 000 000	-
26.857.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	905 783 660	-	905 783 660	905 783 660
26.864	Police nationale	55 549 179 139	62 870 419 148	0	62 870 419 148	7 321 240 009
26.864.2	Titre 2. Dépenses de personnel	52 160 179 139	60 561 419 148	-	60 561 419 148	8 401 240 009
26.864.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 339 000 000	1 339 000 000	-	1 339 000 000	-2 000 000 000
26.864.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	-	50 000 000	-
26.864.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	920 000 000	-	920 000 000	920 000 000
27	Stratégie économique	40 549 791 354	41 084 701 627	4 995 266 509	46 079 968 135	5 530 176 782
27.2	Titre 2. Dépenses de personnel	11 440 792 560	10 662 479 958	-	10 662 479 958	-778 312 603
27.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 499 084 473	3 843 011 003	4 995 266 509	8 838 277 512	339 193 039
27.4	Titre 4. Dépenses de transfert	10 226 832 820	10 108 982 494	-	10 108 982 494	-117 850 326
27.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 383 081 500	16 470 228 171	-	16 470 228 171	6 087 146 671
27.871	Élaboration et pilotage de la politique économique	18 436 837 273	25 252 248 798	0	25 252 248 798	6 815 411 525
27.871.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 439 083 179	3 439 083 178	-	3 439 083 178	-1
27.871.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 850 665 843	1 896 781 023	-	1 896 781 023	46 115 180
27.871.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 764 006 752	3 646 156 426	-	3 646 156 426	882 149 674
27.871.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 383 081 500	16 270 228 171	-	16 270 228 171	5 887 146 671
27.878	Concurrence et protection consommateur	4 241 809 207	3 923 987 209	432 415 453	4 356 402 662	114 593 455
27.878.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 992 601 456	2 992 601 456	-	2 992 601 456	0
27.878.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 042 389 582	724 567 583	432 415 453	1 156 983 036	114 593 454
27.878.4	Titre 4. Dépenses de transfert	206 818 170	206 818 169	-	206 818 169	0
27.887	Appui à l'investissement	7 976 359 485	3 483 270 693	4 562 851 056	8 046 121 748	69 762 264
27.887.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 103 794 815	1 103 794 815	-	1 103 794 815	0
27.887.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 983 018 861	489 930 070	4 562 851 056	5 052 781 125	69 762 264
27.887.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 889 545 808	1 889 545 808	-	1 889 545 808	0
27.885	Pilotage et soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	9 894 785 389	8 425 194 927	0	8 425 194 927	-1 469 590 461
27.885.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 905 313 111	3 127 000 509	-	3 127 000 509	-778 312 602
27.885.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	623 010 187	731 732 328	-	731 732 328	108 722 141
27.885.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 366 462 091	4 366 462 091	-	4 366 462 091	-1 000 000 000
27.885.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	200 000 000	-	200 000 000	200 000 000
28	Fonction publique et modernisation de l'État	7 969 666 208	13 035 967 149	-	13 035 967 149	5 066 300 941
28.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 574 541 928	7 957 136 062	-	7 957 136 062	1 382 594 134
28.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 080 418 280	1 280 418 279	-	1 280 418 279	199 999 999
28.4	Titre 4. Dépenses de transfert	314 706 000	2 382 408 000	-	2 382 408 000	2 067 702 000
28.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 416 004 808	-	1 416 004 808	1 416 004 808
28.892	Fonction publique	4 257 552 947	7 741 259 753	0	7 741 259 753	3 483 706 806
28.892.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 342 056 448	3 742 056 447	-	3 742 056 447	399 999 999
28.892.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	600 790 499	600 790 498	-	600 790 498	-1
28.892.4	Titre 4. Dépenses de transfert	314 706 000	2 382 408 000	-	2 382 408 000	2 067 702 000
28.892.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 016 004 808	-	1 016 004 808	1 016 004 808
28.899	Modernisation de l'État	743 356 773	743 356 773	0	743 356 773	0
28.899.2	Titre 2. Dépenses de personnel	673 356 773	673 356 773	-	673 356 773	-
28.899.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	70 000 000	70 000 000	-	70 000 000	-
28.906	Pilotage et soutien à la politique de fonction publique	2 968 756 489	4 551 350 623	0	4 551 350 623	1 582 594 135

Codes	Libellés	LFI 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LFI 2024
28.906.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 559 128 707	3 541 722 842	-	3 541 722 842	982 594 135
28.906.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	409 627 781	609 627 781	-	609 627 781	200 000 000
28.906.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	400 000 000	-	400 000 000	400 000 000
29	Travail, emploi et formation professionnelle	24 918 548 784	33 541 813 102	1 387 649 082	34 929 462 185	10 010 913 401
29.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 208 819 236	8 694 012 639	-	8 694 012 639	485 193 403
29.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 120 085 214	2 262 536 130	857 549 082	3 120 085 213	-2
29.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 715 364 333	5 185 264 333	530 100 000	5 715 364 333	-
29.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 874 280 000	17 400 000 000	-	17 400 000 000	9 525 720 000
29.913	Promotion de l'emploi et du travail décent	6 632 642 873	5 775 093 790	857 549 082	6 632 642 872	-1
29.913.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 273 394 325	3 273 394 325	-	3 273 394 325	0
29.913.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 415 085 214	557 536 131	857 549 082	1 415 085 214	-1
29.913.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 944 163 333	1 944 163 333	-	1 944 163 333	-
29.920	Formation professionnelle	15 632 619 309	24 528 239 308	530 100 000	25 058 339 308	9 425 719 999
29.920.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 412 138 309	2 412 138 309	-	2 412 138 309	0
29.920.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 575 000 000	1 574 999 999	-	1 574 999 999	-1
29.920.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 771 201 000	3 241 101 000	530 100 000	3 771 201 000	-
29.920.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 874 280 000	17 300 000 000	-	17 300 000 000	9 425 720 000
29.927	Pilotage et soutien aux politiques du travail, de l'emploi, de la formation technique et professionnelle	2 653 286 602	3 238 480 005	0	3 238 480 005	585 193 403
29.927.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 523 286 602	3 008 480 005	-	3 008 480 005	485 193 403
29.927.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	130 000 000	130 000 000	-	130 000 000	-
29.927.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
30	Dépenses transversales	127 658 880 888	225 198 849 132	-	225 198 849 132	97 539 968 244
30.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	59 789 325 111	111 566 703 128	-	111 566 703 128	51 777 378 017
30.4	Titre 4. Dépenses de transfert	16 495 224 438	16 424 250 100	-	16 424 250 100	-70 974 338
30.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	51 374 331 339	97 207 895 904	-	97 207 895 904	45 833 564 565
30.934	Dotation pour dépenses d'utilité publique	17 244 324 440	18 744 324 439	0	18 744 324 439	1 499 999 999
30.934.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	17 100 000 000	17 100 000 000	-	17 100 000 000	-
30.934.4	Titre 4. Dépenses de transfert	144 324 440	1 644 324 439	-	1 644 324 439	1 499 999 999
30.941	Dotation pour dépenses à caractère politique	5 945 502 094	78 887 860 500	0	78 887 860 500	72 942 358 406
30.941.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 945 502 094	38 887 860 500	-	38 887 860 500	32 942 358 406
30.941.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	40 000 000 000	-	40 000 000 000	40 000 000 000
30.943	Dotation pour dépenses de souveraineté et de sécurité	25 000 000 000	30 787 317 669	0	30 787 317 669	5 787 317 669
30.943.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	15 000 000 000	21 226 000 000	-	21 226 000 000	6 226 000 000
30.943.4	Titre 4. Dépenses de transfert	10 000 000 000	8 031 905 904	-	8 031 905 904	-1 968 094 096
30.943.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 529 411 765	-	1 529 411 765	1 529 411 765
30.948	Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	49 361 913 572	44 623 054 442	0	44 623 054 442	-4 738 859 130
30.948.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	15 600 008 810	17 600 008 810	-	17 600 008 810	2 000 000 000
30.948.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 000 000 000	2 948 019 757	-	2 948 019 757	1 948 019 757
30.948.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	32 761 904 762	24 075 025 875	-	24 075 025 875	-8 686 878 887
30.962	Dotation pour frais de transport et de déplacement	2 167 042 808	5 952 042 808	0	5 952 042 808	3 785 000 000
30.962.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 167 042 808	5 952 042 808	-	5 952 042 808	3 785 000 000
30.969	Dotation pour primes d'assurance	1 879 677 808	4 364 989 067	0	4 364 989 067	2 485 311 259
30.969.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 479 677 808	3 964 989 067	-	3 964 989 067	2 485 311 259
30.969.4	Titre 4. Dépenses de transfert	400 000 000	400 000 000	-	400 000 000	-
30.976	Dotation pour dépenses d'inhumation	3 147 093 592	3 147 093 591	0	3 147 093 591	-1
30.976.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 897 093 592	1 897 093 591	-	1 897 093 591	-1
30.976.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 250 000 000	1 250 000 000	-	1 250 000 000	-
30.983	Dotation pour aides aux familles	1 150 000 000	1 150 000 000	0	1 150 000 000	0
30.983.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 150 000 000	1 150 000 000	-	1 150 000 000	-
30.990	Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	1 000 000 000	8 946 835 920	0	8 946 835 920	7 946 835 920
30.990.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	138 708 353	-	138 708 353	138 708 353
30.990.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 000 000 000	1 000 000 000	-	1 000 000 000	-
30.990.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	7 808 127 568	-	7 808 127 568	7 808 127 568
30.997	Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	-	5 266 158 524	0	5 266 158 524	5 266 158 524
30.997.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	4 200 000 000	-	4 200 000 000	4 200 000 000
30.997.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	1 066 158 524	-	1 066 158 524	1 066 158 524
30.998	Dotation pour fonds d'études sectorielles	20 763 326 575	23 329 172 172	0	23 329 172 172	2 565 845 597
30.998.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	600 000 000	600 000 000	-	600 000 000	-
30.998.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 550 899 998	-	-	-	-1 550 899 998
30.998.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	18 612 426 577	22 729 172 172	-	22 729 172 172	4 116 745 595
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	17 851 085 144	14 877 719 837	4 123 365 306	19 001 085 143	1 149 999 999
31.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 942 831 170	2 942 831 169	-	2 942 831 169	-1
31.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 044 819 989	2 044 819 989	-	2 044 819 989	-
31.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 740 068 679	1 740 068 679	-	1 740 068 679	0
31.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	11 123 365 306	8 150 000 000	4 123 365 306	12 273 365 306	1 150 000 000
31.285	Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	445 917 027	445 917 027	0	445 917 027	0
31.285.2	Titre 2. Dépenses de personnel	23 917 027	23 917 027	-	23 917 027	0

Codes	Libellés	LFI 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LFI 2024
31.285.4	Titre 4. Dépenses de transfert	422 000 000	422 000 000	-	422 000 000	-
31.296	Autorité de Régulation et de Transports Ferroviaires	11 693 724 545	8 570 359 239	4 123 365 306	12 693 724 545	1 000 000 000
31.296.4	Titre 4. Dépenses de transfert	570 359 239	570 359 239	-	570 359 239	-0
31.296.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	11 123 365 306	8 000 000 000	4 123 365 306	12 123 365 306	1 000 000 000
31.250	Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	644 352 914	644 352 913	0	644 352 913	-1
31.250.2	Titre 2. Dépenses de personnel	114 887 474	114 887 473	-	114 887 473	-1
31.250.4	Titre 4. Dépenses de transfert	529 465 440	529 465 440	-	529 465 440	-
31.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	2 070 158 481	2 070 158 481	0	2 070 158 481	0
31.262.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 514 541 481	1 514 541 481	-	1 514 541 481	-
31.262.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	485 617 000	485 617 000	-	485 617 000	-
31.262.4	Titre 4. Dépenses de transfert	70 000 000	70 000 000	-	70 000 000	-
31.283	Commission Nationale des droits de l'Homme	148 917 027	198 917 027	0	198 917 027	50 000 000
31.283.2	Titre 2. Dépenses de personnel	23 917 027	23 917 027	-	23 917 027	-
31.283.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	-	75 000 000	-
31.283.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	-	50 000 000	-
31.283.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	50 000 000	-	50 000 000	50 000 000
31.291	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	1 113 994 865	1 113 994 865	0	1 113 994 865	0
31.291.2	Titre 2. Dépenses de personnel	129 791 876	129 791 876	-	129 791 876	-
31.291.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	934 202 989	934 202 989	-	934 202 989	-
31.291.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	-	50 000 000	-
31.295	Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	655 613 318	655 613 317	0	655 613 317	-1
31.295.2	Titre 2. Dépenses de personnel	275 613 318	275 613 317	-	275 613 317	-1
31.295.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	350 000 000	350 000 000	-	350 000 000	-
31.295.4	Titre 4. Dépenses de transfert	30 000 000	30 000 000	-	30 000 000	-
31.227	Haute Autorité de la Communication (HAC)	1 078 406 969	1 178 406 969	0	1 178 406 969	100 000 000
31.227.2	Titre 2. Dépenses de personnel	860 162 969	860 162 969	-	860 162 969	-
31.227.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	-	200 000 000	-
31.227.4	Titre 4. Dépenses de transfert	18 244 000	18 244 000	-	18 244 000	-
31.227.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
35	Engagements de l'État	534 250 801 472	553 421 610 055	-	553 421 610 055	19 170 808 584
35.1	Titre 1. Charges financières de la dette	378 407 151 018	349 463 194 202	-	349 463 194 202	-28 943 956 816
35.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 276 268 632	65 858 415 853	-	65 858 415 853	15 582 147 221
35.4	Titre 4. Dépenses de transfert	77 000 000 000	90 000 000 000	-	90 000 000 000	13 000 000 000
35.6	Titre 6. Autres dépenses	28 567 381 822	48 100 000 000	-	48 100 000 000	19 532 618 178
35.556	Dotation aux Engagements financiers de l'État	378 407 151 018	349 463 194 202	0	349 463 194 202	-28 943 956 816
35.556.1	Titre 1. Charges financières de la dette	378 407 151 018	349 463 194 202	-	349 463 194 202	-28 943 956 816
35.559	Remboursements et dégrèvements	50 276 268 632	65 858 415 853	0	65 858 415 853	15 582 147 221
35.559.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 276 268 632	65 858 415 853	-	65 858 415 853	15 582 147 221
35.560	Restructuration des entreprises	10 567 381 822	13 000 000 000	0	13 000 000 000	2 432 618 178
35.560.6	Titre 6. Autres dépenses	10 567 381 822	13 000 000 000	-	13 000 000 000	2 432 618 178
35.562	Soutien des prix des produits pétroliers	75 000 000 000	88 000 000 000	0	88 000 000 000	13 000 000 000
35.562.4	Titre 4. Dépenses de transfert	75 000 000 000	88 000 000 000	-	88 000 000 000	13 000 000 000
35.963	Lutte contre la vie chère	2 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0
35.963.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 000 000 000	2 000 000 000	-	2 000 000 000	-
35.565	Dette aux agents publics	18 000 000 000	35 100 000 000	0	35 100 000 000	17 100 000 000
35.565.6	Titre 6. Autres dépenses	18 000 000 000	35 100 000 000	-	35 100 000 000	17 100 000 000
	Total Budget Général	2 331 165 009 442	2 508 192 301 165	54 599 929 533	2 562 792 230 698	231 627 221 256
	Titre 1. Charges financières de la dette	378 407 151 018	349 463 194 202	-	349 463 194 202	-28 943 956 816
	Titre 2. Dépenses de personnel	771 749 096 325	825 301 000 000	-	825 301 000 000	53 551 903 675
	Titre 3. Dépenses de biens et services	284 116 558 643	357 812 970 492	20 785 889 463	378 598 859 955	94 482 301 312
	Titre 4. Dépenses de transfert	352 218 537 597	344 794 120 261	6 163 134 931	350 957 255 192	-1 261 282 405
	Titre 5. Dépenses d'investissement	497 801 938 086	564 971 016 210	27 650 905 138	592 621 921 348	94 819 983 262
	Titre 6. Autres dépenses	46 871 727 773	65 850 000 000	-	65 850 000 000	18 978 272 227
60	Pensions	99 032 950 180	106 437 581 382	0	106 437 581 382	7 404 631 201
60.4	Titre 4. Dépenses de transfert	99 032 950 180	106 437 581 382	-	106 437 581 382	7 404 631 201
60.703	Pensions civiles, militaires et contractuels de l'État	83 722 558 891	89 982 441 798	0	89 982 441 798	6 259 882 906
60.703.4	Titre 4. Dépenses de transfert	83 722 558 891	89 982 441 798	-	89 982 441 798	6 259 882 906
60.710	Pensions spéciales	10 929 657 824	11 746 861 443	0	11 746 861 443	817 203 619
60.710.4	Titre 4. Dépenses de transfert	10 929 657 824	11 746 861 443	-	11 746 861 443	817 203 619
60.712	Pensions main d'œuvre non permanente de l'État	4 380 733 465	4 708 278 141	0	4 708 278 141	327 544 676
60.712.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 380 733 465	4 708 278 141	-	4 708 278 141	327 544 676
61	Service universel des communications électroniques et numériques	3 807 666 114	3 807 666 114	0	3 807 666 114	0
61.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	380 766 611	380 766 611	-	380 766 611	-
61.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 426 899 503	3 426 899 503	-	3 426 899 503	-
61.145	Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet	2 453 004 000	2 453 004 000	0	2 453 004 000	0

Codes	Libellés	LFI 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LFI 2024
61.145.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 453 004 000	2 453 004 000	-	2 453 004 000	0
61.149	Développement et promotion des infrastructures et services numériques	1 354 662 114	1 354 662 114	0	1 354 662 114	0
61.149.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	380 766 611	380 766 611	-	380 766 611	-
61.149.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	973 895 503	973 895 503	-	973 895 503	0
62	Prestations familiales et sociales	18 000 000 000	18 000 000 000	0	18 000 000 000	0
62.4	Titre 4. Dépenses de transfert	18 000 000 000	18 000 000 000	-	18 000 000 000	-
62.985	Aide à l'enfance	13 090 909 091	13 090 909 091	0	13 090 909 091	0
62.985.4	Titre 4. Dépenses de transfert	13 090 909 091	13 090 909 091	-	13 090 909 091	0
62.986	Aide à la maternité	4 909 090 909	4 909 090 909	0	4 909 090 909	0
62.986.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 909 090 909	4 909 090 909	-	4 909 090 909	0
63	Promotion du sport	8 588 249 011	8 761 434 983	0	8 761 434 983	173 185 972
63.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 294 124 505	4 380 717 491	-	4 380 717 491	86 592 986
63.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 294 124 505	4 380 717 491	-	4 380 717 491	86 592 986
63.233	Sport pour tous, sport de proximité	6 367 664 298	6 497 311 482	0	6 497 311 482	129 647 184
63.233.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 169 628 371	3 235 441 338	-	3 235 441 338	65 812 967
63.233.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 198 035 927	3 261 870 144	-	3 261 870 144	63 834 217
63.235	Sport amateur, d'élite et professionnel	2 220 584 712	2 264 123 501	0	2 264 123 501	43 538 788
63.235.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 124 496 134	1 145 276 153	-	1 145 276 153	20 780 019
63.235.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 096 088 578	1 118 847 348	-	1 118 847 348	22 758 769
64	Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 722 671 149	1 827 282 979	0	1 827 282 979	104 611 829
64.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	574 223 716	609 094 326	-	609 094 326	34 870 610
64.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 148 447 433	1 218 188 652	-	1 218 188 652	69 741 220
64.433	Production des contenus audiovisuels	861 335 574	913 641 489	0	913 641 489	52 305 915
64.433.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	287 111 858	304 547 163	-	304 547 163	17 435 305
64.433.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	574 223 717	609 094 326	-	609 094 326	34 870 610
64.434	Production des contenus cinématographiques	861 335 575	913 641 490	0	913 641 490	52 305 915
64.434.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	287 111 859	304 547 164	-	304 547 164	17 435 305
64.434.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	574 223 716	609 094 326	-	609 094 326	34 870 610
65	Formation pour l'emploi	2 682 775 484	2 763 711 630	0	2 763 711 630	80 936 146
65.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	894 258 495	921 237 210	-	921 237 210	26 978 715
65.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 788 516 989	1 842 474 420	-	1 842 474 420	53 957 431
65.923	Formation initiale	2 330 877 436	2 625 526 049	0	2 625 526 049	294 648 613
65.923.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	542 360 446	783 051 629	-	783 051 629	240 691 182
65.923.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 788 516 989	1 842 474 420	-	1 842 474 420	53 957 431
65.924	Formation continue	351 898 048	138 185 582	0	138 185 582	-213 712 467
65.924.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	351 898 048	138 185 582	-	138 185 582	-213 712 467
66	Gestion du service public de l'eau et de l'énergie électrique dans les collectivités locales	8 013 719 250	8 013 719 250	0	8 013 719 250	0
66.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 404 115 775	2 404 115 775	-	2 404 115 775	-
66.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 609 603 475	5 609 603 475	-	5 609 603 475	-
66.517	Gestion de l'énergie électrique dans les collectivités locales	6 955 303 500	6 955 303 500	0	6 955 303 500	0
66.517.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 109 000 775	2 109 000 775	-	2 109 000 775	-
66.517.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 846 302 725	4 846 302 725	-	4 846 302 725	-
66.518	Gestion du service public de l'eau potable dans les collectivités locales	1 058 415 750	1 058 415 750	0	1 058 415 750	0
66.518.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	295 115 000	295 115 000	-	295 115 000	-
66.518.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	763 300 750	763 300 750	-	763 300 750	-
67	Salubrité publique	8 989 435 702	5 741 812 919	0	5 741 812 919	-3 247 622 783
67.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 832 888 155	1 170 718 745	-	1 170 718 745	-662 169 410
67.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 864 565 871	3 745 868 061	-	3 745 868 061	-2 118 697 810
67.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 291 981 676	825 226 112	-	825 226 112	-466 755 563
67.607	Assainissement et gestion des déchets	8 989 435 702	5 741 812 919	0	5 741 812 919	-3 247 622 783
67.607.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 832 888 155	1 170 718 745	-	1 170 718 745	-662 169 410
67.607.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 864 565 871	3 745 868 061	-	3 745 868 061	-2 118 697 810
67.607.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 291 981 676	825 226 112	-	825 226 112	-466 755 563
68	Valorisation du patrimoine de l'État	24 476 274 404	27 190 454 350	0	27 190 454 350	2 714 179 946
68.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 877 430 222	3 196 509 150	-	3 196 509 150	319 078 928
68.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	21 598 844 182	23 993 945 200	-	23 993 945 200	2 395 101 017
68.932	Contrôle de la qualité des produits pétroliers	2 948 767 030	2 080 766 625	0	2 080 766 625	-868 000 406
68.932.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	944 054 442	630 184 132	-	630 184 132	-313 870 311
68.932.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 004 712 588	1 450 582 493	-	1 450 582 493	-554 130 095
68.933	Entretien du patrimoine mobilier et immobilier	1 776 479 375	1 853 005 523	0	1 853 005 523	76 526 147
68.933.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	498 787 473	546 015 417	-	546 015 417	47 227 944
68.933.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 277 691 903	1 306 990 106	-	1 306 990 106	29 298 203
68.934	Entretien et maintenance du système d'information des douanes	1 607 743 454	1 983 946 542	0	1 983 946 542	376 203 087
68.934.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 041 356 347	1 367 077 641	-	1 367 077 641	325 721 295
68.934.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	566 387 107	616 868 900	-	616 868 900	50 481 793
68.935	Promotion et exploitation des équipements navales et des infrastructures fluviales et	1 716 159 800	1 716 159 800	0	1 716 159 800	0

Codes	Libellés	LF1 2024	LF 2025 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LF 2025 y compris ADP/FDC/DONS	Écart LF 2025/LF1 2024
	lagunaires					
68.935.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	393 231 960	653 231 960	-	653 231 960	260 000 000
68.935.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 322 927 840	1 062 927 840	-	1 062 927 840	-260 000 000
68.937	Gestion des infrastructures aéroportuaires	16 427 124 745	19 556 575 861	0	19 556 575 861	3 129 451 117
68.937.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	16 427 124 745	19 556 575 861	-	19 556 575 861	3 129 451 117
69	Financement de l'Habitat	8 893 004 660	10 457 119 751	0	10 457 119 751	1 564 115 091
69.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 778 600 932	2 091 423 950	-	2 091 423 950	312 823 018
69.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 114 403 728	8 365 695 801	-	8 365 695 801	1 251 292 073
69.938	Offre de logement	8 715 144 566	10 247 977 355	0	10 247 977 355	1 532 832 789
69.938.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 600 740 838	1 882 281 554	-	1 882 281 554	281 540 716
69.938.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 114 403 728	8 365 695 801	-	8 365 695 801	1 251 292 073
69.939	Accès au logement	177 860 094	209 142 396	0	209 142 396	31 282 302
69.939.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	177 860 094	209 142 396	-	209 142 396	31 282 302
70	Développement durable de la pêche et de l'aquaculture	3 388 700 000	2 731 800 000	656 900 000	3 388 700 000	0
70.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	338 870 000	338 870 000	-	338 870 000	-
70.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 049 830 000	2 392 930 000	656 900 000	3 049 830 000	-
70.945	Industrialisation et compétitivité du secteur de la pêche	3 219 265 000	2 562 365 000	656 900 000	3 219 265 000	0
70.945.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	169 435 000	169 435 000	-	169 435 000	-
70.945.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 049 830 000	2 392 930 000	656 900 000	3 049 830 000	-
70.952	Amélioration de la gouvernance du secteur halieutique	169 435 000	169 435 000	0	169 435 000	0
70.952.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	169 435 000	169 435 000	-	169 435 000	-
71	Entretien du patrimoine routier de l'État	50 090 826 524	35 361 352 172	0	35 361 352 172	-14 729 474 352
71.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 231 083 399	2 966 967 790	-	2 966 967 790	735 884 391
71.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	47 859 743 125	32 394 384 382	-	32 394 384 382	-15 465 358 743
71.960	Entretien des routes nationales et départementales	17 992 412 092	12 975 270 887	0	12 975 270 887	-5 017 141 205
71.960.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 561 758 379	2 037 287 850	-	2 037 287 850	475 529 471
71.960.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	16 430 653 713	10 937 983 037	-	10 937 983 037	-5 492 670 676
71.965	Entretien des voiries urbaines	32 098 414 432	22 386 081 285	0	22 386 081 285	-9 712 333 147
71.965.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	669 325 020	929 679 939	-	929 679 939	260 354 920
71.965.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	31 429 089 412	21 456 401 346	-	21 456 401 346	-9 972 688 067
	Total comptes spéciaux	237 686 272 478	231 093 935 528	656 900 000	231 750 835 528	-5 935 436 950
	Titre 3. Dépenses de biens et services	17 606 361 811	18 460 421 049	0	18 460 421 049	854 059 239
	Titre 4. Dépenses de transfert	122 897 516 052	128 183 449 443	0	128 183 449 443	5 285 933 391
	Titre 5. Dépenses d'investissement	97 182 394 616	84 450 065 036	656 900 000	85 106 965 036	-12 075 429 580
	Total budget de l'État	2 568 851 281 920	2 739 286 236 693	55 256 829 533	2 794 543 066 226	225 691 784 306
	Titre 1. Charges financières de la dette	378 407 151 018	349 463 194 202	-	349 463 194 202	-28 943 956 816
	Titre 2. Dépenses de personnel	771 749 096 325	825 301 000 000	-	825 301 000 000	53 551 903 675
	Titre 3. Dépenses de biens et services	301 722 920 454	376 273 391 541	20 785 889 463	397 059 281 004	95 336 360 550
	Titre 4. Dépenses de transfert	475 116 053 649	472 977 569 703	6 163 134 931	479 140 704 635	4 024 650 986
	Titre 5. Dépenses d'investissement	594 984 332 702	649 421 081 246	28 307 805 138	677 728 886 384	82 744 553 683
	Titre 6. Autres dépenses	46 871 727 773	65 850 000 000	-	65 850 000 000	18 978 272 227

Article 36 : Aucun budget annexe n'est prévu pour l'année budgétaire 2025.

CHAPITRE 2 : DES PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

Article 37 : Les plafonds des autorisations d'emplois des ministères, des autorités administratives indépendantes et des institutions sont globalement arrêtés à 118.176 agents.

La masse salariale indexée à ces effectifs est plafonnée à la somme de **huit cent vingt-cinq milliards trois cent un million (825.301.000.000) FCFA**.

Le détail de ces plafonds se présente ainsi qu'il suit :

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat par ministère

Codes	Ministères	Effectifs	Masse salariale
15	Primature	726	6 127 897 838
21	Ministère de la Réforme des Institutions	675	4 980 623 192
22	Ministère de la Justice Gardes des Sceaux	5 244	40 165 846 223
65	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Cadastre	530	4 097 959 050
25	Ministère des Affaires Étrangères chargé de l'Intégration sous-régionale et des gabonais de l'Étranger	882	6 633 302 087
31	Ministère de la Défense Nationale	32 089	198 803 209 762

Codes	Ministères	Effectifs	Masse salariale
41	Ministère de la Fonction Publique et du Renforcement des Capacités	1 188	7 957 136 062
42	Ministère de l'Intérieur	10 242	69 197 407 136
43	Ministère de la Communication et des Médias	791	5 276 251 751
77	Ministère de l'Economie Numérique et des Nouvelles Technologies et de l'Information	399	2 784 933 363
64	Ministère des Travaux Publics	958	6 542 784 888
51	Ministère des Comptes Publics	3 917	23 910 560 732
53	Ministère de l'Économie et des Participations	2 513	17 528 779 432
57	Ministère de la Planification et de la Prospective	486	2 518 480 200
54	Ministère de l'Industrie	426	2 467 891 776
55	Ministère du Commerce, des PME/PMI chargé des Activités Génératrices de Revenus	1 424	10 883 410 637
56	Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	443	2 814 432 547
61	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, et de la Pêche	1 656	10 468 362 213
62	Ministère des Eaux et Forêts chargé de la Préservation de l'Environnement, du Climat et du Conflit Homme-Faune	1 427	12 024 728 622
71	Ministère des Transports, de la Marine Marchande et de la Mer	1 126	5 470 171 056
67	Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques	255	2 712 363 503
68	Ministère du Pétrole	516	4 655 222 717
81	Ministère de l'Education Nationale, chargé de la Formation Civique	25 557	194 527 280 497
85	Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports et des Arts	1 876	12 513 561 202
84	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique	3 579	34 889 216 614
66	Ministre des Mines	166	1 701 193 700
91	Ministère de la Santé	12 594	75 548 907 986
93	Ministère des Affaires Sociales	2 220	12 810 454 173
92	Ministère du Travail et de la lutte contre le Chômage	928	6 281 874 330
Total Ministères		114 832	786 294 243 285

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat (Autorité autonomes et Institutions)

Codes	Autorités Administratives indépendantes et Institutions	Effectifs	Masse salariale
11	Présidence de la République	1 419	6 250 132 516
12	Sénat	245	6 135 850 658
13	Assemblée Nationale	439	7 517 275 545
14	Conseil d'Etat	168	1 432 124 477
16	Cour Constitutionnelle	127	3 061 891 604
17	Cour des Comptes	510	4 888 823 669
18	Cour de Cassation	170	3 595 543 222
26	Conseil Economique, Social et Environnemental	101	1 212 257 691
15	Contrôle Général d'Etat	36	1 853 804 849
27	Haute Autorité de la Communication	39	860 162 969
28	Conseil National de la Démocratie	6	511 070 694
29	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	63	1 514 541 481
46	Centre Gabonais des Elections	0	0
47	Médiature de la République	3	19 568 438
48	Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	13	129 791 876
49	Commission Nationale de Droits de l'Homme	3	23 917 027
Total Entités autonomes et Institutions		3 344	39 006 756 715
Total général		118 176	825 301 000 000

Article 38 : La hausse de la masse salariale au sein des établissements publics est désormais conditionnée par la preuve de leur capacité à autofinancer, pendant au moins quinze (15) ans, l'augmentation des charges de personnel induite par de nouveaux recrutements ou la revalorisation de leur grille salariale.

Tous les établissements publics sont tenus de déclarer auprès des services du ministère en charge du Budget, le bilan et les résultats prévisionnels sur une période de cinq (5) ans au moins et les états des dépenses de personnel comprenant les informations ci-après :

- la liste nominative du personnel et la grille salariale ;
- l'état des salaires ou traitements annuels de chaque agent ;
- le plan de gestion prévisionnelle des effectifs sur cinq (5) ans ;
- les fiches de postes de chaque agent.

TITRE II : DES GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT

Article 39 : Au titre de l'année budgétaire 2025, l'Etat ne consent aucune nouvelle garantie. Les garanties en cours courent jusqu'à leur extinction.

TITRE III : DES CONVENTIONS DE PRETS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

Article 40 : Le niveau global des tirages des nouvelles et anciennes conventions est arrêté, pour l'année 2025, à la somme de **neuf cent soixante-dix-huit milliards trois cent soixante-dix-neuf millions huit cent trente-sept mille trois cent quarante-quatre (978.379.837.344) FCFA**.

Le détail des financements se présente, en millions FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des tirages sur financements (en millions FCFA)

Créancier	Libellé projet	Montant LF 2025
I. Tirages prêts projets (a+b)		190 468 366 671
Tirages en cours (a)		117 489 446 671
Agence Française de Développement (AFD)	Programme Investissement Secteur Education (PISE)	10 000 000 000
	Réhabilitation du Transgabonais	8 000 000 000
Banque Africaine de Développement (BAD)	Appui employabilité des jeunes	15 000 000 000
	Appui au programme graine	6 000 000 000
	Programme d'appui au secteur des infrastructures au Gabon (PASIG) Phase I	8 000 000 000
Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC)	Financement additionnel PCR	7 000 000 000
	Appui budgétaire Covid 19	5 000 000 000
Banque Islamique de Développement (BID)	Aménagement bassin versant terre nouvelle	5 122 920 000
Banque Mondiale (BIRD)	E-Gabon	10 178 170 000
	Gabon Digital	5 000 000 000
	Avance de préparation programme d'aménagement et de développement des infrastructures du Gabon (PADIG)	4 000 000 000
	Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'ouest et du centre	7 787 146 671
DEUSTCHE BANK	Conception et réalisation de deux fly-overs, quatre passerelles piétonnes et un pont métallique d'Ebel Abanga	25 000 000 000
UKF/SANTANDER	Fourniture d'un avion C295	1 401 210 000
Tirages nouvelles conventions de prêts projets (b)		72 978 920 000
Banque Mondiale (BIRD)	Projet d'accès aux services de base et d'amélioration de la performance (PASBAP)	2 000 000 000
Fonds International de Développement Agricole (FIDA)	Programme de développement agricole rural	700 000 000
UKF/SANTANDER	Réhabilitation et Construction de 166 Km de Route Kougouleu-Medouneu, y compris le drainage et signalisation	70 278 920 000
II. Tirages conventions de prêts programmes		14 850 000 000
BADEA	Appui budgétaire/Programme de soutien budgétaire Ministère de la Santé & Infrastructures RISE	14 850 000 000
III. Tirages sur marché financier international		120 000 000 000
Marché financier international	Eurobond 30 ans	120 000 000 000
IV. Tirages sur marché financier régional		653 061 470 673
Marché financier régional	Obligations Trésor par APE	300 000 000 000
	Obligations Trésor Assimilables	353 061 470 673
Total tirages sur financements extérieurs (I+II+III)		978 379 837 344

TITRE IV : DES DONNS

Article 41 : Le niveau des dons à recevoir est arrêté à la somme de **huit cent vingt un millions cinq cent cinquante-deux mille sept cent (821 552 700) FCFA**.

Le détail de ces dons se présente, en millions FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des dons (En FCFA)

Donateurs			Libellés projets	Titres	LF 2025
AGENCE (AFD)	FRANCAISE	DEDEVELOPPEMENT	Projet d'Appui à l'Education, a l'Environnement dans les Ecoles primaires Gabonaises (PAEEG)	T4	721 552 700
AGENCE (AFD)	FRANCAISE	DEDEVELOPPEMENT	Fonds d'Etude et préparation projets	T4	100 000 000
Total Dons					821 552 700

TITRE V : DES PRETS ET AVANCES

Article 42 : Les prêts, avances et dépôts se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau résumé des prêts et dépôts

Charges de trésorerie et de financement	LFI 2024	LF 2025	Ecart LF 2025/LFI 2024	
			Valeur	%
Prêts et avances	23 799 254 353	2 965 089 528	-20 834 164 825	-88%
Fonds Souverain de la RG	3 235 384 822	2 965 089 528	-270 295 294	-8%
Dépôts BEAC	20 563 869 531		-20 563 869 531	-100%

TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 43 : Tous les opérateurs assurant une mission de service public et bénéficiant d'une subvention de l'Etat ou de recettes affectées et ne faisant l'objet ni d'un budget annexe ni d'un compte spécial, sont assujettis à la signature d'un Contrat d'Objectifs de Performance, en abrégé COP et d'un Contrat Annuel de Performance, en abrégé CAP.

Cette obligation s'applique aussi aux sociétés d'Etat. Les CAP et les COP sont transmis au Parlement pour information par le Gouvernement.

Article 44 : Le COP définit pour trois ans le cadre prévisionnel des dépenses prioritaires et des ressources de l'opérateur concerné ainsi que les modalités de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du contrat.

Article 45 : Le CAP décline pour une année le COP. Il définit de façon précise les engagements de chaque partie, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie triennale prédéfinie. Il doit être en lien étroit avec les Projets Annuels de Performance des missions dans lesquelles l'opérateur inscrit son action.

Article 46 : L'accès aux crédits alloués aux entités susvisées est conditionné par la signature des COP et CAP. Ces documents sont transmis aux services compétents du Ministère en charge du Budget dès la promulgation de la loi de finances.

Article 47 : La prise en compte d'un projet d'investissement dans la loi de finances ou dans la banque de projets d'investissement public, dont le coût de réalisation est supérieur à la somme de cinq milliards (5.000.000.000) FCFA, est conditionnée par la réalisation préalable de l'étude coût-bénéfice.

Article 48 : Toute personne dépositaire de l'autorité publique qui engage l'Etat sans en avoir l'habilitation sera tenue au remboursement des sommes exposées en réparation des dommages causés, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Article 49 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions, de toute nature, nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 50 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 30 décembre 2024

Le Président de la Transition,
Président de la République, Chef de l'Etat

Le Général de Brigade
Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition
Raymond NDONG SIMA

Le Ministre de l'Economie et des Participations
Mays MOUISSI

Le Ministre des Comptes Publics
Charles M'BA

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°0509/PR du 30 décembre 2024 portant promulgation de la loi n°033/2024 déterminant les ressources et les charges de l'Etat de l'année 2025

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution, notamment en son article 17, alinéa 1^{er} ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Est promulguée la loi n°033/2024 déterminant les ressources et les charges de l'Etat de l'année 2025.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 30 décembre 2024

Par le Président de la Transition,
Président de la République, Chef de l'Etat

Le Général de Brigade
Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Je désire m'abonner au Journal Officiel pendant :Six (6) mois Un (1) an — Particulier Entreprise Administration

Nom : Prénoms :

Raison Sociale :

Ville : Pays : Boite postale : Tél :

E-mail :

Mode de Règlement :

- Chèque

- Espèces

- Mandat express

- Virement

Date :

Signature :

DESTINATIONS	1 an (en FCFA)	6 mois (en FCFA)
Libreville.....	26.000	13.000
Intérieur Gabon.....	28.000	14.000
Afrique équatoriale, Nigeria, Zaïre.....	30.000	15.000
Autres pays d'Afrique noire francophone.....	31.000	15.000
Autre pays d'Afrique.....	32.000	16.000
France.....	32.000	16.000
Europe.....	36.000	18.000
Amérique, Moyen-Orient.....	40.000	20.000
Asie, Océanie.....	42.000	21.000

**BULLETIN A DECOUPER ET A RENVOYER A LA DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
405, AVENUE COLONEL PARANT
BP 563 LIBREVILLE / TEL (+241) 72 01 04**